

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

- Quarante ans de reconstitution du parti de classe 1
- Ukraine: Une guerre qui continue de préparer le terrain pour de futures guerres en Europe et dans le monde 7
- Russie et révolution dans la théorie marxiste
Deuxième partie. Parti prolétarien de classe et attente de la révolution double (Fin) 20
- La guerre d'Espagne (3)
La question de la terre dans le cadre de la lutte de classe du prolétariat espagnol 39
- Le 14 mars 1883 mourait Karl Marx 50
- *En défense du marxisme. Notes de lecture, Christophe Darmangeat*
Le communisme primitif n'est plus ce qu'il était
Aux origines de l'oppression des femmes 58
- Ciao Turi
(Annexe : notes sur le groupe d'Alger du parti) 64

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

PROGRAMME COMMUNISTE

Revue théorique du Parti Communiste International

ISSN - 0033 -037 X

Administration et diffusion :
Programme, 15 Cours du palais, 07000 Privas - F

Prix au numéro : 4 € / 8 CHF / £ 3 / 1000 CFA / 100 DA / 4 DT / 20 DH / USA \$ 4 / CDN : \$ 4 / Amérique latine US \$ 2 - Abonnement simple : Le prix de 4 numéros - Abonnement de soutien : Pour 4 numéros: 32 € / 64 CHF / £ 24 / 8000 CFA / 800 DA / 32 DT / USA \$ 32 / CDN : \$ 32 / Amérique latine US \$ 16

Paiement par mandat ou chèque: A l'ordre de *DESSUS*,
Toute correspondance doit être envoyée à l'adresse ci-dessous.

CORRESPONDANCE

France : Programme - 15 Cours du Palais, 07000 Privas
Suisse : Pour contact, écrire à l'adresse de Lyon.
Italie : Il Comunista - C.P. 10835 - 20110 Milano
Espagne : Apartado de Correos 27023 - 28080 Madrid

E-MAIL
leproletaire@pcint.org
ilcomunista@pcint.org
proletarian@pcint.org
elprogramacomunista@pcint.org

Site Internet du parti: <https://www.pcint.org>

**Lisez, diffusez, soutenez
la presse internationale du parti ! Souscrivez !**

« le prolétaire » - *Journal bimestriel*
Le numéro : 1,5 € / 3 CHF / £ 1,5 / 300 CFA / 1,5 DT / 10 DA / 5 DH / USA \$ 1,5 / CDN \$ 1,5. Abonnement annuel (5 n°s) : 7,5 € / 15 CHF / £ 10 / 1000 CFA - Abonnement de soutien : 15 € / 30 CHF / £ 20 / 2000 CFA

« il comunista » - *Journal bimestriel en italien*
Le numéro : 2 € / 5 CHF / £ 2 - Abonnement : 10 € / 25 CHF / £ 10 - Abonnement de soutien : 20 € / 50 CHF / £ 20

« el programa comunista » - *Revue théorique en espagnol*
Le numéro : 3 € / 8 CHF / £ 2 / 20 Krs. / América latina : US \$ 1,5 / USA \$ 3 / CDN : \$ 3 - Prix de soutien : le numéro : 6 €, 16 CHF, £ 4 / 40 Krs / América latina : US \$ 3 / USA \$ 6 / Cdn \$ 6

Suplemento Venezuela a « el programa comunista »
Le numéro : Europa : 1 € / América Latina : US \$ 0,5 / USA \$ 1 / CDN : \$ 1

« el proletario » - *Journal en espagnol*
Le numéro : Europa : 1,5 € / 3 CHF / £ 1,5 / América Latina : US \$ 1,5 / USA \$ 2 / CDN : \$ 2

« Proletarian » - *Supplément en anglais à «le prolétaire»*
Le numéro : 1,5 € / £ 1 / 3 CHF / USA : \$ 1,5 / CDN \$ 1,5

« Communist Program » - *Revue théorique en anglais*
Le numéro : Europe : 3 € / 2 £ / 8 CHF / USA \$ 3 / CDN : \$ 3 / Latin America: US \$ 1,5

Pour les abonnements et les envois postaux, veuillez nous contacter.
- *Imprimé par nos soins* -

49^e ANNEE Juin 2006 N° 99

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

le prolétaire

organe du parti communiste international
M2414 - 489 - 1 €

COMITÉ DE RÉDACTION
 Président: L. R. ...
 Membres: ...
CONSEIL D'ADMINISTRATION
 Président: ...
 Membres: ...

**Pour l'organisation indépendante de classe
Les leçons des luttes du printemps**

il comunista

organo del partito comunista internazionale

**Iraq: guerra di rapina
e di spartizione**

COMITATO DI REDAZIONE
 Presidente: ...
 Membres: ...
CONSIGLIO DI AMMINISTRAZIONE
 Presidente: ...
 Membres: ...

il proletario

foglio di intervento sul terreno immediato del Partito Comunista Internazionale
per la riorganizzazione operaia indipendente e per la ripresa della lotta di classe

Per un Primo Maggio proletario e di lotta!

COMITATO DI REDAZIONE
 Presidente: ...
 Membres: ...
CONSIGLIO DI AMMINISTRAZIONE
 Presidente: ...
 Membres: ...

NÚMERO 46 Diciembre de 2005

el programa comunista

ÓRGANO DEL PARTIDO COMUNISTA INTERNACIONAL

EN ESTE NÚMERO

el programa comunista
ÓRGANO DEL PARTIDO COMUNISTA INTERNACIONAL

COMITÉ DE REDACCIÓN
 Presidente: ...
 Membres: ...
CONSEJO DE ADMINISTRACIÓN
 Presidente: ...
 Membres: ...

Venezuela:

Issue No. 9 May 2023

communist program

ORGAN OF THE INTERNATIONAL COMMUNIST PARTY
Organ of the International Communist Party

EDITORIAL BOARD
 President: ...
 Members: ...
ADMINISTRATIVE COUNCIL
 President: ...
 Members: ...

**Multiform and indissociable
Tasks of the Class Party**

The scientific basis of the party is the fundamental task of the class party which we propose before... published in June 2023 as the organ of the party in Spain...

Nº 3 Octubre 2007

el proletario

Suplemento al programa comunista
Órgano del Partido Comunista Internacional

COMITÉ DE REDACCIÓN
 Presidente: ...
 Membres: ...
CONSEJO DE ADMINISTRACIÓN
 Presidente: ...
 Membres: ...

Nº 3 Septiembre de 2007

el proletario

Suplemento al programa comunista
Órgano del Partido Comunista Internacional

COMITÉ DE REDACCIÓN
 Presidente: ...
 Membres: ...
CONSEJO DE ADMINISTRACIÓN
 Presidente: ...
 Membres: ...

**The Counter-revolutionary
Role of Opportunism**

OPPORTUNISM means:
 - to accept and defend the capitalist mode of production and its laws;
 - to represent the economic interests of the small and medium bourgeoisie of small and medium business (retail, industrial, commercial, productive and distributive) that are the petty-bourgeoisie; capitalist society and its laws; and its own interests;
 - to base itself on the social and political forces which are the mainstay of the capitalist mode of production and the petty-bourgeoisie; and to resist technological and pro-
defensive progress insofar as this involves the interests and interests of the petty bourgeoisie, without reserves (opportunist).
on the political level:
 - to renounce opportunism and antagonistic interests, by subordinating itself to the petty bourgeoisie;
 - to renounce (justify) the interests of the petty bourgeoisie, considering the accumulation of participation in the petty bourgeoisie to be
 - to fight the extensive and violent political forces which are the mainstay of a petty bourgeois program of opportunism by peaceful and legal means.
 (Continued on page 28)

Quarante ans de reconstitution du parti de classe

Plus de quarante ans se sont écoulés depuis octobre 1982, lorsque notre parti d'antan s'est échoué sur une chaîne de récifs qui l'ont mis en pièces. Nous ne voulons pas occulter cet événement dramatique, car il y a des leçons à tirer de toutes les erreurs, les dérapages, les déviations qui ont contribué à l'explosion de l'organisation du parti qui, en 1952, après une scission inévitable, s'était reconstituée sur des bases théoriques, politiques, tactiques et organisatives organiquement cohérentes et homogènes. C'est pourquoi nous revenons sur ce sujet, pour revendiquer la lutte politique que nous avons menée alors afin qu'il soit possible, malgré la crise explosive, de rassembler à nouveau des forces homogènes et cohérentes avec le bagage des batailles de classe qui caractérisaient la Gauche communiste d'Italie et notre parti d'hier.

Pendant la crise explosive de 1982-1984, les divers groupes de militants dans lesquels le parti s'était fragmenté et qui souhaitaient poursuivre leur activité politique ont pris des voies diverses. En France et en Suisse, un petit groupe s'était constitué avec des camarades de Paris, Strasbourg, Lyon et Lausanne, continuant à publier « le prolétaire ». Les contacts avec les camarades d'Espagne, d'Allemagne, de Belgique et de nombreuses autres sections françaises se sont rompus ; les contacts avec l'ancien centre de Milan se sont maintenus jusqu'en juin 1983, mais les tentatives de réorganisation internationale furent très faibles et confuses. Avec le coup de force d'un soi-disant « comité central », formé par des responsables des sections italiennes les plus importantes (Milan, Mestre, Naples, Rome, Catane), l'ancien centre fut déclaré déchu et remplacé précisément par ce comité central. Au début, l'intention de la nouvelle direction du parti était de réorganiser les forces restantes, en sauvant formellement le bagage théorico-programmatique qui avait caractérisé le parti jusqu'à la crise explosive, mais en prétendant mettre en œuvre un tournant radical de la ligne politique, tactique et, évidemment, organisationnelle que le parti avait suivie jusqu'à la crise générale.

En Italie, la nouvelle ligne politique consistait à remettre en cause la ligne politique précédente (considérée insuffisante pour répondre aux nouvelles situations apparues après la crise générale du capitalisme mondial en 1975, avec l'émergence de nouveaux organismes de type syndical en dehors des structures traditionnelles de la CGIL, de la CISL et de l'UIL, et avec les nouvelles luttes ouvrières menées, localement et dans l'isolement, par les chômeurs, les travailleurs précaires et les travailleurs non-syndiqués. La nouvelle direction du parti a surtout basé son activité sur l'intervention dans ces nouveaux organismes ouvriers (comités d'usine, coordinations, cercles sociaux, etc.) et sur une formulation de la propagande politique du parti jugée plus attrayante et plus compréhensible pour les masses, en la simplifiant et en l'inspirant d'attitudes et de

comportements moins intransigeants, plus ouverts pour assumer les tâches pratiques dans des domaines jamais exploités auparavant (luttes pour le logement, contre le travail au noir, contre la répression, etc.) Passer de l'occultation des tâches que le parti s'était toujours données sur l'assimilation théorique permanente à l'identification du retard et de l'échec du parti dans le domaine de l'influence sur les masses laborieuses dans un soi-disant « vice d'origine » de la Gauche communiste italienne (consistant en un théoricisme atavique et une incapacité à « faire de la politique »), a été très rapide. Pour la nouvelle direction, « faire de la politique » signifiait utiliser tous les moyens, y compris les expédients pratiques et tactiques, pour accroître l'influence sur le prolétariat en peu de temps et, par conséquent, augmenter le nombre de militants adhérents au parti. L'un des expédients utilisés, pour accélérer le processus d'influence sur les masses, consistait à entrer dans les nouveaux organismes prolétariens nés du besoin des prolétaires les plus combattifs de s'organiser en dehors des syndicats traditionnels, ou du besoin de s'organiser socialement et territorialement sur les questions liées au logement, à la répression, à la lutte contre le réarmement national et l'envoi de troupes italiennes à l'étranger, à la lutte contre le nucléaire, au soutien des luttes anti-impérialistes dans les pays de la périphérie de l'impérialisme, etc., en prendre la tête et les lier à l'organisation du parti. En fait, ces champs d'intervention avaient déjà été envisagés par le parti tout au long des années 1970, ils n'étaient donc pas nouveaux pour les militants, mais la nouveauté résidait dans l'attitude pratique et les objectifs fixés à l'action du parti. Une attitude pratique dépendante de l'objectif d'obtenir des résultats immédiats et de l'objectif d'augmenter la force numérique du parti. L'évaluation générale qui justifiait ce « changement de cap » consistait dans les points suivants : 1) les groupes de prolétaires s'organisant en dehors des syndicats traditionnels montraient que ces derniers perdaient leur influence sur le prolétariat ; 2) les luttes des peuples opprimés, tels que les Palestiniens,

Reconstitution du parti de classe

les Kurdes, etc., affaiblissaient l'emprise des puissances impérialistes qui les opprimaient ; 3) la situation de crise prolongée du capitalisme consécutive à la grande crise mondiale de 1975 n'était pas surmontée, comme dans les périodes précédentes, comme l'ont montré par exemple les luttes du prolétariat polonais, de sorte qu'elle pouvait être le terrain favorable à la reprise de la lutte de classe du prolétariat et donc propice à sa lutte révolutionnaire. Il s'agissait donc de surmonter le retard du parti dans sa fonction de guide des couches prolétariennes les plus combattives et prêtes à la lutte, en accélérant son intervention parmi les masses dans le but de démontrer être à la hauteur pour se porter à la tête de leurs luttes dans l'immédiat et, comme propriété transitive, à la hauteur de la direction de la révolution future.

A ce soudain « changement de cap » et « changement de direction centrale » se sont opposés les militants italiens – en vérité minoritaires – qui ont justement refusé la thèse du « vice d'origine » du courant de la Gauche communiste d'Italie, en défendant l'intégrité théorico-politique du parti maintenue depuis trente ans, s'opposant aussi à l'idée qu'en augmentant l'intervention pratique dans les luttes et les comités de base prolétariens, le parti contribuerait à accélérer la reprise de la lutte de classe, et s'opposant à la réorganisation du parti par l'auto-élection d'un « comité central » à la place de l'ancien centre, en défendant les critères organisatifs qui répondaient au centralisme organique contre le centralisme démocratique ; ou d'autre part, les militants qui, n'acceptant pas ce « changement de cap » et le « changement de direction centrale », ont exprimé une totale défiance dans la capacité du parti, après les coups reçus lors de la crise générale interne de 1982 et de la crise subséquente de 1983 en Italie, de retrouver le bon cap, même avec seulement quelques éléments, et ont donc abandonné le parti, se retirant dans la vie privée. Le journal par lequel le parti était connu depuis trente ans, et pas seulement en Italie, « il programma comunista », s'est retrouvé entre les mains du nouveau « comité central », qui avait également le contrôle de la caisse du parti, de sorte que le journal, à partir de juillet 1983, a fini par représenter exclusivement la nouvelle ligne politique.

En présentant sur notre site, parmi les anciennes publications du parti, le journal « il programma comunista », nous écrivions :

« Lors de la crise de 1982-1984, les premiers « liquidateurs » manifestèrent une rupture claire avec les positions théoriques et historiques de la Gauche communiste d'Italie et de l'organisation qui la représentait depuis plus de trente ans sous la forme-parti : selon eux le parti « avait fait faillite » et il devait par conséquent se dissoudre pour se fondre avec les mouvements sociaux rebelles ; dans un deuxième temps par des liquidateurs d'une autre origine prétendirent remplacer un « centralisme » qui d'après eux ne fonctionnait pas, par un centralisme « démocratique » ; puis théorisaient, comme leur « centralisme démocra-

tique » ne donnait pas des « garanties » de discipline et d'homogénéité, un « défaut d'origine » de la Gauche communiste d'Italie qui aurait été de ne pas savoir « faire de la politique », de ne pas savoir « diriger politiquement » ni le parti ni les masses (il s'agit du groupe qui prit le nom de « Combat »). Rejeter leur incapacité politique à comprendre les tâches d'un parti de classe (dans la situation révolutionnaire d'hier, celle d'aujourd'hui et dans la situation de reprise de la lutte de classe de demain) sur un prétendu vice d'origine de notre courant, leur parut le meilleur moyen pour sortir de l'impasse qui devait les mener rapidement à l'autoliquidation.

« Face à ces attaques concentriques contre le parti et son patrimoine théorique et historique, le groupe qui reprit en 1984 le titre « il programma comunista », à la suite d'une action judiciaire semblable à celle menée en 1952 par le groupe Damen contre le parti, se caractérisa non seulement par cette action honteuse, mais aussi par l'absence totale de lutte politique au sein de l'organisation qui restait sur pied après la crise explosive d'octobre 1982 ; en substance, il fut incapable de donner aucun appui théorique, programmatique ou politique aux militants qui en Italie et à l'étranger, avaient été complètement désorientés par l'éclatement. Tombé dans un sentimentalisme de parti, il confia aux tribunaux bourgeois le soin de décider quel groupe politique avait « le droit » d'être représenté par le journal « il programma comunista ». En vertu du droit bourgeois, ce groupe s'est emparé de la propriété commerciale du journal sous prétexte être reconnu comme « héritier » du parti d'hier, du parti communiste international, parti pour lequel, au cours de la crise qui l'a finalement brisé, il n'a mené aucune bataille politique ; le tribunal bourgeois a agi en son nom et c'est pour cette raison que les mêmes mots que nous écrivions en 1952 sur le groupe Damen et le droit bourgeois s'appliquent : ceux qui s'en sont servi ne peuvent plus venir sur le terrain du parti révolutionnaire. De même que « Battaglia Comunista » et « Prometeo », qui avaient été jusqu'en 1952 la voix du parti, cessèrent de l'être après le recours à la justice bourgeoise, de même « il programma comunista » qui fut pendant plus de trente ans la voix du parti y compris au niveau international, a cessé définitivement de l'être en 1983 par l'action légale du groupe qui aujourd'hui encore en a la « propriété ». (1)

Rappelons qu'à la réunion générale du parti de juin 1983, quand le soi-disant Comité Central s'est imposé par un coup de force, « une nouvelle lutte politique interne avait été déclenchée par certains camarades qui partageaient l'initiative juridique visant à reprendre possession du titre « il programma comunista » et par d'autres camarades qui s'opposaient à la fois au « nouveau cours » véhiculé par le soi-disant Comité Central et à l'initiative juridique et qui tentaient de regrouper le plus grand nombre possible de camarades résistant aux multiples déviations qui avaient affecté et secoué

le parti. Ce troisième groupe de camarades, luttant au sein de ce qui restait du parti communiste international après la crise explosive de 1982, et tant qu'il lui était donné la possibilité pratique d'agir politiquement en son sein – c'est-à-dire jusqu'à la fin de 1984 – et luttant en même temps contre le repli dans les frontières italiennes des deux autres groupes évoqués, donnera vie, à partir de mai 1983, au nouveau journal « il comunista » et, à partir de février 1985, avec les camarades franco-suisse du « le prolétaire » à la reconstitution du parti sur la base d'un bilan politique vital des crises qui avaient affecté le parti depuis sa naissance après la Seconde Guerre mondiale – un bilan qui portait incontestablement des fondements théoriques, programmatiques, politiques, tactiques et organisatifs qui avaient toujours distingué la Gauche communiste italienne et notre parti d'hier, et avec une vision internationaliste et internationale tout aussi vitale pour un parti qui se veut communiste et révolutionnaire.

« À l'époque, nous avons rappelé non seulement la position correcte adoptée par le parti en 1952 lorsque le groupe qui se référait à Damen engagea une action en justice pour s'approprier le titre de « Battaglia Comunista », mais aussi le fait que les fonctions formelles imposées par la loi bourgeoise (la « propriété commerciale » d'un journal et la responsabilité éditoriale d'un « directeur » obligatoirement membre de l'Ordre des journalistes) ne donnaient pas aux camarades qui devaient nécessairement s'en acquitter, une sorte de privilège politique à l'intérieur du parti, ni d'autant moins ne leur assignaient le rôle de premiers représentants incontestables des positions du parti devant le parti lui-même et à l'extérieur du parti. Pour le parti, il s'agissait, et s'agit encore, de simples fonctions bureaucratiques à remplir pour publier légalement la presse du parti, rien de plus. En fait, les camarades qui étaient officiellement les « propriétaires commerciaux » et les « directeurs responsables » du journal du parti ne partageaient pas nécessairement toujours les positions du parti. Ce fut le cas des numéros de « il programma comunista » du 7 juillet 1983 au 11 janvier 1984, ainsi que de « Combat » qui suivit de février à décembre 1984 (titre dont nous n'avons jamais partagé l'orientation). » (2)

Donc, ce qui nous séparait du groupe qui a accaparé le journal « il programma comunista », c'était deux positions de fond : la lutte politique à l'intérieur du parti pour constituer un point de référence international théoriquement, programmatiquement et politiquement solide, et le travail pour un bilan politique des crises du parti. Nous avons soutenu la nécessité première de ces deux positions ; ceux qui ont partagé la position opposée, c'est-à-dire pas de lutte politique au sein du parti et aucun bilan de la crise, l'ont justifiée en considérant que le parti était tombé entre les mains d'une clique de liquidateurs qui ne méritaient pas une lutte « politique », mais contre lesquels il fallait simplement engager une action en justice pour reprendre le contrôle

total du journal historique du parti, et qu'un bilan des crises du parti n'était pas nécessaire car, une fois cette clique éliminée, il s'agissait simplement de « reprendre le chemin » malheureusement interrompu pendant un an et demi. En outre, le groupe qui s'est emparé du « il programma comunista » s'est enfermé dans les frontières italiennes avec l'idée de se consolider avant tout en Italie dans le but de suivre le même processus de développement que les camarades de la Gauche communiste d'Italie après la Seconde Guerre mondiale, en prétendant être les seuls à représenter la continuité théorique-politique et organisationnelle du parti d'hier. En réalité, leur attitude – étant donné que ce groupe s'était organisé autour de l'ancien représentant du centre du parti – a été perçue par les camarades du « le prolétaire », toujours actifs en tant que sections du parti en France et en Suisse, comme un abandon à leur sort des sections étrangères du parti. Ce que n'aurait jamais dû faire un parti qui se définissait comme international et prétendait représenter ne serait-ce que la continuité organisationnelle du parti d'hier. Mais cette fermeture à l'intérieur des frontières italiennes faisait partie de leur refus congénital de lutter à l'intérieur du parti contre des positions qu'ils considéraient comme déviantes. D'autre part, il était naturel que ceux qui avaient remis entre les mains d'un tribunal bourgeois la décision d'être reconnus comme les « vrais » représentants du parti communiste international aient une telle attitude.

La publication de « il comunista », dans un tout premier temps entre 1983 et 1984, donc au milieu de la crise de la section italienne du parti, faisait partie du projet du parti, décidé lors d'une réunion centrale en 1982, de publier cet autre titre, de doter l'organisation d'une feuille plus spécifiquement politique et d'intervention, en attribuant le titre historique de « il programma comunista » à une revue théorique du parti en italien, comme cela se faisait déjà en français, espagnol, allemand, anglais et grec. Voir à ce sujet la présentation de « il comunista » sur le site du parti <https://www.pcint.org>. À partir de 1985, après une nouvelle bataille politique au sein de ce qui restait du parti en Italie (« Combat »), et après avoir repris contact avec les camarades du « le prolétaire », « il comunista » a représenté la reconstitution de l'organisation du parti en Italie, en se distinguant clairement tant du nouveau « il programma comunista » que de « Combat », qui représentaient les nouveaux liquidateurs du parti.

La présentation de notre journal précitée se concluait comme suit :

« Certain de poursuivre un travail de parti qui n'est jamais lié à la durée de vie des camarades individuels, et encore moins à la durée de vie des dirigeants, mais qui procède en vertu d'une combinaison dialectique entre les contradictions toujours plus aiguës de la société capitaliste, dans un souffle internationaliste et international, et la lutte politique de classe que les éléments les plus conscients se chargent de mener, en s'organisant en parti, nous, selon les mots de Lénine de « Que faire ? », « Petit groupe compact, nous suivons une voie

Reconstitution du parti de classe

escarpée et difficile, nous tenant fortement par la main. De toutes parts nous sommes entourés d'ennemis, et il nous faut marcher presque constamment sous leur feu. Nous nous sommes unis en vertu d'une décision librement consentie, précisément afin de combattre l'ennemi et de ne pas tomber dans le marais d'à côté ... Comme la Gauche communiste italienne, ainsi que Lénine, nous l'ont appris, nous savons bien que le borbier d'à côté, c'est la conciliation entre les classes, la collaboration entre les classes, la démocratie et tous les oripeaux que la « vie démocratique » de cette société pourrie invente. Les crises qui ont frappé le parti communiste international – comme d'ailleurs celles qui ont frappé des partis beaucoup plus puissants et solides comme le parti bolchevique et le parti communiste allemand – ont été des crises de « croissance » et des crises de « dégénérescence », comme cela arrive dans la nature à tout corps organique. La force du parti de classe, qui unit la « conscience » (la théorie) et la « volonté » (l'activité du parti), réside dans la défense, la lutte pour le maintien et la reconquête de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie, à la lutte irréductible contre toute dégénérescence opportuniste – quel que soit le nom pris par l'opportunisme – contre toute prétention à enrichir le marxisme ou à élaborer de nouvelles théories plus « novatrices », et contre toute concession de nature individualiste et personnelle, donc contre toute illusion démocratique et libertaire.

« La perspective de la révolution prolétarienne et communiste n'est pas pour nous un idéal qui plane impalpablement dans le monde des idées et des espoirs, ce n'est pas une consolation morale face à une vie individuelle précaire et insatisfaisante : c'est une certitude historique à laquelle le matérialisme dialectique nous a appris à conformer notre activité pratique dans la vie quotidienne concrète, mais insérée dans l'arc historique qui nous lie à la future société de l'espèce, au communisme. Nous faisons partie, comme tout groupe humain, d'une génération qui passe et que le développement progressif des forces productives, malgré ses fortes contradictions générées par la société divisée en classes, lie organiquement aux générations passées et aux générations futures. Notre tâche est de lutter, non seulement théoriquement et politiquement, mais aussi pratiquement, pour que la classe révolutionnaire par excellence, le prolétariat, reconquière par sa lutte de classe la force pour que le saut historique que l'humanité fera nécessairement de la société marchande et capitaliste à la société socialiste et, enfin, au communisme intégral, devienne enfin une réalité. » (3)

Nous ne pouvons que répéter avec force ce qui a été dit alors, en poursuivant notre travail de reconnexion avec l'histoire de la Gauche communiste et de réassimilation du puissant héritage théorique et politique du communisme révolutionnaire, en maintenant fermement le cap déjà tracé – comme le rappelle notre épigraphe

politique intitulé « Ce qui distingue notre parti » :

« La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie ; la lutte de classe de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance ; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme ; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence – le parti de classe –, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise ; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de « lutte armée » ; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste ; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste. » (4)

Au cours des quarante années qui se sont écoulées depuis la crise explosive du parti d'hier et compte tenu de la situation encore très déprimée de la lutte des classes, nous avons développé notre travail en donnant forcément la priorité aux publications et à la propagande. Alors que « le prolétaire » a continué à paraître même pendant la crise de 1982-1984 (après une brève interruption due à la crise qui a éclaté lors de la réunion internationale de Paris en octobre 1982, le numéro 367 est sorti en décembre et a ensuite continué à être publié régulièrement), « il comunista » (après la première série parue entre 1983 et 1984) est sorti régulièrement à partir de février 1985 comme organe italien du parti. La perspective que nous nous étions fixés était de publier, dès que les forces et les finances le permettraient, les revues théoriques en français « programme communiste » et en espagnol « el programa comunista » ; jusqu'en 1982, la première a été publiée jusqu'au numéro 88 et la seconde jusqu'au numéro 40. « Programme communiste » a repris sa publication, avec le numéro 89, en mai 1987, et « el programa comunista », avec le numéro 41, en septembre 1992. En février 2002, grâce à des camarades anglophones, nous avons publié le numéro 1 du périodique « Proletarian » ; en août de la même année, rattaché à la revue « el programa comunista », nous avons publié le « Suplemento Venezuela ». En mai 2010, nous avons étendu la publication pour l'Espagne du périodique « Suplemento », remplacé en décembre 2012, grâce à l'activité de la section espagnole reconstituée il y a quelques années, par le périodique « el proletario ». C'est en février de cette année

que nous avons repris la publication de la revue en anglais « communist program », qui sortira désormais régulièrement toutes les années ou années et demie. En ce qui concerne la langue espagnole, la crise qui a frappé la section espagnole a éloigné du parti pratiquement tous les camarades espagnols qui, quelques années plus tard, ont publié leur propre journal à laquelle ils ont donné le nom de l'ancien journal du parti « El Comunista », en tant qu'organe du Parti communiste international alors qu'ils étaient eux aussi des liquidateurs du parti d'hier, sur des positions syndicalistes et génériquement théoriciens. Lorsque nous avons décidé de publier un périodique en langue espagnole, afin de ne pas créer davantage de confusion avec le nom même du parti, nous avons choisi « el proletario » comme titre pour accompagner la revue déjà existante « el programa comunista ».

La reprise de la lutte des classes est hélas encore lointaine, mais les contradictions économiques et politiques des puissances impérialistes rapprochent de plus en plus le point de rupture sociale, qui mettra inexorablement à l'ordre du jour le grand dilemme historique : guerre ou révolution. C'est depuis la fin de la deuxième guerre impérialiste mondiale que les impérialismes se préparent à soutenir une troisième guerre mondiale ; les nombreuses conférences mondiales et les déclarations de paix mielleuses de toutes les chancelleries du monde ne peuvent certainement pas le dissimuler. Les innombrables guerres dites locales, dans lesquelles les impérialistes les plus puissants du monde sont toujours intervenus, directement ou indirectement, depuis la guerre de Corée de 1950 jusqu'à l'actuelle guerre russo-ukrainienne, n'ont pas été et ne seront pas suivies d'une période de paix : le capitalisme, dans sa dernière phase historique de développement, l'impérialisme, est condamné à se maintenir en vie et à se développer exclusivement par des guerres, bourgeoisie contre bourgeoisie, puissance contre puissance, blocs impérialistes contre blocs impérialistes, parce que son économie produit cycliquement non seulement expansion et développement, mais surtout des crises, des crises de plus en plus aiguës, profondes et mondiales.

La seule classe de cette société qui a le potentiel historique de mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme, à la destruction des forces productives et de l'environnement, à toutes sortes d'oppressions et de guerres, est la classe du prolétariat, des travailleurs salariés. Cette classe a un énorme avantage sur les autres classes sociales : elle est la plus nombreuse en chiffres absolus, c'est la classe ouvrière qui produit la richesse économique et sociale de chaque pays, et c'est la classe qui a historiquement la tâche de briser toutes les chaînes sociales, économiques et politiques avec lesquelles les classes bourgeoises de chaque pays la dominent. Elle possède une autre caractéristique fondamentale : les prolétaires, les travailleurs salariés subissent la même oppression, les mêmes conditions d'existence et de vie, quel que soit le pays où ils sont nés ou celui où ils travaillent et émigrent ; c'est une classe objectivement

internationale parce qu'il n'existe aucun pays où elle ne soit pas opprimée, exploitée, trompée, réprimée et massacrée. Mais elle a un inconvénient tout aussi puissant : sans une direction révolutionnaire ferme, solide, consciente, disciplinée, organisée, le prolétariat est un jouet dans les mains du marionnettiste de service. Le prolétariat peut compter sur un fait matériel indiscutable : en tant que classe opprimée, exploitée, massacrée sur les lieux de travail et dans les guerres, il est poussé à se rebeller contre sa condition d'esclave salarié ; il met en œuvre sa force de frappe, sa volonté de s'organiser sur le terrain immédiat et de se solidariser avec les prolétaires d'autres usines et d'autres nations, mais il est continuellement freiné, détourné, vaincu par la concurrence entre prolétaires que la bourgeoisie alimente à pleines mains et, de cette façon, il est aveugle, ne parvenant pas, normalement, à identifier des objectifs au-delà de la lutte immédiate. La société divisée en classes est un organisme extrêmement contradictoire qui, en développant les forces productives, donc le travail salarié, pousse les classes dirigeantes à opprimer et exploiter toujours plus le salariat pour lutter contre la baisse tendancielle du taux de profit dont souffre chroniquement l'économie capitaliste et pour surmonter les crises de surproduction qui se produisent désormais de plus en plus fréquemment. La bourgeoisie n'a d'autre moyen pour affronter et tenter de surmonter les crises de son système économique et social que de créer les conditions de crises encore plus aiguës, encore plus dévastatrices, et pour y faire face elle ne peut qu'élever le niveau de l'affrontement entre les classes, du niveau strictement économique et immédiat au niveau politique en amenant le prolétariat à intervenir également sur le plan politique. Seulement que, fortement influencé par la collaboration de classe et la politique électoraliste, le prolétariat met en œuvre cette intervention, non plus avec les moyens révolutionnaires avec lesquels la bourgeoisie révolutionnaire et antiféodale de sa première période historique a formé les masses prolétariennes et paysannes pour sa révolution de classe, mais avec les moyens politiques et de propagande d'une démocratie entièrement conservatrice et réactionnaire, fournis directement par la bourgeoisie impérialiste.

Dans le cours historique des luttes de classes, il est arrivé à chaque société divisée en classes de traverser une première période révolutionnaire, visant à renverser l'ancienne structure économique et sociale afin de donner le maximum de développement aux forces productives déjà développées au sein de l'ancienne société, une période ultérieure de consolidation de la domination de la nouvelle classe dirigeante (période de réformes sociales) et une période réactionnaire caractérisée par le maintien du pouvoir politique et socio-économique avec une politique permettant de contenir par la force le développement objectif des forces productives dans des rapports de production et de propriété qui ne correspondent plus aux besoins objectifs du développement général de la société.

L'impérialisme capitaliste correspond à cette dernière

Reconstitution du parti de classe

re période où, ayant éliminé les tensions nationales-révolutionnaires des classes bourgeoises émergentes dans pratiquement tous les coins du monde, les révolutions nationales menées par une bourgeoisie nationale révolutionnaire capable d'entraîner derrière elle les masses prolétariennes urbaines et les larges masses paysannes ne sont plus à l'ordre du jour. Dorénavant, ces révolutions se heurtent inévitablement non seulement aux anciennes puissances féodales et despotiques, mais aussi et surtout aux puissances impérialistes, c'est-à-dire aux représentants ultimes du développement capitaliste – comme ce fut le cas soit dans le premier après-guerre, soit surtout dans le deuxième après-guerre.

Cela ne signifie pas que tous les pays du monde sont développés de la même manière. Au contraire et justement à cause du développement impérialiste, le développement inégal du capitalisme dans le monde tend à accroître les différences entre les pays impérialistes et le reste du monde, qui, malgré la « décolonisation » des années 1960-1970, s'est développé en restant soumis par la force financière et militaire aux intérêts des grands pays impérialistes et des grands trusts qui dominent le marché international.

Il ne reste en perspective que la lutte de classe du prolétariat de tous les pays contre la classe dominante bourgeoise, d'abord et avant tout de son propre pays. Et c'est à cette lutte, d'une ampleur objectivement internationale, que le parti de classe, le parti communiste révolutionnaire, se prépare et doit se préparer depuis la rédaction du « Manifeste » de Marx-Engels en 1848. Les périodes historiques des guerres et des révolutions ne sont pas dictées par la volonté de pouvoirs oligarchiques ou de grands chefs ; elles sont dictées par le développement matériel des contradictions sociales et la maturation des facteurs objectifs et subjectifs de la lutte de classe et révolutionnaire. C'est dans cette perspective, et à la suite des leçons des révolutions passées et surtout des contre-révolutions, que le parti pour lequel nous travaillons devra être à la hauteur de la tâche révolutionnaire au moment historique où la solution à la grande crise sociale, qui ne manquera pas de se présenter (comme ce fut le cas en Europe en 1848, à Paris en 1871, en Russie en 1917 et en Europe en 1919/20), prendra la direction de la révolution prolétarienne et non de la contre-révolution bourgeoise.

Certes, la crise explosive qui a fait voler en éclats le parti d'hier, a inévitablement réduit les forces militantes du parti, réduisant notre groupe à une poignée de militants. Ce n'est pas la première fois que cela se produit dans l'histoire du parti prolétarien ; ce fut le cas avec la Première Internationale, détruite par des tendances opportunistes anarchistes et immédialistes, puis avec la Deuxième, menée à l'échec par des tendances réformistes, social-démocrates et chauvins ; ce fut le cas, malgré la grande victoire de la révolution bolchevique en Russie en 1917 et la formation de la Troisième Internationale, à cause des tendances anti-centralistes, nationalistes et, pour la énième fois, chauvins des grands partis prolétariens européens. Avec sa contre-

révolution directe et sa contre-révolution « indirecte » comme le fut le stalinisme, la classe bourgeoise a rapproché les facteurs objectivement favorables à la révolution prolétarienne au niveau international ; bien enfouis fussent-ils, ils ont continuellement contribué à éroder lentement l'édifice économique-social capitaliste, en faisant tomber petit à petit le masque d'un socialisme prétendument réalisé en Russie, dans ses pays satellites et en Chine, ainsi que le masque d'une démocratie plus libérale, mais de plus en plus fascistisée.

Cela ne veut pas dire que l'activité du parti a été simplifiée ; l'intoxication démocratique et individualiste du prolétariat causée par l'idéologie, la propagande et les actions des classes bourgeoises est telle que pour réveiller les prolétaires à leur lutte pour la survie sur le terrain de classe – c'est-à-dire sur le terrain où seuls leurs intérêts sont défendus – un grand tremblement de terre économique et social est nécessaire, grâce auquel renaîtront la volonté prolétarienne de lutter contre la classe bourgeoise dominante reconnue comme son principal ennemi, la volonté de s'organiser indépendamment non seulement de la bourgeoisie dominante mais aussi de la petite-bourgeoisie, et la recherche d'un guide non seulement pour gagner une bataille sur le terrain immédiat, mais aussi pour lutter et gagner sur le terrain politique général.

Ce guide ne peut être que le parti de classe, le parti communiste révolutionnaire, qui représente aujourd'hui l'avenir des luttes prolétariennes, qui représente les tâches historiques de la classe prolétarienne au niveau mondial parce qu'il possède la théorie du communisme révolutionnaire, parce qu'il connaît tout le cours historique de la lutte entre les classes et de la lutte révolutionnaire du prolétariat en particulier, parce qu'il condense en lui l'expérience des luttes prolétariennes et des luttes du mouvement communiste international, tirant des défaites les leçons nécessaires pour ne pas retomber dans les mêmes erreurs.

C'est pour ce parti que nous travaillons, en dehors et contre tout expédientisme, en dehors et contre toute concession à l'opportunisme, en brandissant l'intransigeance théorico-programmatique comme la seule arme capable de mettre en œuvre la bonne ligne politique et tactique dans les situations qui se présentent, en évaluant correctement les rapports de force et les tâches non seulement du parti, mais aussi de la classe prolétarienne.

(1) Cf. https://www.pcint.org/25_Publ_pre_82/256_Il_Programma_Comunista/01_archivio-IIPC.htm

(2) Cf. https://www.pcint.org/25_Publ_pre_82/256_Il_Programma_Comunista/04_IIPC_1974-1983.htm. Noté en bas de la page web concernant les numéros 7 à 11 de 1983 de « il programma comunista »

(3) Cf. https://www.pcint.org/02_IIC/03_presentazione_IIC.htm

(4) Cf. https://www.pcint.org/20_Cqnd_Prg_Qsn_Site/Cqnd_Fr.htm

UKRAINE

Une guerre qui continue de préparer le terrain pour de futures guerres en Europe et dans le monde

Plus de trois mois se sont écoulés (1) après le début d'une guerre de rapine que mènent la puissance impérialiste la plus proche et la plus intéressée, la Russie, et la puissance régionale de l'Ukraine, soutenue politiquement, économiquement et militairement par les impérialismes occidentaux, États-Unis en tête, associés au Royaume-Uni, à l'Allemagne, à la France et à l'Italie, en provoquant un énième massacre de prolétaires, ukrainiens et russes, dans le seul but de défendre et/ou de se partager un territoire stratégique regorgeant de ressources énergétiques et alimentaires.

Notre position sur qui est l'agresseur et qui est l'agressé est bien connue. La guerre bourgeoise dans la phase impérialiste du capitalisme est toujours une guerre de rapine, quel que soit celui qui a tiré le premier. Dans le développement des conflits interétatiques et de la concurrence internationale, la politique bourgeoise, qui est toujours une politique de défense des intérêts du capitalisme national et de l'exploitation de son prolétariat, ne peut se transformer qu'en guerre bourgeoise, dont le caractère impérialiste est donné par l'implication directe des puissances impérialistes afin d'élargir leurs zones d'influence et les marchés pour leurs marchandises et leurs capitaux. Il ne fait aucun doute que la célèbre déclaration du général prussien von Clausewitz est toujours d'actualité : « *La guerre est une simple continuation de la politique par d'autres moyens* », précisément militaires. Et comme la guerre implique toujours l'affrontement entre deux armées adversaires, ou entre deux blocs armés l'un contre l'autre, cela signifie que la politique menée jusqu'alors par les gouvernements respectifs n'a pas réussi à résoudre les différends nés de la guerre de concurrence permanente dans laquelle vit le capitalisme sous tous les cieux. Cela signifie donc que la politique menée dans la période de paix impérialiste qui précède la période de guerre impérialiste *est une politique de guerre et non de paix*. Une guerre de concurrence, certes, mais aussi une guerre que chaque bourgeoisie mène systématiquement contre son propre prolétariat parce qu'elle doit le soumettre aux exigences du capitalisme qu'elle représente et dont elle seule bénéficie des avantages, en le préparant à se plier aux exigences de la guerre menée par les divers moyens politiques à sa disposition, de

la répression à la collaboration de classe. En effet, ce n'est pas seulement pour les marxistes, pour Lénine et pour tous les communistes révolutionnaires de toutes les époques, que le capitalisme mène *inévitablement* à la guerre. Le même point de vue s'applique aussi pour la bourgeoisie, et pour cette raison, chaque État tend à s'armer de manière toujours plus avancée et plus puissante. Chaque bourgeoisie sait que le temps viendra où la guerre de concurrence se transformera en guerre militaire. Les crises économiques de surproduction qui caractérisent le développement du capitalisme nous l'enseignent : ayant atteint une certaine limite, les marchés ne peuvent plus transformer les marchandises en argent et ne peuvent plus être rentables pour le capital surabondant. En entrant en crise, le capitalisme et sa production délirante de marchandises doit trouver des débouchés pour les marchandises et élève ainsi la concurrence entre les entreprises et entre les États au niveau de l'affrontement politique et donc militaire. La guerre et les destructions qui la caractérisent sont la seule solution politique que puisse adopter la bourgeoisie pour surmonter la crise de surproduction ; mais pour la guerre, chaque bourgeoisie a besoin d'enrégimenter son prolétariat qui représente à la fois une quantité de force de travail inutilisable par le capital en crise, et une armée de soldats qui doit combattre pour défendre le pouvoir bourgeois. Et tant que des tendances classistes et révolutionnaires ne se forment pas dans le prolétariat, la bourgeoisie de chaque pays verra faciliter sa tromperie, son détournement et sa canalisation dans ses troupes de défense nationale et impérialiste. Les prolétaires, d'esclaves salariés dans les galères capitalistes, sont ainsi transformés en chair à canon au profit de Sa Majesté le Capital.

Il y a toujours eu des mouvements pacifistes qui croient, et continuent à s'illusionner sur ce sujet, que les mêmes dirigeants qui développent leur politique jusqu'à la guerre peuvent l'arrêter avant qu'elle n'éclate, ou l'arrêter après avoir éclaté, en revenant à des

(1) Cet article est paru initialement dans *il comunista* n° 173, avril-juin 2022.

négociations « de paix » dans lesquelles un compromis satisfaisant pour les deux fronts de guerre peut être trouvé. Le fait est que la politique bourgeoise est toujours faite de compromis, parce qu'elle est essentiellement une politique d'échanges mercantiles, de chantage, de coups de force, de pièges tendus sur toutes les voies diplomatiques, de *contreparties* qui, dans les « négociations », sont une prime aux plus forts, aux mieux équipés économiquement et militairement. Mais il existe des situations – et les conflits inter-impérialistes en génèrent continuellement – où la guerre n'est pas décisive, mais devient la normalité, où il peut y avoir des périodes de faible, haute ou très haute intensité, mais il s'agit toujours de guerre. Il suffit de penser au conflit israélo-palestinien sur une terre où ni les impérialismes victorieux de la Seconde Guerre mondiale, ni la nation juive, ni la nation palestinienne n'ont jamais réussi à résoudre le problème d'un règlement national qui satisfasse les deux peuples ; ou aux conflits qui voient le peuple kurde systématiquement attaqué par les Turcs plutôt que par les Syriens, par les Irakiens plutôt que par les Iraniens, dans le seul but d'arracher à leur contrôle les montagnes et les vallées du Kurdistan (riches en ressources énergétiques et minérales et en terres fertiles pour la production de céréales). Et plus les puissances impérialistes s'intéressent à ces conflits, plus ils perdurent, se putréfient dans des massacres réciproques et continus, sans possibilité de résolution au bénéfice des peuples concernés, mais en gardant ouverte la perspective d'une oppression permanente ou d'un génocide. La vraie solution n'est pas entre les mains des puissances impérialistes, qui vivent de l'oppression des peuples et des nations les plus faibles, mais entre les mains du mouvement prolétarien et de sa lutte de classe, dont l'objectif historique est le renversement de tout pouvoir bourgeois et de tout État bourgeois par la révolution, c'est-à-dire la *guerre de classe*, la seule guerre qui puisse mettre fin – par la victoire internationale – à toutes les guerres bourgeoises et impérialistes.

LES 100 PREMIERS JOURS DE LA GUERRE EN UKRAINE

Par le fait même qu'en plus des deux protagonistes, la guerre de rapine russo-ukrainienne a impliqué directement d'autres États, les États-Unis et l'Union Européenne, et indirectement la Chine, l'Inde, la Turquie, elle n'est pas une guerre *locale*, bien qu'elle ne se déroule que sur le territoire ukrainien, mais une *phase* d'une guerre de dimension mondiale qui se rapproche. Les enjeux ne sont pas seulement territoriaux et « frontaliers » entre l'Ukraine et la Russie, mais beaucoup plus larges : les matières premières énergétiques et alimentaires, telles que le gaz, le pétrole et les céréales ; les zones stratégiques pour la Russie en ce qui concerne le contrôle de certaines routes commerciales maritimes et terrestres ; la domination politique et militaire de zones

géopolitiques sur lesquelles les puissances opposées insistent directement (de la mer Noire à la Méditerranée orientale, et tout au long de la charnière européenne qui s'étend de la mer de Barents et de la mer Baltique à la mer Noire sur 4.800 km) et dans lesquelles, depuis l'écroulement de l'URSS, s'est progressivement installée l'alliance militaire euro-atlantique, l'OTAN, qui vise à inclure également l'Ukraine (et la Géorgie), menaçant ainsi la Russie avec ses propres missiles, non pas de loin, mais à quelques dizaines de kilomètres de distance. Ainsi, il était inévitable qu'augmente considérablement le niveau des tensions avec la Russie. Depuis l'explosion de l'URSS, les pays d'Europe de l'Est, des États baltes à la Bulgarie, exceptés le Bélarus et l'Ukraine, ont été intégrés à l'OTAN en cinq ans, de 1999 à 2004. Le fait que l'OTAN ait été créée dans un but expressément anti-russe et à l'instigation des États-Unis est bien connu. Mais il faut souligner que les 30 pays qui sont aujourd'hui membres de l'OTAN sont tous européens, à l'exception des États-Unis et de la Turquie. Cela ne signifie pas qu'à chaque guerre impliquant un pays de l'OTAN, ce soit toute l'alliance militaire qui soit entraînée. Par exemple, en 1982, la guerre entre l'Argentine et le Royaume-Uni au sujet des Malouines, outre le soutien politique des États-Unis au Royaume-Uni, s'est terminée par l'affrontement militaire anglo-argentin ; mais cet affrontement s'est déroulé loin de l'Europe et de ses frontières immédiates, où, au contraire, dans le cas des guerres en ex-Yougoslavie de 1991 à 2001, l'intervention militaire des forces de l'OTAN a été très lourde, ou dans le cas de la guerre que l'OTAN a déclenchée contre la Libye de Kadhafi en 2011. Sans parler de la guerre déclenchée par une coalition de pays de l'Occident démocratique contre l'Irak de Saddam Hussein qui avait envahi le Koweït (1990-1991) ou de la guerre contre la Syrie de Bachar el-Assad (soutenue par la Russie, l'Iran et même la Chine) menée par les forces rebelles syriennes soutenues, elles, par une coalition internationale menée par les États-Unis, la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, etc.

Jusqu'à présent, les grandes puissances alliées au sein de l'OTAN, ou en tout cas l'Occident dirigé par les États-Unis, ont conduit et soutenu des guerres contre des petites nations (Serbie, Irak, Libye, Syrie, etc.), guerres dans lesquelles elles se sont bien gardées d'attaquer directement la grande puissance militaire et nucléaire adverse, la Russie. La guerre russo-ukrainienne d'aujourd'hui, contrairement aux guerres yougoslaves, a vu la Russie en être le protagoniste direct, tandis que les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, l'Italie et les autres alliés de l'OTAN ont déclaré dès le départ leur intention de ne pas s'impliquer directement, mais ont garanti leur soutien économique, financier, politique à l'Ukraine en s'engageant à envoyer d'énormes quantités d'armes pour que l'armée ukrainienne, déjà abondamment approvisionnée en armes de toutes sortes par les pays de l'OTAN depuis des années, puisse soutenir une guerre *pour le compte* de

l'OTAN et de l'Occident « démocratique » contre la Russie. Cette guerre, non seulement pour la Russie, mais aussi pour les États-Unis et leurs alliés, était *attendue* et devait rester localisée à la seule Ukraine. Les chancelleries occidentales savaient parfaitement que la Russie, après avoir amassé plus de 100.000 soldats aux frontières de l'Ukraine et après avoir soutenu les pro-russes du Donbass dans une guerre de « faible intensité » pendant huit ans, déciderait de franchir les frontières ukrainiennes avec ses propres chars. Le dessein russe était clair depuis le début : ajouter à la Crimée, annexée en 2014, toute la bande côtière de la mer d'Azov en garantissant la continuité territoriale entre la Crimée et le Donbass, s'emparer ainsi de tout le territoire du sud-est en cassant l'Ukraine en deux – un peu comme ce qui s'était passé lors de la guerre de Corée en 1950 – et, sur la base de cette partition territoriale, empêcher l'Ukraine d'adhérer à l'OTAN.

Les puissances occidentales auraient-elles pu empêcher la Russie de réaliser ce dessein ? Non, car cela aurait signifié entrer en guerre avec leurs propres troupes contre les troupes russes et déclencher ainsi la Troisième Guerre mondiale à ce moment-là. Cela aurait signifié mobiliser des centaines de milliers de soldats pour s'ajouter aux 200.000 soldats de l'armée ukrainienne pour occuper militairement l'Ukraine et envahir le Bélarus, qui est l'avant-poste occidental allié de Moscou. Mais avant de mobiliser les forces de l'OTAN contre la Russie, les États-Unis auraient dû être certains que les pays européens se seraient immolés dans une guerre mondiale, avec le risque de la transformer en guerre nucléaire, dont on ne sait qui profiterait le plus. Les États-Unis, bien sûr ; et quel pays s'immolerait pour la cause américaine ? Certainement pas l'Allemagne ou la France, mais pas non plus le Royaume-Uni, aussi lié soit-il à Washington. Pour la énième fois, l'Europe aurait été l'épicentre d'une guerre impérialiste mondiale qui l'aurait détruite cent fois plus que par la deuxième guerre impérialiste mondiale. Si la guerre est la continuation de la politique par des moyens militaires, il n'y a pas de bourgeoisie impérialiste qui renierait volontairement ses propres intérêts impérialistes, défendus sur tous les fronts avec sa propre politique impérialiste, pour favoriser exclusivement les intérêts d'un pays ou d'une coalition impérialiste concurrente.

Donc un non à l'action militaire directe, mais avec toutes les distinctions qui s'imposent, un oui aux sanctions économiques et financières. Mais en ce qui concerne les différents paquets de sanctions avec lesquels les pays occidentaux ont tenté de faire plier la Russie sur le plan financier et commercial, il s'avère que s'ils sont d'accord sur la lettre, ils le sont moins sur l'application. Il suffit de penser aux livraisons de gaz et de pétrole russes dont dépendent 40 % de l'énergie européenne, et en particulier de l'Allemagne et de l'Italie, pour comprendre que la puissance impérialiste russe peut compter sur les divisions d'intérêts entre les

pays européens eux-mêmes, même si les sanctions antirusse causent de toute façon des dommages réels à l'économie russe (dommages qui, comme commandé par le capitalisme, seront payés pour l'essentiel par les masses prolétariennes russes).

Les médias internationaux n'ont cessé de crier à l'« atteinte à la démocratie » et à la « souveraineté nationale », d'hausser la voix sur les valeurs de la civilisation occidentale opposées au totalitarisme et à la barbarie de la Russie, valeurs justifiant la fourniture de quantités massives d'armes à l'Ukraine de Zelensky, parce que là-bas « *l'Europe est défendue* ». Mais ils ne peuvent pas ne pas constater que les sanctions adoptées à l'encontre de la Russie par l'UE, les États-Unis et le Royaume-Uni, ont certainement causé des dommages à Moscou, mais aussi à l'Europe, mais pas aux États-Unis. Donc, si avec les sanctions économiques et financières, les occidentaux pensaient mettre en difficulté le gouvernement russe actuel (Biden ira jusqu'à dire que les Russes feraient bien de renverser Poutine), afin qu'il renonce à poursuivre la guerre en Ukraine, il suffit de revenir sur les années écoulées pour constater que le rapport de force entre les différents États ne repose pas uniquement sur la pression économique. Selon l'ISPI (Istituto per gli Studi Politici Internazionali), bien que l'embargo américain contre Cuba dure depuis 60 ans, aucun pro-américain n'est jamais parvenu au gouvernement, du moins jusqu'à présent, et de même dans l'Iran des ayatollahs (43 ans de sanctions), en Corée du Nord (16 ans de sanctions), dans le Venezuela chaviste de Maduro (8 ans de sanctions) ou dans la Russie de Poutine (8 ans, depuis 2014 en raison de l'annexion de la Crimée).

La politique des différents gouvernements bourgeois ne correspond pas toujours aux brutales lois du capitalisme ; dans les rapports de force économiques, financiers, politiques et militaires entre les États, il faut toujours tenir compte, pour chaque État, des rapports de force internes entre les classes et des rapports sociaux enracinés au fil du temps. Chaque bourgeoisie tend à gouverner son pays en s'appuyant sur sa propre histoire, sur les ressources naturelles dont elle dispose, sur la puissance économique atteinte au fil des ans, et naturellement sur le soutien politique, économique et financier d'autres pays, mais surtout sur la collaboration entre les classes à construire et à maintenir par des mesures politiques et sociales ad hoc, et par des mesures répressives chaque fois que les masses prolétariennes se rebellent contre l'ordre établi.

L'actuelle guerre russo-ukrainienne se déroule alors que les États-Unis viennent de sortir d'une défaite politique et militaire : le retrait rapide et désordonné d'Afghanistan a écorné l'image du gendarme mondial de l'impérialisme occidental ; il a été suivi d'une autre défaite, en Syrie, où Bachar el-Assad, qui aurait dû être renversé grâce aux soulèvements internes soutenus par les États-Unis et leurs alliés, est au contraire plus fort qu'avant ; tandis que l'Irak, où l'armée américaine s'est

Ukraine

dépensée jusqu'à l'élimination de Saddam Hussein, continue d'être secoué par des querelles internes alors qu'un rapprochement avec l'Iran, le grand ennemi du Moyen-Orient, est en cours. Et ce n'est pas tant le fait de la présidence Obama, que de celle de Trump ou de Biden. C'est l'impérialisme américain qui doit faire face à une concurrence mondiale en raison de laquelle il ne peut plus être présent militairement, et avec le même potentiel répressif, dans tous les coins du monde, comme c'était le cas autrefois pour l'Angleterre et les États-Unis eux-mêmes à la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'effondrement de l'URSS n'a pas signifié une victoire nette de l'impérialisme américain, même s'il lui a permis de se renforcer, notamment en Europe, ce qui n'est pas rien.

Mais les États-Unis ne regardent pas seulement vers l'Atlantique, ils regardent aussi vers le Pacifique, de l'autre côté duquel il y a la Chine, nouvelle puissance impérialiste qui n'a pas encore assouvi ses visées de conquête (et il ne s'agit pas seulement de Taïwan qui, pour la Chine continentale, est un territoire chinois historique qui *devra* un jour retourner sous la domination de Pékin). Le fait que les sanctions anti-russes aient poussé la Russie à échanger son pétrole avec la Chine et l'Inde qui, en bons marchands, ont tout intérêt à acheter le pétrole russe à bas prix (leurs importations ont doublé depuis l'année dernière), prouve une fois de plus que c'est le marché qui gouverne certaines « politiques », au-delà des sourires ou des sales tronches des gouvernants. D'autre part, la concurrence que la Chine, en particulier, fait aux États-Unis ne se limite pas à l'Extrême-Orient, même si le Japon, la Corée du Sud et le Vietnam sont les pays avec lesquels la Chine, après les États-Unis, entretient l'essentiel de ses relations commerciales, tandis que l'Allemagne est le pays avec lequel elle entretient les relations commerciales de loin les plus importantes en Europe. Par ailleurs, pour l'Ukraine il faut noter qu'en 2020, la Chine représentait le premier pays d'importation et d'exportation, suivie de la Russie, de la Pologne et de l'Allemagne.

Bien entendu, l'entrée de l'Ukraine dans l'Union européenne l'avantagerait considérablement du point de vue commercial et financier.

Ce qui, dans les déclarations russes, était censé être une « opération militaire spéciale » visant, selon la propagande démagogique, à « démilitariser et dénazifier » l'Ukraine, s'est immédiatement avéré être une guerre visant à opprimer une nation plus petite et plus faible, dans la ligne parfaite de toutes les guerres que les pays impérialistes occidentaux, des États-Unis au Royaume-Uni en passant par la France, ont toujours menées en Asie, en Afrique, dans les Caraïbes, au Moyen-Orient et en Europe aussi depuis la fin de la Seconde Guerre impérialiste mondiale. Pour nous, marxistes, rien de nouveau sous le soleil, car c'est la marche inévitable du capitalisme et de ses contradictions insurmontables. D'autre part, ces guerres ont servi de modèle aux différentes puissances régionales, comme Israël pour la

Cisjordanie et le Plateau du Golan syrien, la Turquie pour les territoires kurdes et la Syrie, le Maroc pour le Sahara occidental, l'Arabie saoudite, avec les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, etc. dans la guerre entre sunnites et chiites au Yémen, et l'Iran dans la même guerre du Yémen, etc.

Tout cela montre que la guerre russo-ukrainienne est un épisode de la *phase* d'une guerre aux dimensions mondiales, même si elle n'a pas encore amené les grands pays impérialistes à s'affronter militairement entre eux. La guerre en Ukraine pourrait durer beaucoup plus longtemps qu'il ne conviendrait à la Russie, car l'objectif du bloc impérialiste occidental, qui n'a pas l'intention d'entrer en guerre contre la Russie, est de l'épuiser économiquement et de l'isoler politiquement jusqu'à ce que la « négociation pour la paix en Ukraine » soit mûre pour que toutes les puissances impliquées puissent en tirer les meilleurs avantages.

L'autre aspect dramatique de cette guerre, comme de toutes celles qui l'ont précédée, est le massacre systématique des populations civiles pour lequel tous les médias démocratiques du monde poussent toujours des cris d'orfraie, mais toujours en les utilisant pour faire de la propagande de l'horreur à des fins pacifistes et de collaboration entre les classes, appelant à la paix comme s'il s'agissait de la conclusion de toute guerre, alors que ce n'est que de la période de préparation des guerres ultérieures. L'objectif démagogique russe de « dénazification » de l'Ukraine a servi à présenter cette expédition militaire en Ukraine comme s'il s'agissait d'une répétition de la super glorieuse « guerre patriotique contre le nazisme », que le stalinisme a utilisée pour justifier le massacre des plus de 27 millions de prolétaires lors de la Seconde Guerre mondiale. Mais au sommet de la hiérarchie militaire russe, tout ne s'est pas déroulé sans heurts. De ce que l'on peut déduire des reportages des médias internationaux, il n'était pas rare que des soldats russes, très jeunes, mal préparés, trompés et envoyés pour « faire la guerre », réagissent en endommageant leurs propres chars et en détruisant leurs propres munitions. Des cas de désertion traduisent un profond mécontentement, même s'ils ne présagent pas d'une véritable rébellion contre la guerre. Mais si la guerre s'avérait beaucoup plus longue que Moscou, mais aussi Washington et Londres, ne le supposaient au départ, de tels épisodes pourraient se répéter, et une opposition moins piétiste à la guerre pourrait alors prendre de la vigueur.

Jusqu'à présent, la résistance de la population ukrainienne à l'invasion russe s'est faite sous le signe d'un nationalisme fort. Les prolétaires ukrainiens, selon les différents médias internationaux, n'ont pas eu la force de s'opposer ni à l'oppression des Ukrainiens de langue russe du Donbass par Kiev au cours des huit dernières années, ni encore moins d'organiser des grèves et des manifestations contre la guerre avec la Russie qui mûrissait depuis longtemps. Emprisonnés dans la politique de collaboration de classe avec la bourgeoisie

nationale, ils ont été exposés aux horreurs de la guerre comme chair à canon. D'un point de vue de classe, que le boucher soit de langue russe ou ukrainienne, n'avait et n'a qu'une importance relative : les deux bouchers poursuivent des objectifs anti-prolétariens, en Ukraine et en Russie, car la guerre dans laquelle les prolétaires ont été plongés n'a rien d'historiquement progressiste ou révolutionnaire ; comme les guerres précédentes dans les anciennes républiques soviétiques, en Tchétchénie et en Géorgie, celle-ci est également une guerre réactionnaire, une guerre de brigandage. Les prolétaires du Donbass ou de Crimée continueront d'être exploités, opprimés et réprimés dans l'intérêt du capital ; que le capital soit aux mains des capitalistes et des propriétaires terriens russes ou ukrainiens, la condition sociale des prolétaires ne changera pas. Mais pas seulement, car en raison des intérêts impérialistes contradictoires en jeu, cette guerre ne sera pas de courte durée ; et même lorsque se mettra en place une négociation de « paix » – à laquelle semble avoir été appelée la bande de brigands capitalistes qui semblent pour le moment étrangers les uns des autres, tels que la Chine, la Turquie, voire l'ONU délabrée – les facteurs de guerre présents aujourd'hui n'auront pas disparu, ils continueront à faire ressortir les mêmes contradictions que celles qui l'ont provoquée et alimenteront des nationalismes opposés jusqu'à ce qu'éclate une guerre beaucoup plus large et mondiale.

UN REGARD SUR LE PASSÉ POUR MIEUX COMPRENDRE L'AVENIR

Dans son développement initial après les révolutions antiféodales et les guerres d'aménagement national et au moins en Europe, le capitalisme a eu besoin d'une longue période de paix pour se développer plus rapidement et plus largement ; une période dans laquelle les bourgeoisies, tout en pillant les continents asiatique, africain et latino-américain, ont cherché à maintenir la paix sociale « chez elles » en utilisant les surprofits de l'exploitation intensive des colonies. Ce fut l'époque du soi-disant développement pacifique du capitalisme et, en même temps, l'époque du développement du mouvement ouvrier qui, par ses propres luttes, a obtenu des bourgeoisies opulentes une série de concessions au niveau des conditions salariales et d'organisations syndicales et politiques. Ce fut l'époque du réformisme socialiste qui, après l'horrible et sanglante défaite de la Commune de Paris, s'est imposé comme la voie pacifique et parlementaire d'une émancipation prolétarienne acquise grâce au développement même du capitalisme. Mais le capitalisme, tout en se développant au maximum, produisait en même temps tous les facteurs de crise qui allaient conduire les États les plus modernes, les plus civilisés, les plus industrialisés à s'affronter dans la première grande guerre impérialiste mondiale, mettant en faillite la Deuxième Internationale prolétarienne dont l'écrasante majorité des partis so-

ciaux-démocrates réformistes devenaient du jour au lendemain des social-chauvins.

Malgré l'immense tragédie de la guerre, le mouvement prolétarien international a montré qu'il possédait toujours une grande énergie de classe grâce à laquelle il s'est opposé à la guerre par des grèves et des mobilisations, atteignant même les fronts de guerre, où les épisodes de fraternisation entre soldats « ennemis » ne furent pas rares. Une énergie de classe qui s'est avérée puissante dans l'État le plus arriéré et réactionnaire d'Europe, la Russie tsariste, et qui, sous la direction du parti de classe dirigé par Lénine, a nourri non seulement la révolution bourgeoise nationale, mais surtout la révolution prolétarienne en tant que premier bastion d'une révolution internationale qui appelait *aux armes* non pas *les citoyens*, et non pas de la seule Russie, mais les *prolétaires* de Russie et du monde entier.

Les événements historiques révéleront un retard historique du parti de classe dans la très civilisée Europe et une emprise encore puissante de l'opportunisme sur les larges masses qui, tout en luttant vaillamment pendant et après la guerre, n'ont pas pu se débarrasser du poids paralysant de la social-démocratie, et qui, après avoir été physiquement et politiquement anéanties se livrèrent aux dirigeants bourgeois, qu'ils soient démocrates ou fascistes. De mémoire parisienne, l'assaut des cieux n'avait réussi qu'à Petrograd et Moscou, pas à Berlin, ni à Paris, ni à Rome, ni à Londres. Les métropoles de l'impérialisme européen dictaient encore la loi, préparant une prochaine guerre impérialiste où l'implication des États prendrait des dimensions planétaires, celles-là mêmes du développement impérialiste d'un capitalisme qui, malgré ses crises et ses effets redoutables sur les grandes masses prolétariennes et populaires, trouvait la force de recommencer ses cycles mortifères d'exploitation, de concurrence et de guerre. Petrograd et Moscou, prolétaires et communistes, sont tombés non pas à cause de la guerre civile que les troupes blanches tsaristes et leurs soutiens anglo-franco-germano-américains ont déclenchée contre le pouvoir soviétique – une guerre civile que les révolutionnaires prolétariens russes organisés dans l'Armée rouge de Trotsky, ont gagné sur tous les fronts intérieurs – mais à cause de l'isolement et de l'effroyable retard économique dans lequel la Russie bolchévique s'est trouvée au cours de ces années décisives pour la révolution, non seulement en Russie, mais dans le monde entier. Le coup de grâce à la révolution en Russie et dans le monde – pour laquelle Lénine lança un défi à l'impérialisme mondial en affirmant que le pouvoir prolétarien en Russie durerait même vingt ans en attendant la prochaine situation révolutionnaire, et pour laquelle Trotsky, qui n'a jamais succombé au stalinisme et à la théorie du socialisme dans un seul pays, lors de la réunion de l'Exécutif élargi de l'Internationale communiste en novembre-décembre 1926, a jeté à la face de Staline et de ses acolytes la perspective que le pouvoir prolétarien et commu-

niste aurait à défendre le bastion révolutionnaire russe même pendant cinquante ans – le coup de grâce, disions-nous, a été donné par l’opportunisme chauvin grand-russe. Eradiqué par les bolcheviks dirigés par Lénine avant, pendant et après la guerre, le chauvinisme a dramatiquement érodé les fondements théoriques et politiques de l’Internationale Communiste et du parti bolchévique lui-même, faisant de l’échec de la victoire révolutionnaire en Europe occidentale une occasion de commencer à « construire » le socialisme en Russie, falsifiant le marxisme d’une théorie de la révolution communiste internationale en une théorie du socialisme dans un seul pays.

Parmi les fondements théoriques et politiques marxistes, affirmés par Lénine et l’Internationale Communiste lors de ses premiers congrès, figuraient les thèses sur la question nationale et coloniale, qui peuvent se condenser à ce qui a été défini comme l’autodétermination des peuples des nations opprimées par l’impérialisme, en premier lieu l’autodétermination des peuples écrasés par l’oppression tsariste. Il est fondamental d’en reprendre les points essentiels pour en tirer des indications fondamentales pour aujourd’hui autant que pour demain.

Les écrits, discours et résolutions de Lénine sur cette question sont nombreux, mais il suffira ici de se référer à sa « *Lettre aux ouvriers et paysans d’Ukraine, à l’occasion des victoires remportées sur Denikine* » (2), dans laquelle Lénine souligne qu’outre la lutte contre les grands propriétaires terriens et les capitalistes pour l’abolition de la propriété foncière, il y avait en Ukraine – par rapport à la Grande Russie ou à la Sibérie – un problème spécifique : la question nationale. Et Lénine précise : « *Tous les bolcheviks, tous les ouvriers et paysans conscients doivent réfléchir sérieusement à cette question. L’indépendance de l’Ukraine est reconnue par le Comité exécutif central de la R.S.F.S.R. – République Socialiste Fédérative Soviétique de Russie – et le Parti communiste bolchévique de Russie. Aussi est-il évident et admis de tout le monde que seuls les ouvriers et les paysans d’Ukraine peuvent décider et décideront, à leur congrès national des Soviets, si l’Ukraine doit fusionner avec la Russie ou constituer une République autonome, indépendante, et dans ce dernier cas, quel lien fédératif doit l’associer à la Russie.* »

Et Lénine pose immédiatement la question : « *Comment faut-il régler cette question dans l’intérêt des travailleurs, afin d’assurer le succès de leur lutte pour affranchir définitivement le travail, du joug du capital ?* » La réponse doit donc, tout d’abord, partir des intérêts des travailleurs dans leur lutte contre la bourgeoisie, c’est-à-dire la classe qui réunit les propriétaires terriens et les capitalistes. Et voici ce que dit Lénine : « *Premièrement, les intérêts du travail exigent que la confiance la plus entière et l’union la plus étroite existent entre les travailleurs des divers pays, des diverses nations. Les partisans des propriétaires fonciers et des capitalistes, de la bourgeoisie, s’efforcent de diviser*

les ouvriers, d’attiser les dissensions et la haine entre nations afin de réduire les ouvriers à l’impuissance et d’affermir le pouvoir du capital. »

La confiance la plus complète entre les travailleurs des différentes nations, les travailleurs de la nation impérialiste qui opprime les autres doivent la gagner par la lutte contre leur propre bourgeoisie nationale impérialiste, tendant par cette lutte, à s’unir aux prolétaires des pays opprimés. C’est de ce point de vue qu’il faut considérer la revendication d’indépendance de l’Ukraine, comme de tout autre pays opprimé par la Grande Russie (à l’époque, ils étaient nombreux : Pologne, Lettonie, Lituanie, Estonie, Finlande, Géorgie, etc.).

La vision des communistes révolutionnaires est par principe internationaliste. Lénine souligne d’ailleurs que : « *Nous sommes ennemis des haines nationales, des dissensions nationales, du particularisme national. Nous sommes internationalistes. Nous aspirons à l’union étroite et à la fusion complète des ouvriers et des paysans de toutes les nations du monde en une seule République soviétique universelle.* » Pour que cela ne reste pas que des mots, Lénine insiste et affirme que les communistes, dans des cas comme celui-ci, doivent donner à ces mots une signification concrète et la première chose à faire est de reconnaître le droit des nations opprimées à se séparer de la nation qui les opprime, le droit à l’indépendance politique, à l’établissement d’un État indépendant. Mais les communistes ne s’arrêtent pas à cette revendication, qui est absolument bourgeoise. Cette revendication est étroitement liée aux intérêts de classe des prolétaires de toutes les nations ; c’est pourquoi les communistes appellent les prolétaires de la nation qui opprime à lutter ensemble avec les prolétaires des nations opprimées contre leur propre bourgeoisie pour leur autodétermination, en démontrant concrètement qu’ils luttent contre l’oppression nationale et contre les avantages que cette oppression leur apporte également sous les formes de la corruption que chaque bourgeoisie applique pour diviser les prolétaires

(2) Voir Lénine, « *Lettre aux ouvriers et paysans d’Ukraine à l’occasion des victoires remportées sur Denikine* », 28 décembre 1919. Œuvres Complètes, tome 30, Editions Sociales, Paris 1964, p. 301-307. Cette lettre fait référence à une lettre antérieure du 24 août 1919, également envoyée aux ouvriers et aux paysans, après la victoire sur Koltchak, « *Lettre aux ouvriers et aux paysans au sujet de la défense de Koltchak* », Œuvres Complètes, tome 29, p. 557-565. Il convient de rappeler qu’en 1919, la guerre déclenchée par les généraux tsaristes Kornilov, Koltchak, Denikine, Iudenitch, Wrangel, etc. contre le pouvoir soviétique battait son plein et que l’Armée rouge avait déjà mis en déroute les troupes de Koltchak au cours de l’été 1919, libérant l’Oural et une partie de la Sibérie. A son tour, Denikine, quatre mois plus tard, subit défaite sur défaite en Ukraine.

des différentes nations.

La haine nationale dont parle Lénine est produite par le capitalisme, qui divise les nations entre un petit nombre d'États impérialistes qui oppriment la grande majorité des nations restantes. Si la guerre impérialiste mondiale de 1914-1918 a accentué cette division, la deuxième guerre impérialiste l'a encore accentuée.

Lénine a défini comme objectif historique de la révolution prolétarienne et communiste internationale une république soviétique mondiale unique ; un objectif qui, pour les raisons rappelées ci-avant, n'a pas été atteint à l'époque et reste valable pour l'avenir. À l'époque de Lénine, l'adjectif « soviétique » résumait le concept plus large de « socialiste », large dans le sens où il englobait à la fois la révolution prolétarienne « pure », qui concernait les pays capitalistes avancés, et les révolutions multiples qui concernaient le grand nombre de pays économiquement arriérés où, pour cette raison, les masses révolutionnaires n'étaient pas seulement représentées par le prolétariat, mais aussi par la paysannerie pauvre. Comme les lecteurs le savent, les soviets étaient les organismes créés directement par les ouvriers et les paysans pour défendre leurs intérêts, non seulement strictement économiques mais aussi politiques, et pour lutter contre le pouvoir réactionnaire du tsarisme, des propriétaires terriens et des capitalistes. Nés comme organismes démocratiques-révolutionnaires lors de la révolution russe de 1905, ils sont restés l'organisation de référence des masses ouvrières et paysannes pour toute une époque, rejoints par les soldats luttant contre la guerre mondiale de 1914-1918. En tant qu'organisations immédiates, elles ont été principalement influencées par les formations politiques sociales-démocrates, mencheviques et anarchistes ; et c'est seulement après leur développement en tant qu'organisations démocratiques-révolutionnaires et une longue et insistante propagande, intervention et action des prolétaires influencés par les bolcheviks que les soviets ont été considérés comme des organes capables de former l'épine dorsale du nouvel État de dictature démocratique des ouvriers et des paysans, une dictature qui deviendrait exclusivement prolétarienne après que les socialistes-révolutionnaires qui représentaient les paysans, et qui ont constamment saboté le pouvoir bolchévique, aient été évincés du gouvernement.

La vision internationaliste résumée par Lénine dans la Lettre que nous avons citée s'exprime ainsi : « *Nous voulons une alliance **librement consentie** des nations, une alliance qui ne tolère aucune violence exercée par une nation sur une autre, une alliance fondée sur une confiance absolue, sur une claire conscience de l'union fraternelle, sur un consentement absolument libre. On ne saurait réaliser une telle alliance d'un seul coup ; il faut la gagner par un travail plein de patience et de circonspection, pour ne pas gêner les choses, ne pas éveiller la méfiance, pour faire disparaître cette méfiance qu'ont laissée les siècles d'oppression des propriétaires fonciers et des capitalistes, de la pro-*

priété privée et des haines suscitées par ses continuel partages et repartages. »

Certes, l'indépendance nationale implique la définition de frontières d'État à État, mais il est inévitable que l'aménagement national des différents pays passe par la définition de frontières entre un État et un autre. Quelle est l'importance de la frontière entre les États pour les communistes ? Lénine répond : « *Quant à savoir comment fixer les frontières entre États, aujourd'hui, de façon provisoire – puisque nous voulons leur suppression totale – la question n'est pas essentielle, c'est une question secondaire, de peu d'importance. On peut et on doit temporiser, car la méfiance entre nations est souvent très tenace parmi les masses des paysans et des petits exploitants ; toute précipitation pourrait l'accroître, c'est-à-dire nuire à la cause de l'unité totale et définitive.* »

C'est une méfiance qui disparaît et est surmontée très lentement, a souligné Lénine sur la base de son expérience directe dans les mêmes années de la guerre civile, où l'union étroite entre les ouvriers et les paysans dans la lutte commune contre les propriétaires terriens et les capitalistes russes soutenus par les capitalistes de l'Entente, c'est-à-dire la coalition des pays capitalistes les plus riches – Angleterre, France, États-Unis, Japon, Italie – a été le point fort de la très jeune Armée rouge ; une méfiance à l'égard de laquelle les communistes devaient être très patients, faire des concessions et chercher des solutions car l'intransigeance et l'inflexibilité devaient valoir, pour l'Ukraine comme pour tout autre pays, « *sur les questions essentielles, capitales, identiques pour toutes les nations, à savoir : la lutte prolétarienne, la dictature du prolétariat, l'inadmissibilité d'une entente avec la bourgeoisie, l'inadmissibilité de la division des forces qui nous défendent de Denikine.* »

Mais l'union entre les travailleurs grands-russes et ukrainiens n'était pas acquise, il ne suffisait pas de la proclamer et de la vouloir, il fallait agir concrètement pour la réaliser et la maintenir, et la base nécessaire pour la réaliser et la maintenir était le partage complet du point de vue de Lénine : rester ferme sur les questions essentielles, ne pas se diviser sur des questions secondaires (les frontières de l'État à établir, l'indépendance complète ou la fusion complète entre l'Ukraine et la Russie, etc.) ; « *seuls les ouvriers et les paysans d'Ukraine peuvent décider et décideront, à leur congrès national des Soviets, si l'Ukraine doit fusionner avec la Russie ou constituer une République autonome, indépendante, et dans ce dernier cas, quel lien fédératif doit l'associer à la Russie.* » Être patients et persévérants et chercher « *une solution, une autre, puis encore une autre* » afin de réaliser l'union étroite des travailleurs grands-russes et ukrainiens. Et si l'on ne parvenait pas à consolider et à maintenir cette union ?

Lénine répète : « *Tandis que si nous n'arrivons pas à maintenir entre nous l'étroite union contre Denikine, contre les capitalistes et les koulaks de nos pays à nous*

et de tous les autres, la cause du travail sera certainement perdue pour de longues années, en ce sens que les capitalistes pourront alors écraser et étouffer autant l'Ukraine soviétique que la Russie soviétique. »

L'acuité dialectique de Lénine est incontestable : face à un problème comme la question nationale, si compliquée et délicate, où persistent des siècles de divisions nationalistes, de particularismes, de divisions et d'agré-gations dues exclusivement aux intérêts des classes dominantes, de haines entre nations alimentées dans le but de diviser et d'asservir les peuples, l'important pour les communistes révolutionnaires a été, est et sera d'être intransigeants sur les questions fondamentales de la lutte de classe anticapitaliste, de la révolution prolétarienne, de la dictature du prolétariat, du rejet de toute collaboration avec la bourgeoisie. Cette intransigeance permet de ne pas perdre la boussole théorico-politique du parti de classe et de comprendre que face à des questions, comme la question nationale, il faut tenir compte de la situation réelle dans laquelle vivent les masses, prolétaires et paysannes, et de l'influence à laquelle elles sont inévitablement soumises par l'œuvre de l'idéologie des classes dominantes. Les habitudes, les préjugés, les rapports de dépendance économique, sociale, culturelle, qui se sont enracinés au cours des siècles (il suffit de penser à la propriété privée) perdurent même pendant les périodes où le séisme révolutionnaire frappe aux portes et bouleverse l'existant, constituant des points d'appui matériels pour la restauration de l'ancien système social et des anciens pouvoirs politiques.

La dernière phrase de Lénine que nous avons citée était également une prédiction. Avec la chute de l'internationalisme – qui admettait les catégories bourgeoises (propriété privée, travail salarié, production de marchandises, argent, concurrence commerciale, etc.) comme catégories compatibles avec le socialisme, en plus des « pas en arrière » nécessaires, en ce qui concerne l'impulsion socialiste également au niveau économique, que la Russie révolutionnaire a dû prendre en raison de l'échec de la révolution prolétarienne dans les pays capitalistes avancés d'Europe occidentale – la dictature prolétarienne instaurée est également tombée, et avec elle le parti bolchévique qui l'avait appelée. Les caractéristiques politiques spécifiques de la dictature du prolétariat ont commencé à s'estomper et elle s'est progressivement transformée en une dictature du capital, donc bourgeoise, qui représentait de manière beaucoup plus directe la force d'un capitalisme national en marche, d'un industrialisme d'État qui trouvait ses représentants et ses défenseurs dans le même parti bolchévique qui, à l'origine, dirigeait et contrôlait sa progression, en visant la révolution internationale.

Le retard de la révolution prolétarienne en Europe occidentale, et surtout les hésitations et les oscillations des courants communistes et des partis communistes européens, ont de plus en plus marqué une période négative pour la reprise révolutionnaire. Le grand défi de Lénine, « vingt ans de bonnes relations avec les

paysans de Russie », lié au renforcement de l'Internationale Communiste, ne pouvait reposer sur les seules épaules du parti bolchévique russe et de la Russie économiquement arriérée et assiégée. Parmi les communistes occidentaux, seule la Gauche Communiste d'Italie assura la ferme et solide emprise théorique et programmatique qui lui avait permis d'accumuler au fil des années une précieuse expérience dans la lutte contre la démocratie bourgeoise, contre l'opportunisme réformiste et maximaliste ; expérience qu'elle tenta par tous les moyens et dans tous les congrès internationaux d'assimiler aux autres partis, et au parti bolchévique en particulier.

Mais sa contribution n'a pas suffi à vaincre la résistance que le maximalisme et le réformisme opposaient à travers le poids dominant des partis allemand et français. Les réalisations révolutionnaires en Russie ont été écrasées par l'opportunisme qui a pris les caractéristiques du stalinisme, érodant le parti bolchévique et l'Internationale Communiste de l'intérieur comme une gangrène.

C'est ainsi que la Russie, autrefois prolétaire, révolutionnaire et communiste, de phare de la révolution prolétarienne mondiale est devenue le pire ennemi du prolétariat russe et international, se préparant – comme c'était inévitable – à participer à une deuxième guerre impérialiste en tant que pilier oriental du bloc impérialiste de l'Occident « démocratique » organisé contre le bloc impérialiste des forces « totalitaires » de l'Axe, avec l'Allemagne nazie comme pivot. La participation de la Russie stalinisée à la guerre impérialiste de 1939-1945 a fondé sa force sur l'élimination physique préalable de toute la vieille garde bolchévique et la répression systématique de tout mouvement de résistance et de rébellion contre un pouvoir qui n'avait rien à envier à celui des tsars.

Voilà pour l'union *volontaire* des peuples : le talon de fer du pouvoir capitaliste a écrasé les peuples de toutes les Russies sous la domination oppressive de Sa Majesté le Capitalisme National et de ses visées impérialistes à l'Est comme à l'Ouest.

La victoire du bloc impérialiste « démocratique » dans la Seconde Guerre mondiale, que la Russie stalinienne rejoindra après avoir tenté d'en tirer profit en s'alliant à l'Allemagne nazie, livrera le prolétariat de tous les pays aux mains de la vague opportuniste la plus tragique de tous les temps.

En effet, après la première vague opportuniste dans les rangs du mouvement prolétarien, représentée par la révision social-démocrate qui affirmait que le socialisme pouvait être atteint par des moyens graduels et non violents (Bernstein), et après la deuxième vague opportuniste (Kautsky), celle qui a ruiné la IIe Internationale, représentée par l'union sacrée de toutes les classes face à la guerre de 1914-1918 et l'alliance nationale pour vaincre les États qui pouvaient ramener la société « à la féodalité absolutiste », le mouvement prolétarien a été attaqué par une troisième vague

dégénérative. La vague que nous avons appelée stalinienne, qui, en plus d'incorporer les déviations des vagues précédentes, a également admis les formes d'actions de combat et de guerre civile, dont « *la politique d'alliance qui caractérise la guerre civile espagnole (qui eut lieu dans une phase de paix entre les États), de même que tout le mouvement partisan et la « Résistance » contre les Allemands ou les fascistes, qui eurent lieu dans une phase de guerre entre les États au cours du second conflit mondial* » (3) a été la démonstration la plus évidente de la trahison de la lutte des classes et une forme ultérieure de collaborationnisme avec les forces du capitalisme.

Chacune de ces vagues opportunistes visait à détourner le mouvement prolétarien de sa lutte de classe, de sa confrontation révolutionnaire avec les classes dominantes bourgeoises, l'amenant à sacrifier ses forces à la défense des intérêts bourgeois et du capital, tour à tour sous couvert de « défense de la patrie », de « défense de la démocratie contre le totalitarisme », de « défense de la modernité et de la civilisation contre le féodalisme », bien sûr au nom d'une paix durable entre les peuples...

En réalité, une paix qui n'était et n'est rien d'autre qu'une trêve entre une guerre et la suivante, comme le montre l'histoire même de l'impérialisme depuis au moins cent vingt ans.

Lénine nous donne une autre leçon sur les guerres impérialistes. En octobre 1921, dans un article consacré au quatrième anniversaire de la Révolution d'Octobre, il écrivait :

« *La question des guerres impérialistes, de la politique internationale du capital financier prédominant aujourd'hui dans le monde entier, – politique qui inéluctablement engendre de nouvelles guerres impérialistes et pousse nécessairement à une accentuation inouïe de l'oppression nationale, du pillage, du brigandage, de l'étranglement des petites nationalités faibles et arriérées par une poignée de puissances « avancées » – , cette question, depuis 1914, est devenue la pierre angulaire de toute la politique de tous les pays du globe. C'est une question de vie ou de mort pour des dizaines de millions d'êtres humains. C'est la question de savoir si dans la prochaine guerre impérialiste [note : Lénine prévoit la deuxième guerre impérialiste ! NDLR] que la bourgeoisie prépare sous nos yeux et que nous voyons surgir du capitalisme, il sera exterminé 20 millions d'hommes (au lieu des 10 millions de tués pendant la guerre de 1914-1918 et les « petites » guerres qui s'y greffent et qui ne sont pas terminées à ce jour) ; si au cours de l'inévitable (avec le maintien du capitalisme) guerre qui vient il y aura 60 millions de mutilés (au lieu des 30 millions d'estropiés en 1914-1918). Sur ce terrain également, notre Révolution d'Octobre a inauguré une nouvelle époque dans l'histoire mondiale.* » (4)

La nouvelle époque avait en effet commencé avec la transformation de la guerre impérialiste en guerre

civile, et la lutte contre toutes *les tromperies chauvines et pacifistes les plus raffinées*. Avec la paix de Brest-Litovsk, Lénine et le parti bolchévique ont concrètement démontré la supercherie de la paix impérialiste, car, à l'exception des délégations allemande et russe, aucune délégation des pays impérialistes belligérants n'est venue à cette table.

Mais cette paix, fermement voulue par le pouvoir bolchévique, qui, pour arracher la Russie à la guerre impérialiste, a été signée en acceptant des sacrifices considérables, y compris territoriaux, a démontré aux prolétaires et aux paysans russes que la seule force qui voulait réellement la paix était le pouvoir soviétique issu de la révolution d'octobre.

Et c'est également grâce à cette démonstration, associée à la politique bolchévique d'autodétermination des peuples, que les prolétaires et les paysans russes ont soutenu l'immense effort du combat contre les troupes des généraux tsaristes qui voulaient restaurer l'ancien pouvoir tsariste et qui, pour cette raison, étaient soutenus par les forces armées de tous les pays impérialistes super-démocratiques qui avaient fait la guerre à ladite puissance prussienne de l'Allemagne de Guillaume II.

C'est à juste titre, avec la fierté prolétarienne et communiste, que Lénine dira :

« *La première révolution bolchévique a arraché à la guerre impérialiste, au monde impérialiste, la première centaine de millions d'hommes sur la terre. Les révolutions futures arracheront à ces guerres et à ce monde toute l'humanité.* » (5)

La conclusion ne pouvait être que celle-ci : « *il est impossible de s'arracher à la guerre impérialiste et au monde impérialiste qui l'engendre inévitablement, il est impossible de s'arracher à cet enfer autrement que par une lutte bolchévique et une révolution bolchévique* », c'est-à-dire par la lutte **des classes** et la révolution **prolétarienne et communiste**.

L'époque de Lénine est révolue et, avec elle, l'époque de la révolution prolétarienne et communiste au niveau international. La menace de la révolution prolétarienne a été déjouée, les puissances impérialistes ne se sont pas seulement sauvées de l'attaque révolutionnaire du prolétariat mondial, mais elles se sont renforcées et, en même temps, se sont multipliées.

Comment le prolétariat mondial, et le prolétariat des

(3) Cf. nos « *Thèses caractéristiques du Parti* », décembre 1951, publiées dans le volume « *Défense de la continuité du programme communiste* », Editions programme communiste, Paris, p. 182.

(4) Voir Lénine, « *Pour le quatrième anniversaire de la révolution d'octobre* », 14 octobre 1921, dans *Œuvres Complètes*, vol. 33, Editions Sociales, Paris 1963, p. 47-48.

(5) *Ibid.*, p. 50 et 48.

pays impérialistes en particulier, pourra-t-il un jour relever la tête, se relever de l'énorme défaite des années 1920 ?

Une des hypothèses que Lénine faisait en 1919, comme rappelé ci-avant, pendant la guerre civile qui opposait l'Armée rouge aux troupes des généraux tsaristes et aux attaques des puissances impérialistes, était la suivante : si les prolétaires n'avaient pas réussi à rester unis, fermement ancrés à la direction du parti communiste révolutionnaire qui, à son tour, devait réussir à rester fortement unie sur des questions essentielles comme la lutte des classes, la révolution, la dictature du prolétariat, le refus catégorique de s'allier avec la bourgeoisie sur tout objectif politique, etc.

Et si donc les communistes s'étaient divisés sur des questions « secondaires » (frontières de l'Etat soviétique, républiques autonomes ou fédérées ou fusionnées, etc.), ils auraient porté la division et les querelles au niveau des questions essentielles et *la cause du travail*, la cause du **socialisme**, donc de la lutte des classes, de la révolution, de la dictature du prolétariat, aurait certainement été perdue et non pas pour peu de temps, mais *pour de longues années !*

Malheureusement, c'est exactement ce qui s'est passé, et les capitalistes des pays impérialistes et de la Russie arriérée ont réussi à écraser la Russie révolutionnaire, et avec elle toutes les autres républiques soviétiques, l'Ukraine ou la Géorgie.

Ce fut une défaite bien plus dure pour le prolétariat mondial, bien plus dure que la défaite des communards de Paris, une défaite qui a coupé les jambes d'une autre révolution dans un pays arriéré, celle de la Chine de 1925-1927, et qui a offert le prolétariat mondial aux massacres des guerres impérialistes qui ont suivi.

C'est dans cet abîme que le prolétariat d'aujourd'hui a été précipité et dont il ne pourra sortir que grâce à un bouleversement tellurique mondial sans précédent, qui bouleversera tout ordre impérialiste existant, et à l'action du parti communiste révolutionnaire ressuscité dans le monde entier.

LE PROLÉTARIAT D'AUJOURD'HUI ET LE MOUVEMENT PROLÉTARIEN DE DEMAIN

Les prolétaires d'Europe, et de tous les autres continents, sont encore en proie aux illusions et aux tromperies que la bourgeoisie ne cesse de produire pour détourner leur énergie sociale sur le terrain de la collaboration de classe. Que la bourgeoisie utilise des moyens démocratiques (élections, parlement, liberté de presse et d'organisation, etc.) ou autoritaires (généralement justifiés pour défendre le pays du « terrorisme » ou de l'agression étrangère), il n'en reste pas moins que sans l'exploitation du travail salarié, donc du prolétariat, dans son propre pays et dans les pays qu'elle opprime, elle n'atteint pas le but de sa vie de classe : la valorisation du capital, donc la production

de profits. Ce but est fondamentalement antagonique au but de la vie de la classe prolétarienne, qui est de se défendre contre l'exploitation capitaliste en luttant pour son élimination.

L'antagonisme de classe entre la bourgeoisie et le prolétariat est un fait historique, et non un « choix » idéologique ou économique de l'une ou l'autre classe. Il résulte directement du mode de production capitaliste qui repose sur la propriété et l'appropriation privées de l'ensemble de la production sociale par une classe, la bourgeoisie, et sur l'expropriation complète de tous les moyens de production et de tous les produits dont est victime la classe salariée, le prolétariat, que le marxisme a défini comme étant sans réserve, précisément parce qu'il n'a pas d'autre « propriété » que sa force de travail individuelle. En soi, cette force de travail ne permet pas de vivre, car elle doit être vendue aux propriétaires des moyens de production et de la production elle-même destinée au marché, recevant en échange un salaire en argent avec lequel ils doivent se rendre au marché pour acheter les biens dont ils ont besoin pour vivre jour après jour. Sans salaire, et donc sans possibilité d'acheter les biens essentiels au marché, le propriétaire de la seule force de travail ne vit pas, et donc le prolétaire meurt de faim. Pour ne pas mourir de faim, le prolétaire est contraint de se vendre pour un salaire plus bas et plus précaire, en échange de quoi il donne plus d'heures de travail journalièrement, entrant ainsi en concurrence avec d'autres prolétaires. La concurrence que les capitalistes se livrent entre eux pour gagner des parts de marché à leur profit est ainsi transférée aux prolétaires qui n'ont d'autre but immédiat que de se nourrir chaque jour.

La concurrence et l'antagonisme qui divisent un capitaliste d'un autre, un groupe de capitalistes d'autres groupes, un État capitaliste d'autres États capitalistes, sont tous intrinsèques au même mode de production par lequel ils existent en tant que propriétaires privés des moyens de production et en tant qu'appropriateurs privés de la production sociale. La domination de la bourgeoisie sur la société découle précisément de sa position sociale. En entrant en concurrence avec les autres bourgeoisies, chaque bourgeoisie mobilise toutes les forces dont elle dispose : principalement les moyens de production de base, le capital à investir, la force de travail à exploiter ; mais tout cela ne suffit pas, car sa domination ne découle pas seulement du pouvoir économique qu'elle possède, mais aussi de son pouvoir politique. C'est en effet le pouvoir politique qui lui donne la capacité de gérer socialement les masses prolétariennes qu'elle exploite.

Organisées dans le travail associé de la production et de la distribution capitalistes et au cours de l'histoire de leur mouvement, ces masses ont fait mûrir la conscience qu'elles représentent non seulement la force de travail, mais aussi une force sociale grâce à laquelle elles peuvent lutter contre le niveau et l'ampleur de l'exploitation des capitalistes. L'antagonisme de classe

émerge matériellement des relations sociales et de production bourgeoises elles-mêmes, et la bourgeoisie ne peut pas l'effacer parce que cela signifierait effacer sa domination de classe, son identité même en tant que classe dominante. Elle doit donc l'émousser, le contenir dans les limites où il ne produit pas de révoltes, de soulèvements, d'insurrections. Mais, au cours du développement du capitalisme et de ses contradictions toujours plus fortes, les révoltes, les soulèvements, les insurrections, ont été un signal d'alarme et une menace pour le pouvoir bourgeois parce que dans l'affrontement avec la bourgeoisie et son État, la lutte pour la défense immédiate des conditions de vie et de travail du prolétariat tend à s'élever à une lutte politique, à une *lutte de classe*, à une lutte qui historiquement fixe comme objectif, pour la classe dominante bourgeoise, la défense et le maintien du pouvoir politique en écrasant les tentatives révolutionnaires du prolétariat, pour la classe prolétarienne, l'attaque contre les privilèges et le pouvoir politique de la bourgeoisie afin de le conquérir en renversant son État et sa guerre inévitable pour le reconquérir.

Lutte des classes signifie donc *guerre de classe*, car le prolétariat n'aura aucune chance de parvenir à son émancipation de l'exploitation capitaliste s'il ne renverse pas le pouvoir politique bourgeois ; un pouvoir qui n'est rien d'autre que la dictature de la classe capitaliste et sa politique impérialiste par laquelle elle écrase et opprime le prolétariat dans tous les pays et dans les nations plus petites et plus faibles. Si la lutte prolétarienne n'atteint pas le niveau de la lutte de classe, c'est-à-dire si elle ne pose pas l'objectif de révolutionner la société en conquérant le pouvoir politique, en commençant dans le pays où la situation est favorable à la lutte révolutionnaire, puis en étendant cette lutte au niveau international, le prolétariat continuera à rester soumis à la bourgeoisie, subissant les conséquences toujours plus désastreuses des contradictions qui tenaillent la société capitaliste. Et ces conséquences sont des crises toujours plus aiguës et des guerres bourgeoises : dans un cas comme dans l'autre, les prolétaires paient la prospérité du capital par la misère, la faim, les accidents mortels sur les lieux de travail, l'exploitation toujours plus intense, les catastrophes dites naturelles, la répression et les massacres de guerre.

Comment s'en sortir ?

Les moyens démocratiques et pacifiques ont montré depuis longtemps qu'ils ne résolvaient rien, au contraire, ils renforcent la soumission du prolétariat à la domination capitaliste. Le réformisme et la collaboration de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie se sont avérés être des moyens exclusivement utiles au capitalisme et au pouvoir bourgeois ; en réalité, ils masquent les concrètes dictature économique du capitalisme et dictature politique de la bourgeoisie. Il y a eu des réactions violentes de la part de groupes petits-bourgeois voués à la ruine par les crises économiques

qui ont fasciné les couches prolétariennes par leur terrorisme individuel, comme les Brigades Rouges, mais elles ont montré qu'elles ne représentaient qu'une pure illusion au caractère anarchiste imaginant influencer les relations sociales en faveur du prolétariat en éliminant quelques capitalistes, quelques généraux, quelques magistrats. Même ce moyen a montré son inefficacité en ce qui concerne l'émancipation du prolétariat, renforçant au contraire la propagande de la paix sociale et de la collaboration de classe par toutes les forces de conservation sociale, au premier rang desquelles l'opportunisme.

Le chemin de la lutte de classe, dans la réalité historique et non dans les fantasmes des démocrates, est le plus ardu pour le prolétariat car il doit se débarrasser de toutes les illusions produites par la démocratie électorale et parlementaire, et il doit surmonter les habitudes qui se sont enracinées au cours des longues décennies de la politique de collaboration entre les classes dans laquelle les bourgeoisies impérialistes, en échange des mesures de protection sociale dans lesquelles elles ont investi, ont obtenu la paix sociale, une exploitation toujours plus brutale du prolétariat et une main libre dans l'oppression des nations les plus faibles. Le résultat de cette politique n'est pas la paix universelle, ce n'est pas la fin des inégalités sociales, ce n'est pas la prospérité répartie équitablement sur toutes les populations, c'est au contraire plus d'oppression, plus de répression, une exacerbation des facteurs de crise et une guerre bourgeoise qui devient de plus en plus la norme.

Aujourd'hui dans les pays impérialistes, le prolétariat se plie encore complètement aux exigences du capitalisme national, mais aussi aux exigences des alliances capitalistes internationales. Le prolétariat des pays impérialistes bénéficie encore – par rapport au prolétariat des pays capitalistiquement arriérés – de certains avantages que les prolétaires d'autres pays se voient refuser, tant sur le terrain économique que social et politique immédiat. Ces « avantages » sont en fait payés par les bourgeoisies opulentes non seulement par l'exploitation de leur propre prolétariat, mais aussi par l'exploitation bestiale et esclavagiste des prolétaires des pays de la périphérie de l'impérialisme. C'est ainsi que les prolétaires de chaque pays, malgré la concurrence alimentée entre eux par leurs bourgeoisies respectives, sont liés les uns aux autres par les mêmes chaînes. Chaînes que toute loi bourgeoise, qu'elle soit démocratique ou fasciste, ne défera jamais, mais au contraire resserrera encore plus.

Comme les esclaves de la Rome antique, les esclaves salariés de la société capitaliste ultramoderne doivent se libérer de leurs chaînes par leurs propres forces. Ils doivent s'unir dans des organisations indépendantes de toutes les institutions bourgeoises, se placer sur le terrain de la lutte avec des objectifs qui concernent exclusivement leurs intérêts d'esclaves salariés, de prolétaires ; ils doivent adopter des mé-

thodes et des moyens *classistes*, c'est-à-dire capables de s'opposer efficacement aux méthodes et aux moyens utilisés par les patrons et leur État. C'est l'expérience de cette lutte, sur le terrain de la défense immédiate, qui donnera au prolétariat la possibilité d'assumer la tâche d'aller au-delà de la défense immédiate, au-delà des intérêts immédiats, et donc de se placer sur le terrain de la lutte politique classiste ; un terrain sur lequel les forces bourgeoises et de conservation sociale le détourneront – comme elles l'ont toujours fait – vers des objectifs démocratiques, parlementaires et bien sûr antifascistes, pacifistes et légalistes, en réclamant de nouvelles réformes et des lois plus « justes ».

Et que faire dans un moment comme celui-ci, où la guerre frappe aux portes ?

Comment les prolétaires russes et ukrainiens ont-ils réagi à la guerre déclenchée le 24 février ?

Ce que l'on sait, c'est qu'entre fin février et début mars, à Moscou, Saint-Petersbourg et dans des dizaines d'autres villes, il y a eu des manifestations pacifistes contre la guerre. Naturellement, la police anti-émeute a été lancée contre les manifestants et il semble qu'il y ait eu dans les différentes villes plus de 14.000 arrestations (6). Il n'y a pas eu de grèves, il n'y a pas eu de manifestations proprement ouvrières, ce qui montre, d'une part, la crainte naturelle d'être frappé aveuglément par la répression et, d'autre part, l'extrême faiblesse dans laquelle est tombée la classe ouvrière russe qui, à l'évidence, même au niveau de la simple défense de ses conditions immédiates de vie et de travail, n'a pas exprimé jusqu'à présent une force capable de générer une avant-garde politique de classe qui assumerait de lutter contre la bourgeoisie, la classe dominante, la classe qui représente le pouvoir économique et politique sous lequel le prolétariat est écrasé, fragmenté, isolé et asservi.

Le pouvoir bourgeois ne craint pas les manifestations pacifistes ; certes elles peuvent gêner et compliquer le travail de contrôle social de la bourgeoisie russe, qui a toujours eu l'habitude de cacher les morts de ses guerres tout en glorifiant leur sacrifice. Mais la répression des manifestations pacifistes lorsque le pays est en guerre est à son tour une mise en garde à la classe ouvrière pour qu'elle comprenne que le pouvoir ne l'épargnera pas si elle descend protester contre la guerre ; en effet, l'effet redouté que pourraient avoir les protestations ouvrières contre la guerre serait de saper la confiance et la discipline des soldats envoyés faire la guerre, alors qu'ils sont mobilisés dans l'« opération spéciale » contre le gouvernement de Kiev accusé d'être « militariste » et « naziste ».

Les prolétaires ukrainiens, quant à eux, face à l'invasion militaire, aux bombardements, aux pillages, à la destruction massive des villages et des villes, aux massacres de civils, ont réagi comme le fait toute population agressée, non préparée et inconsciente des raisons de l'agression : elle s'est réfugiée dans les sous-

sols, a fui les villes bombardées, a tenté d'aider les blessés et les mutilés et s'est pliée aux ukases du gouvernement qui, pour la guerre contre « les Russes », a obligé tous les hommes à rester à la disposition de l'armée pour défendre une « patrie » qui s'est révélée et continue de se révéler dévoreuse de force de travail et de chair humaine au profit exclusif de la classe dominante bourgeoise. En cela, la bourgeoisie ukrainienne n'est pas différente de la bourgeoisie russe : les intérêts qui l'ont poussée à la guerre au cours des huit dernières années sont tout aussi capitalistes, mais ceux d'une bourgeoisie nationale qui vise à se retirer d'une alliance – avec Moscou – afin de se louer aux puissances impérialistes concurrentes de Moscou sur la base de promesses d'affaires plus lucratives.

Les prolétaires russes et ukrainiens sont encore totalement sous la coupe de leurs bourgeoisies respectives et, pour l'instant, ne savent pas réagir autrement que par les moyens et les méthodes que les bourgeoisies elles-mêmes utilisent systématiquement pour les maintenir soumis : en les enrôlant dans leurs forces armées lorsque les intérêts de leurs capitalismes nationaux respectifs sont mis en danger par la concurrence étrangère, en les disciplinant et en les contrôlant pour le succès des actions de guerre, en les formant par une propagande de guerre intentionnellement conçue pour alimenter la haine nationale contre l'« ennemi » du moment. Ainsi, des peuples issus de la même souche, de la même langue, de la même culture, qui, sous la dictature prolétarienne issue d'octobre 1917, avaient exprimé une véritable fraternité et union après avoir contribué à la chute de l'oppression tsariste, à la lutte contre les généraux tsaristes qui entendaient la restaurer, à la lutte du prolétariat international contre le joug des régimes capitalistes et précapitalistes, se trouvent encore une fois à se faire la guerre, au nom de quoi ? Au nom de la souveraineté territoriale, du capitalisme national et d'un régime qui n'a eu aucun scrupule à transformer des centaines de milliers de soldats en chair à canon.

Les prolétaires russes et ukrainiens, eux, ne peuvent même pas compter sur la lutte classiste des prolétaires européens ou américains ; ils ne peuvent pas être incités à suivre l'exemple d'une lutte anti-bourgeoise qu'il n'y a même pas en Europe, le berceau du capitalisme, certes, mais aussi le berceau de la révolution prolétarienne et le cœur de la révolution mondiale.

Nous écrivions en 1967 : « *Marx disait, il y a un siècle, que l'Angleterre industrielle montrait au reste du monde alors arriéré, l'image de son propre avenir. L'Angleterre d'aujourd'hui en proie aux difficultés montre à l'Europe l'image de son avenir. L'Europe (...) malgré sa relative prospérité actuel-*

(6) Cf. <https://rainews.it>, 13 mars 2022.

le, ne parviendra jamais à la position dominante qui fut celle de la Grande-Bretagne au siècle dernier et qui est aujourd'hui celle des Etats-Unis. Entre l'Europe, même unie, et les Etats-Unis, l'inégalité de développement s'aggrave. Les problèmes dans lesquels se débat l'Angleterre d'aujourd'hui l'Europe les connaîtra demain. Et il n'y aura pas de marché plus vaste pour les y noyer. L'Europe sera le cœur de la révolution mondiale. » (7).

Les crises économiques et politiques du capitalisme n'ont jamais déclenché automatiquement la révolution prolétarienne. Ce n'est pas arrivé hier et n'arrivera pas demain. Mais les facteurs objectifs qui font mûrir la situation révolutionnaire sont exclusivement inhérents au capitalisme et à son incapacité à les résoudre sinon en augmentant sa puissance négative. C'est pourquoi, cette puissance négative des facteurs de crise doit atteindre un niveau tel que la classe dominante bourgeoise ne puisse plus vivre comme elle l'a fait jusqu'alors, et que la classe dominée, le prolétariat, ne puisse plus tolérer les conditions dans lesquelles elle a vécu jusqu'alors.

Parmi les facteurs objectifs, il y a la lutte de classe du prolétariat, c'est-à-dire la lutte par laquelle le prolétariat s'entraîne et se prépare à l'affrontement décisif avec la classe dominante. Font partie de cette lutte la présence, l'activité et l'influence du **parti de classe**, le parti communiste révolutionnaire, qui a pour tâche de guider le prolétariat à la fois dans la lutte de classe, dans la révolution de classe et, une fois la victoire révolutionnaire obtenue, comme nous le rappelle constamment Lénine, dans l'exercice de la dictature de classe, le seul véritable instrument avec lequel il est possible de transformer la société de l'exploit-

tation et de l'oppression capitaliste, de ses guerres de concurrence et de ses guerres armées, en une société sans classes, sans antagonismes de classes et donc sans antagonismes nationaux, dans laquelle les peuples vivront enfin en harmonie.

Nous ne nous faisons pas d'illusions sur le fait que ce chemin pourrait commencer demain, ou qu'il sera facilité par la « prise de conscience » de chaque prolétaire. Comme nous l'avons dit, pour ébranler les fondations de la société capitaliste, il faut déclencher un séisme mondial où non seulement la bourgeoisie de chaque pays se voit confrontée au danger de perdre son pouvoir, ses privilèges mais où le prolétariat de chaque pays ne puisse voir d'autre issue à l'abîme dans lequel il a été précipité par sa propre bourgeoisie que de se soulever contre les pouvoirs constitués, contre les ennemis de classe qui, par leurs actions, se sont finalement fait reconnaître comme des ennemis avec lesquels il n'y a pas de trêve, pas de paix à négocier. Alors les enseignements de la Commune de Paris de 1871 et de la révolution d'Octobre 1917 démontreront aussi jusqu'au dernier prolétaire du pays le plus reculé qu'il est le seul patrimoine précieux de la lutte de classe que le prolétariat a la tâche historique de mener à bien, jusqu'à la victoire révolutionnaire, jusqu'à la République socialiste mondiale.

(7) Voir « *Pour qui sonne le glas dans la perfide Albion ?* », « *le prolétaire* », n° 42, avril 1967, (Paru en Italie sous le titre : « *L'Europa sarà il cuore della rivoluzione mondiale* », « *il programma comunista* », n° 6, 30/3-13/4, 1967).

Russie et révolution dans la théorie marxiste

Nous publions ici la fin du rapport exposé par Amadeo Bordiga à la réunion générale du parti de Bologne les 31 octobre et premier novembre 1954. Les chapitres précédents sont parus sur les n°104, 105 et 106 de cette revue (A l'origine le rapport fut publié dans « il programma comunista », du n° 21, 11-25 novembre 1954, au n° 8, 22 avril-6 mai 1955).

Deuxième partie

Parti prolétarien de classe et attente de la révolution double (Fin)

29. DISSIDENCES EXTERNES ET INTERNES

Il est inutile de répéter que nous ne sommes pas en train d'écrire une histoire de l'économie russe (thème précédent) ni de la politique russe (thème présent); nous ne faisons que tirer de ces deux vastes domaines les matériaux pour notre thèse : la ligne des marxistes révolutionnaires en Russie a été correcte dans la phase où se préparait la « révolution double » bourgeoise prolétarienne.

Nous fondons notre résultat non pas en nous référant à tous les épisodes de cette lutte longue et complexe, mais en insistant surtout sur le rejet et la démolition des positions, propositions et tactiques adverses, telle qu'elle ressort des campagnes critiques et polémiques des bolcheviks, de Lénine, dans leurs importants aspects doctrinaux, journalistiques et organisatifs.

En mettant cet ensemble d'éléments en rapport avec les développements successifs de la lutte historique, avec les données – qu'un exposé à venir et une réunion prochaine mettront au point – de la phase insurrectionnelle de la double révolution et de la période consécutive et actuelle, nous ferons en

sorte de parvenir à une systématisation claire des problèmes généraux qui lient : a) les révolutions bourgeoises du passé en Occident (divisées en deux types : celles qui se présentèrent comme des révolutions *uniques*, comme en France et en Angleterre, et celles qui se présentèrent déjà comme des révolutions *doubles*, comme en Allemagne) ; b) la révolution russe dans la mesure où elle se présenta comme *double*, et en tant que telle est un acquis réel de l'histoire ; c) les futures révolutions *uniques* (c'est-à-dire socialistes) attendues dans les pays de capitalisme développé.

La « contre-thèse » opportuniste qui s'oppose à nous – nous continuons notre méthode qui consiste à relier régulièrement les « propositions » déjà établies avec celles qui doivent venir plus tard – veut s'appuyer sur la reconnaissance du fait que les événements russes ont confirmé la conception marxiste de l'évolution historique en ce qui concerne le comportement à suivre dans une phase *double* de préparation révolutionnaire, pour en tirer la conclusion tendancieuse et désastreuse que cette expérience a con-

duit à une « révision » de la façon de concevoir les futures révolutions *uniques* du prolétariat par rapport à la prévision initiale et à la théorie du marxisme.

La « révision » que la vague numéro *un* de l'opportunisme jeta en travers de notre route a consisté à nier le caractère autoritaire, central, politique, et de parti, de la révolution (crise de la Première Internationale). La « révision » de la vague numéro *deux* de l'opportunisme a consisté à nier le caractère violent et insurrectionnel, de *discorde nationale*, de la révolution (crise de la Deuxième Internationale). La « révision » de la vague numéro *trois* de l'opportunisme consiste à nier le caractère *autonome* de la révolution qui abattra le régime capitaliste et qui sera l'œuvre de la seule classe travailleuse salariée (crise de la Troisième Internationale).

Soyons encore plus explicites (au nom de ce schématisme *déclaré* dont nous nous réclamons toujours : que reste-t-il à qui fuit tout schématisme ? Précisément, uniquement l'opportunisme fétide) : c'est une thèse marxiste reconnue que celle qui affirme que toute révolution bourgeoise est une révolution du peuple, le prolétariat étant compris dans ce

dernier. C'est une thèse marxiste reconnue que celle qui affirme que toute révolution bourgeoise déjà avancée peut voir dans le prolétariat déjà développé non seulement un allié d'autres classes bourgeoises et populaires mais également un *dirigeant* d'une révolution populaire, allié avec des couches non prolétariennes (paysannes).

C'est une *contre-thèse* défaitiste vis-à-vis du marxisme que d'affirmer que, dans les révolutions qui en Europe doivent abattre le régime capitaliste, après la révolution russe, le prolétariat salarié sera au même niveau que les classes et les couches populaires pauvres, et que la révolution sera l'œuvre d'une *alliance* des salariés avec des classes populaires rurales et urbaines non ouvrières.

DANS L'ATTENTE DE LA RÉVOLUTION UNIQUE (en d'autres termes, depuis que le régime capi-

taliste est historiquement établi, comme c'est le cas aujourd'hui dans TOUTE l'Europe et dans deux autres continents et demi) LA CLASSE OUVRIÈRE ET SON PARTI NE FORMENT PAS D'ALLIANCES ET SAVENT QUE DANS LA RÉVOLUTION ILS N'AURONT QUE DES ENNEMIS.

Les innombrables positions, déformations de la position unitaire et continue des marxistes révolutionnaires, qu'il est de la plus grande importance d'avoir démolies « à temps », ne sont pas seulement celles des adversaires ouverts de notre programme et de notre action, mais aussi celles des courants qui, tour à tour, dévient, sont en désaccord, et, par un processus dont nous posédons la théorie complète depuis des décennies, se dirigent vers l'ennemi de classe. Le cas russe est une mine de ce genre de précieuses leçons.

30. « AUTODÉLIMITATIONS » CLASSIQUES ET RUSSES

Nous nous sommes suffisamment étendus sur la lutte des marxistes russes contre le « populisme », ou socialisme rural russe, dont les bases doctrinales se relient étroitement à l'étude d'Engels dont nous avons parlé dans la première partie de ce travail. Cette école dissidente est totalement « extérieure » au marxisme puisque ses partisans, après une première période indécise, n'hésitaient pas à se déclarer adversaires de l'idéologie et de la méthode marxistes tout en défendant la cause des classes exploitées socialement contre un régime d'odieus privilèges économiques. Nous en viendrons aux autres dissensions, « internes ».

Mais il faut d'abord dire que la différence entre les écoles vaguement « socialistes » – qui sous des formes douteuses et le plus souvent littéraires commencent à traiter d'une « question sociale » issue de la traditionnelle et séculaire mysti-

que sociologique, partant d'abord des *âmes*, puis des *cerveaux*, et qui affirment un « stomachisme » timide et primitif – et la doctrine marxiste, compacte, unitaire, *monobloc* puisque *monogène*, se présente en Russie non pas comme un fait original, mais comme la reproduction de processus déjà présents dans l'histoire de l'Occident. Dès qu'il se présente en 1848 dans le bloc granitique du *Manifeste*, le communisme marxiste se distingue déjà lui-même de toute une gamme de *socialismes* grossiers présents jusqu'alors, dans le modèle classique du chapitre magistral, « Littérature socialiste et communiste ».

Ce chapitre rejette comme étrangers, comme quelque chose qui ne nous *correspond* pas, selon l'expression putassière en vogue, que nous abhorrons par principe, les misérables « credo » suivants. Nous avons trois sortes de faux socialismes, et cinq sous-espèces.

31. LES ÉTAGÈRES DE LA BIBLIOTHÈQUE DE KARL

La première sorte, c'est le socialisme « réactionnaire », c'est-à-dire qui a la signification historique

de lutte contre la révolution *bourgeoise* en défendant des solutions *anticapitalistes* parce que *précapita-*

listes. La seconde c'est le socialisme qui *s'arrête* à la société bourgeoise en voulant la perfectionner pour la conserver. La troisième c'est le socialisme qui veut effectivement sortir de la forme bourgeoise et aller vers une économie collective mais qui ne sait pas trouver la voie du passage et la demande à la sagesse ou à la bonté humaine.

Dans la première sorte (mouvement en arrière) nous avons : a) le socialisme *féodal* : il veut prouver aux ouvriers qu'ils doivent combattre le capitalisme parce que leur sort est meilleur dans la forme féodale. Marx indique une variante d'une telle école dans le socialisme « clérical ». Un exemple russe (ce schéma que nous couchons sur le papier existe certainement chez Lénine, mais actuellement nous ne saurions pas dire où) ? Le pope Gapone qui en 1904 fonda une organisation « des ouvriers russes d'usine ». Sa thèse selon laquelle le tsar aurait fait siennes les revendications des travailleurs contre les patrons, était parallèle à celle des organisations ouvrières *zoubatovistes* (du nom d'un officier de police) ; mais si le pope qui entraîna les masses au massacre était peut-être un illuminé, ce n'était pas un provocateur comme le dit l'histoire « bolchévique » officielle, tissu de dénonciations de provocations rétroactives à un demi-siècle de distance. Cette odieuse « conception provocatrice de l'histoire » est l'opposé du déterminisme marxiste).

Toujours dans la première sorte, on trouve : b) le *socialisme petit-bourgeois* qui veut substituer au capitalisme d'autres modes de production *plus arriérés* : « les corporations dans la manufacture et le régime patriarcal dans l'agriculture ». Le chef de file de cette littérature est Sismondi, puissant cependant dans la critique des contradictions économiques capitalistes. L'équivalent russe ? Vous le demandez ? Tout le *populisme* ! En luttant contre un tel adversaire, Lénine aurait-il fini par en adopter une des thèses, en rectifiant le marxisme classique ? Allons donc ! Ou bien le *Manifeste* est coulé dans un bronze inaltérable, ou alors il peut être

façonné comme de la pâte molle s'il est permis à ses disciples d'oublier que, au lieu de prévaloir un siècle après, « ces aspirations finissent en un miaulement stérile ». Ou ce sont eux qui miaulent, ou ce sont nous, avec Marx, qui brairont.

Il existe ensuite une troisième sous-espèce : c) le socialisme allemand, école aujourd'hui oubliée, qui parodia les critiques françaises de la société bourgeoise avant que celle-ci ne surgisse en Allemagne et qui opposa un « ouvriérisme » économique et impérial au capitalisme naissant et au libéralisme allemand, opposition toujours de l'arrière. Il fut balayé par 1848 comme le socialisme féodal français l'avait été par 1793 et le socialisme féodal russe devait l'être par 1905.

Le socialisme petit-bourgeois existe partout, étagère I, rayon b, et c'est lui qui, dans le monde entier, est maintenu en vie par le kominformisme. Il ne se situe pas entre le capitalisme et le communisme, il est carrément *en deçà* du premier.

La deuxième sorte est le « *socialisme conservateur ou bourgeois* ». Il ne veut pas revenir en arrière, mais il ne veut pas non plus aller de l'avant ; il veut arrêter l'histoire au mode marchand, en obtenant justice pour les salariés. Son prophète est Proudhon, et son grand prêtre, comme nous l'avons montré dans le *Dialogue* (1) a été Staline.

Comme « ce socialisme bourgeois a essayé de détourner la classe ouvrière des mouvements révolutionnaires, en démontrant que ce qui peut lui être utile ce ne sont pas les transformations politiques, mais les transformations économiques », il trouva son équivalent dans l'*économisme* russe. Lénine fut féroce contre lui.

La théorie fondamentale de Staline – construction du socialisme dans un seul pays, compatible avec la coexistence pacifique avec les régimes capitalistes des autres pays – qu'est-ce donc sinon du pur « économisme », transposé de l'échelle nationale à l'échelle mondiale ; *socialisme* identique à celui qui aurait pardonné tour à tour à Louis XVI, à Guillaume Ier et à Nicolas II étant donné

qu'aujourd'hui il pardonne à Élisabeth II et au général Eisenhower ?

Si c'est du socialisme il est stupide en histoire et en politique, et il ne l'est pas moins – comment le pourrait-il ? – en économie. Comme son chef de file Proudhon, il illusionne les masses en leur faisant croire que l'on peut *sortir des limites du capitalisme sans briser son enveloppe marchande*. Selon le plus puissant des coups de marteau asséné dans sa forge par Marx-Vulcain.

La troisième sorte est *respectée* par Marx parce qu'elle va *de l'avant*. C'est le *socialisme critico-utopiste*. Ici l'on a de véritables ennemis du capitalisme, tout particulièrement dans la première phase des mouvements prolétariens instinctifs d'Angleterre et de France à l'aube du siècle dernier, et il ne manque pas l'élément critique : dominant les noms de Saint-Simon, d'Owen, de Fourier, et de Cabet. S'ils ne prévoient pas l'action de classe et s'ils se limitent à des *plans* sociaux, la société qu'ils décrivent est cependant la *négation* véritable du capitalisme. Leurs affirmations sur la société à venir « ont un sens purement utopiste », parce qu'ils « connaissent de façon trop rudimentaire les oppositions entre les classes qui commencent à peine à exister à ce moment ». Mais nous, marxistes modernes, qui fondons tout sur les oppositions entre les

classes dont nous avons donné la doctrine complète et dont nous vivons la pratique, *nous tenons pour nôtres* ces affirmations parce qu'elles définissent la *seule* société socialiste. Méditons ce passage essentiel, et répétons-le, quand nous décrivons (comme nous nous préparons à le faire brièvement) la Russie non socialiste d'aujourd'hui : « *Abolition de l'opposition entre ville et campagne – de la famille – des gains privés – de la marchandise – de la discordance* (en termes marxistes : anarchie) *sociale – de l'État transformé en une simple administration de la production* ».

Voici dialectiquement quelle est la position : les utopistes désiraient et proposaient que toutes ces formes soient abolies, nous marxistes, nous démontrons qu'elles *seront abolies* par des forces sociales que le capitalisme a déjà éveillées.

Salut à l'utopisme ! Il est possible qu'en Russie le stalinisme règne plus longtemps parce que, les deux révolutions s'étant soudées, le mouvement russe a parcouru toute la gamme des socialismes rétrogrades et statiques en les cravachant mais il lui a manqué la troisième forme, théoriquement insuffisante mais cependant tendue vers une société socialiste non adultérée, non vénale, non philistine, la vigoureuse et généreuse utopie.

32. PREMIÈRE CRISE INTERNE : LE MARXISME LÉGAL

La grande caractéristique du communisme russe réside dans le fait que, bien qu'encerclé par une forêt d'ennemis féroces, il n'a pas hésité à se battre contre eux tous et en même temps sur tous les fronts des dissensions internes. On ne comprend pas comment l'unitarisme malpropre actuel, à usage non seulement interne mais également externe (Lénine *délimitait* avec un rideau, effectivement de fer celui-là, les frontières du parti ; les misérables porteurs de peste actuels s'exhibent de tous les côtés en *ouvertures* nouvelles et en déchirures supplémentaires à celles de leur longue carrière), aurait pu être engendré par ce communisme russe ;

ou plutôt on comprend bien qu'alors on allait vers la révolution et qu'aujourd'hui on lui tourne le dos.

Si, comme nous disions, il n'y a pas eu en Russie d'utopisme prolétarien cela est dû au fait que lorsque le mouvement se développa jusqu'au seuil du parti, la théorie de ce parti était internationalement déjà produite et qu'elle venait de l'étranger. Ceux qui n'avaient avec cette théorie qu'un rapport seulement livresque pouvaient se tromper au point de supposer – en comprenant de travers le fond même de la

(1) « Dialogue avec Staline », Textes du PCInt n° 8.

doctrine – qu'elle devait certes naître d'une succession difficile et tourmentée de luttes sociales mais que, une fois obtenue, le mouvement pouvait être abrégé.

Or le parti fit bien d'« importer » l'arme instrumentale déjà disponible qu'est la théorie du parti. Il n'y a aucun idéalisme là-dedans. Le marxisme ne pouvait pas se former, les découvertes qui le constituent ne pouvaient pas être faites avant que le mode de production bourgeois ne se soit diffusé et que ne se soit développée en son sein la classe prolétarienne dans de grandes sociétés nationales développées. Mais une fois qu'il est formé, il est valable pour toutes les zones et les aires qui se développent avec retard, et il permet d'établir quel sera le processus qui les attend et qui est déterminé de la même manière. Cela est vrai pour l'idéologie comme pour toute autre technique ou outillage : la question de savoir comment se construit un navire ou une machine-outil devient toujours plus immédiatement une question générale et mondiale dans le monde moderne : si l'on construit en Chine aujourd'hui une usine, on y mettra les mêmes motrices que celles qui existent dans la meilleure des usines américaines ; de façon analogue, on n'aurait pas besoin d'étudier à nouveau la structure de l'économie capitaliste pour en trouver *ex novo* les lois sans aller les lire chez Marx...

Sauf que ces lois prouvent justement que le capitalisme arrive de façon pénible et odieuse et que pourtant il faut en passer par là si l'on veut aller au-delà ; et elles ne fournissent aucun secret « politique » pour le faire plus commodément.

Les premiers lecteurs enthousiastes des puissantes œuvres de Marx ne se rendirent pas compte – il est difficile de devenir marxiste seulement par la lecture – que la maturité du mouvement n'advient pas seulement par la divulgation de textes de même qu'elle n'advient pas seulement en laissant faire la « spontanéité » des masses. Il s'agit de deux moments différents : la connaissance doctrinale n'est pas un fait individuel même du disciple ou du chef le plus cultivé, ni

non plus une condition pour que les masses se mettent en mouvement ; elle a pour sujet un organe propre, le parti. Ce dernier ne se forme pas non plus par une communication de froides données scientifiques ; il se forme dans le mouvement historique et par tous les différents épisodes des luttes de classe.

Ce processus, comme on sait, a été résumé par Lénine dans *Que faire ?*. Citons le passage qui se trouve dans la conclusion du texte, en résumant les données sur les débuts du mouvement marxiste en Russie. Décennie 1894-1904 : la théorie et le programme de la social-démocratie naissent et se renforcent. Le nouveau courant n'a que quelques partisans en Russie, la social-démocratie existe sans mouvement ouvrier ; en tant que parti politique, elle est dans sa phase intra-utérine.

1894-1898 : la social-démocratie vient au jour comme mouvement social, comme montée des masses,

comme parti politique. Les intellectuels – pour la plupart ex-populistes – qui avaient embrassé la doctrine marxiste entrent dans le mouvement ouvrier durant cette phase ; en substance ils comprennent qu'il faut dans le même temps combattre l'informe politique populiste - suivre la théorie socialiste marxiste - adhérer au mouvement social des masses - ne pas oublier l'exigence, apprise dans la phase populiste, de renverser l'*ordre existant*, l'autocratie tsariste.

1898-1902 (date à laquelle écrivait l'auteur) : alors que le mouvement ouvrier croît encore en vigueur et en combativité, le parti s'engage dans une crise de mise en ordre caractérisée par des incertitudes et des oscillations, par l'abandon des points fondamentaux de la part de quelques-uns. Le courant le plus dangereux qui dans cette phase nécessita en premier lieu le travail de Lénine est celui des marxistes « légaux ».

33. CONTRE LE STROUVISME

Les marxistes légaux continuent la polémique idéologique contre les erreurs des populistes (Lénine n'exclut pas sur ce point une certaine collaboration avec eux) et ils font une critique juste de l'action terroriste individuelle ; mais ils vont jusqu'à nier la nécessité d'une lutte politique dirigée vers le renversement du pouvoir tsariste ; ils proposent de limiter l'activité à la diffusion de la doctrine marxiste par des moyens tolérés, considérés comme légaux par le régime en place. Leur principal représentant est Pierre Strouve, fermement combattu par Lénine pour ses directives qui allaient jusqu'à la neutralité envers le tsarisme et jusqu'à l'apologie du capitalisme, s'engageant dans la voie qui devait déboucher par la suite dans un libéralisme de type bourgeois, avec l'abandon et la trahison y compris doctrinale du communisme révolutionnaire.

En effet à Minsk en 1898, ce n'est pas un véritable parti qui avait été fondé ; il y avait eu un congrès peu nombreux et dispersé par la police. Lénine, en Sibérie, était

absent ; il fut désigné comme rédacteur de *Iskra* ; à partir de ce point décisif commença le dur labeur pour constituer le parti, en dépassant les oscillations, en « liquidant la troisième période ».

La fin de ces marxistes, « fut la première prophétie réalisée de Lénine et elle lui donna confiance en sa méthode ». C'est ce que dit Wolfe dans son livre bien connu, de ligne marxiste *non orthodoxe*. La fameuse conclusion d'un livre de Strouve indigna Lénine : « Confessons notre manque de culture et tournons-nous vers le capitalisme pour nous instruire ». Wolfe prétend que Lénine, chef de la Russie, dans le combat contre l'inexpérience économique, l'incapacité et le chaos, aurait un jour répété les mêmes paroles. Mais il s'agissait d'importer l'*équipement technique* capitaliste d'Occident, alors que pour Strouve il s'agissait d'établir la *théorie révolutionnaire* et celle-ci on ne peut certainement pas l'apprendre auprès des grands industriels !

Les paroles du même Lénine en 1907, rapportées ici par Wolfe,

gardent toute leur valeur : « La vieille polémique contre Strouve et Tougan-Baranovsky fournit un exemple instructif de la valeur pratique du refus des compromis dans les controverses doctrinales... Il était utile de considérer la situation comme elle était il y a une dizaine d'années : les divergences théoriques avec le strouvisme, si mineures qu'elles

apparaissaient à première vue, conduisirent à la délimitation politique complète du parti ». Donc le Lénine prétendument *pratique* et sans a priori considérait toujours les oppositions doctrinales maintenues jusqu'au bout comme la voie véritable du développement des forces révolutionnaires futures ; et l'histoire l'a confirmé.

grèves ; ils étaient, plus qu'économistes, *antipopulistes*, ils opposaient au parti de classe l'individu rebelle ou la masse anonyme insurgée – conception non pas avancée mais rétrograde et populacière.

À une époque plus récente la diffamation du parti politique a été théorisée par le *syndicalisme* qui se disait *révolutionnaire* et *de gauche*. En partant de la dégénérescence légale et parlementaire des partis socialistes de la fin du siècle, ces mouvements, forts en France et en Italie, remettaient la tâche de l'émancipation prolétarienne, y compris insurrectionnelle, entre les mains des syndicats économiques et de leur système pas très bien défini. Tout cela s'effondra avec la Première Guerre mondiale. On ne doit pas cacher qu'un certain « économisme » ouvrier, nourri de défiance envers le parti et négateur de la thèse (à propos de laquelle notre groupe de la gauche italienne est de façon orthodoxe avec Marx et Lénine) selon laquelle le parti communiste est l'organe de la guerre révolutionnaire et de la dictature de classe (qui est, soit dit sans réserve, dictature du parti), fut présent dans des courants de la IIIe Internationale (hollandais, hongrois, américains, écossais, allemands). Une version de cet ouvrierisme s'exprime dans l'admission dans le parti politique des seuls ouvriers, autre vision déformée du problème de l'organisation.

34. LUTTE CONTRE L'« ÉCONOMISME »

La première forme sous laquelle l'aile droite du marxisme se présentait dans le parti social-démocrate fut celle de la tendance *économiste* que Lénine combattit à fond avec l'*Iskra* et dans la préparation laborieuse du fameux congrès de 1903 (Bruxelles-Londres) qui déboucha sur la distinction entre bolcheviks et mencheviks, mais sans encore de scission formelle en deux organisations.

Un manifeste des *économistes* fut lancé en 1899 ; Lénine leur répondit immédiatement par une réunion de dix-sept militants déportés en Sibérie qui se prononcèrent pour la condamnation de ce groupe et son élimination du parti.

Les économistes soutenaient que l'on ne devait accorder de l'importance qu'à l'organisation économique et aux conquêtes matérielles des ouvriers dans la lutte contre les capitalistes pour l'amélioration des conditions de travail. Ils dépréciaient la lutte politique dans ses objectifs et dans ses organismes. Ils tenaient pour secondaire, et en fin de compte inutile, la formation du parti politique ouvrier.

Nous pouvons comparer l'économisme russe à tous les mouvements occidentaux qui ont déprécié la tâche du parti, en remarquant cependant qu'il y a une grande différence historique : ces mouvements se posaient le problème dans les pays de capitalisme développé, et ils niaient le parti et la lutte pour le pouvoir avec pour objectifs les intérêts de classe du prolétariat. Nous en avons de nombreux exemples. Dans le pays classique du capital, l'Angleterre, le parti politique est un agglomérat d'organisations économiques, les Trade Unions, c'est-à-

dire les syndicats de métiers, et s'il est vrai qu'il participe aux élections et agit au parlement, d'un autre côté il manque de tout programme classiste et révolutionnaire et de toute délimitation théorique, et sa politique n'est pas une politique de lutte de classe mais de collaboration constitutionnelle. On a donc le labourisme ou ouvrierisme, ou syndicalisme *de droite* : l'Angleterre n'a jamais eu un grand parti politique marxiste d'opposition institutionnelle et sociale.

La dépréciation du parti politique en tant qu'organisation la plus importante de la classe travailleuse et en tant qu'organe de la future conquête révolutionnaire du pouvoir politique constituait le fond de la déviation des libertaires bakouninistes lors de la scission de la Première Internationale ; en vérité ces derniers allaient jusqu'à considérer comme trop autoritaires même les organisations syndicales et la méthode des

35. LA RÉVOLUTION MONOPOLE BOURGEOIS !

Mais les économistes russes ne voulaient pas de parti de classe *avant* même le renversement politique de l'absolutisme par la révolution bourgeoise. Ils affirmaient que la lutte économique intéressait le prolétariat, la lutte politique au contraire la bourgeoisie qui devait accomplir la révolution démocratique, tâche ne revenant pas aux ouvriers étant donné que leurs intérêts sont en opposition avec ceux de leurs patrons bourgeois... Thèse insidieuse parce qu'apparemment classiste, en réalité contre-révolutionnaire et absolument étrangère à la position dialectique de Marx. À toute époque et en tout

lieu, tout « compromis théorique » entre bourgeois et prolétaires (pire encore entre prolétaires et petits-bourgeois) doit être refusé et condamné. Mais la concomitance et, à condition qu'elle soit clairement déclarée, l'alliance dans les mouvements *révolutionnaires* entre bourgeoisie et prolétariat (et d'autres classes tant qu'elles sont antiféodales), est un problème qui doit être résolu en fonction des aires géographiques et historiques, selon la ligne directrice que nous appliquons ici strictement.

L'économisme, qui semblait détester les alliances avec la bourgeoisie, ouvrait la voie à l'opportu-

nisme antirévolutionnaire : réticent à entrer dans la révolution antitsariste, il aurait fini à son tour par devenir réticent à entrer dans tout mouvement révolutionnaire et toute dictature révolutionnaire. Il ne voulait pas donner un coup de main à la bourgeoisie dans un mouvement insurrectionnel ; il aurait fini par le faire quand elle serait parvenue au pouvoir démocratique.

C'est là une autre étape puissante de la construction bolchévique qui n'est pas simplement la lutte contre toutes les *nuances* d'opportunisme en Russie mais qui est aussi un secteur de la lutte historique et mondiale du marxisme contre tous

les révisionnismes, à toute latitude, longitude et date de passage sur le cadran universel.

Dans *Que Faire ?* Lénine mit pour toujours au point ces trois questions : 1) Le caractère et le contenu essentiels de notre agitation politique. 2) Le travail pour l'organisation de classe du prolétariat. 3) La création d'un parti politique prolétarien unique pour toute la Russie et dirigé centralement. Sur le premier point la réponse est crûment : non pas désintéressé, mais soutien à la révolution bourgeoise démocratique, au caractère antiféodal et antidynastique, *même si elle s'arrête à cela*.

36. QUESTION D'ORGANISATION

Au moment de rappeler les lignes essentielles de la division des marxistes entre mencheviks et bolcheviks, sur laquelle on a tant écrit mais que l'on a peu éclairée, notons que la chose nous intéresse surtout pour le problème de la « tactique » et, mieux encore, pour le problème historique de l'action du parti de classe dans la situation : « attente de révolution bourgeoise ». Cette question est importante tant pour comprendre le processus révolutionnaire russe en expliquant son point d'arrivée actuel et la structure sociale actuelle en Russie (nous en tirerons la preuve que la double attente n'a été satisfaite que sur un seul point, la construction, en cours, d'une société capitaliste, et non celle d'une société socialiste, alors que la *double* bataille révolutionnaire a, elle, été livrée) que pour un autre objectif (qui une autre fois formera un thème de notre travail) : celui de faire le bilan du *transfert* dans le domaine international et dans les domaines de capitalisme développé des *leçons* de ce développement russe. C'est dans ce domaine que le léninisme, et Lénine lui-même, dans des limites à bien préciser, ont rencontré des insuccès et des obstacles que le style à la mode d'aujourd'hui appellerait des *erreurs*.

Pour la méthode marxiste l'erreur et ... le fait de mettre dans le mille sont deux choses qui doivent toutes les deux arriver par néces-

sité. De nombreuses batailles, de nombreuses guerres entre États et de nombreuses guerres sociales ont été gagnées « en se trompant ». C'est le petit-bourgeois radoteur qui n'a qu'une seule mesure pour crier ses louanges : le succès.

Avant de venir aux divergences sur la tactique entre les deux ailes du parti russe que Lénine dès le départ qualifie exactement de révolutionnaire et d'opportuniste (tout en notant également que toutes les personnalités dont les noms remplissent l'histoire changèrent plusieurs fois de côté, et que les deux fameux

termes *bolcheviks* et *mencheviks* veulent seulement dire : majoritaires et minoritaires, alors que le rapport numérique se renversa également plusieurs fois) nous ne pouvons cependant pas ne pas rappeler que les premières divergences portèrent sur le problème de l'organisation du parti. *Que faire ?* est dédié en majeure partie à cette question (1902). La question politico-historique est traitée dans *Un pas en avant, un pas en arrière*, publié en 1904, qui fait le bilan du congrès de 1903 où les bolcheviks l'emportèrent seulement dans les élections aux postes de direction, des charges, et perdirent sur les autres points, et *Deux tactiques*, écrit en 1905, en plein mouvement révolutionnaire.

La question d'organisation, mis à part les caractères propres à une période d'illégalité et de réaction policière féroce (qui peut tout aussi bien se produire dans des pays et des périodes de capitalisme développé), revient à traiter le problème de la nature du parti, des rapports entre parti et classe ; et nous avons consacré à ce problème – en montrant l'orthodoxie marxiste parfaite de cette position et de celles de la gauche italienne – d'autres écrits dans ce journal et dans d'autres réunions depuis la première tenue à Rome. Nous n'y reviendrons pas davantage.

37. CONDAMNATION DES « AUTONOMIES »

On doit toutefois relever qu'une analogie absolue, que Lénine rend évidente dans de nombreux passages, s'établit ici avec l'opportunisme occidental. Le fameux article I des Statuts, à propos duquel se déroula la plus grande bataille, établissait que pour adhérer au parti il était nécessaire d'appartenir à l'une de ses organisations de base. Apparemment il semble que Lénine distinguait entre les simples militants du parti et les « révolutionnaires professionnels » dont les groupes plus restreints formaient l'ossature dirigeante. Nous avons montré plusieurs fois qu'il s'agit ici du réseau *illégal* et non de la superposition au parti d'un appareil bureaucratique de personnes rétri-

buées. *Professionnel* ne signifie pas non salarié mais personne se consacrant à la lutte du parti par adhésion volontaire, désormais détachée de toute association luttant pour la défense d'intérêts collectifs, même si celle-ci reste la base déterminante de la naissance du parti. Toute la portée de la dialectique marxiste réside dans ce double rapport. L'ouvrier est révolutionnaire par intérêt de classe, le communiste est révolutionnaire pour le même objectif mais il s'est élevé au-dessus de l'intérêt subjectif.

C'était Martov qui prétendait que l'on pouvait être membre du parti **sans** faire partie d'une de ses organisations de base, de façon que les chefs politiques et intellectuels

Russie et révolution

– chose différente des agents illégaux – puissent établir un lien direct entre leur personne et le parti, comme centre, ce que Lénine interdit.

Il faut noter qu'on débattait justement dans ces années la même question dans les partis européens. En Italie, alors que les éléments de gauche travaillaient à épurer les sections de base des éléments intellectuels, ou intellectueloïdes, politcards et opportunistes par super-électoratisme, les statuts toléraient encore l'inscription « auprès de la direction du Parti » qui repêchait ces épaves sans tenir compte de l'avis des camarades et de la majorité des travailleurs qui les avaient bien connues. Tout cela se faisait à de vulgaires fins parlementaires, en admettant qu'un député, qui n'était

pas élu comme candidat du parti, pût cependant « s'inscrire au groupe parlementaire » qui prétendait jouir de son autonomie et délibérer en son sein de la conduite à tenir. La gauche finit par obtenir avant la guerre que ces autonomies fussent abolies et que toute l'action du parti comme celle de chacun de ses membres particuliers soit dirigée par la direction élue par les congrès, le comité central.

Ces thèses sont exactement les mêmes que celles que nous trouvons chez Lénine dans ses démolitions cinglantes de la « liberté de critique », de l'*autonomisme*, des vaines protestations des opportunistes, avérés ou en incubation, contre la *discipline*, contre le « dogmatisme théorique », etc.

bourgeois ou petits-bourgeois.

Les thèses des marxistes radicaux sont précises sur ce point. Elles ne se réduisent pas au cas linéaire facile de la lutte moderne entre prolétariat et bourgeois. Dans cette dernière il est indiscutable que les limites théoriques et organisatives ne doivent pas être franchies et pas davantage les limites tactiques : on marche seul, on refuse des alliés en règle générale – ce n'est pas un principe philosophique mais seulement une règle historique.

Mais dans la période vécue par les bolcheviks, au milieu de difficultés terribles, lors de la période *bilinéaire*, il n'est pas facile de défendre une limite rigide de la tactique, c'est-à-dire de la pratique politique, de l'action matérielle ; il faut la franchir plusieurs fois et dans des sens différents (exemple : boycotter une Douma, entrer dans une autre ; admettre au gouvernement le parti S.-R. puis le mettre hors la loi, etc.). Alors il devient véritablement ardu de saisir et de défendre solidement, pendant vingt ans, la position selon laquelle, malgré toutes les manœuvres que l'histoire impose, les limites théoriques et les limites d'organisation doivent être féroce ment défendues contre toute rupture.

38. SPONTANÉITÉ ET CONSCIENCE

Puisqu'elles servent de transition à la question de la tactique, rappelons les thèses de ce précieux petit chapitre intitulé « La spontanéité des masses et la conscience de la social-démocratie », où il vaudrait désormais mieux écrire non plus *social-démocratie* mais *parti communiste*, les mots n'étant que des symboles commodes et passagers.

La question est grave. A notre époque bourgeoise l'action du parti de classe est linéaire et, si l'on veut, *monolinéaire* : elle est dirigée contre l'ordre capitaliste avec les seules forces du prolétariat. Au temps de Lénine elle était *bilinéaire*, c'est-à-dire qu'elle était dirigée contre l'ordre féodal despotique et contre le capitalisme, présent comme rapport économique-social mais pas encore comme pouvoir d'État. La phase historique des alliances interclassistes n'était pas close et c'était même le problème numéro un. Non seulement malgré cela mais plutôt à cause de cela, le parti devait avoir non pas une frontière élastique et indistincte, facile à traverser et retraverser, mais des frontières de fer sur la doctrine et l'organisation à opposer tant aux ennemis déclarés qu'aux fameux *compagnons de route* transitoires. On peut lutter dans la rue à leurs côtés mais l'on doit d'autant plus s'en méfier et les

critiquer sévèrement dans leurs positions idéologiques et dans leurs organes associatifs. Voilà la position de Lénine, voilà, strictement identique, celle de Marx quand il pousse en avant à coups de fouets les révolutions bourgeoises, la russe surtout, et quand en même temps il déchiquette les fausses théories et les basses manœuvres des partis qui les conduisent et de leurs chefs

39. MASSES ET PARTI

Donc *spontanéité de la masse, conscience du parti*. Outre le mot social-démocratie, Lénine accepterait de supprimer également le mot *conscience* dont on a abusé et contre lequel il s'est battu comme un lion plusieurs fois. Au congrès de 1903 il parla peu sur le projet de Plekhanov, avec lequel il était d'accord contre les innombrables amendements proposés par l'archidroitier Akhimov qui braillait : Ici les concepts de Parti et de Prolétariat sont toujours opposés ! Le premier comme collectivité active, causale, le second comme moyen passif sur lequel et à travers lequel opère le Parti ! On utilise le nom de parti comme sujet, au *nomina-tif*, celui de prolétariat comme objet à l'*accusatif* (Akhimov écrivait au génitif, Wolfe écrit en anglais,

langue sans déclinaison, et il observe qu'en russe génitif et accusatif ont la même désinence) ! Wolfe a un credo non marxiste (en fait, il croit sérieusement *être* marxiste) mais il se situe entre l'idéaliste historique et le libertaire, et il persiste à voir à tout instant des contradictions entre des moments éloignés de l'œuvre de Lénine là où il n'en existe pas du tout. Il note ici : cette critique grammaticale fit rire mais parmi ceux qui riaient beaucoup vécurent assez longtemps pour voir qu'il s'agissait d'un sens profond, non symbolique. Et il ose dire qu'en effet, le bolchévisme exerça la pression du parti *sur* le prolétariat.

Lénine dans ce premier débat laissa donc Plekhanov se battre tout seul, mais nous avons déjà appelé

comment il réagit au mot *conscience*. Dans un passage où était cité parmi les contradictions du capitalisme « la croissance de l'insatisfaction, de la solidarité et du nombre des prolétaires », on proposait d'ajouter « et de la conscience ». Ce n'est pas une amélioration dit Lénine, au contraire, cela donne l'idée que le développement de la conscience est quelque chose de spontané. « *En dehors de l'influence du parti, il n'existe pas d'activité "consciente" des travailleurs* ». C'est pesant, mais c'est ainsi.

Donc l'action des prolétaires est *spontanée*, dans la mesure où elle naît des déterminations économiques, mais elle n'a pas pour condition la « conscience », ni dans l'individu, ni dans la classe. La lutte de classe physique est un fait spontané, non conscient.

La classe parvient à sa conscience seulement quand en son sein s'est formé le parti révolutionnaire qui possède la connaissance théorique, fondée sur le rapport de classe réel, propre en fait à tous les prolétaires. Les prolétaires ne pourront cependant jamais en posséder la connaissance véritable – c'est-à-dire la théorie – ni comme individus, ni

comme totalité, ni comme majorité, tant que le prolétariat sera sujet à l'éducation et à la culture bourgeoises, c'est-à-dire à la fabrication bourgeoise de son idéologie, autrement dit jusqu'à ce que le prolétariat triomphe ... et cesse d'exister.

En termes exacts, il n'y aura donc jamais de consciences prolétariennes. Il y a la doctrine, la connaissance communiste, et celle-ci se trouve dans le parti du prolétariat, non dans la classe.

Nous dirons volontiers connaissance, doctrine, théorie, à la place de *conscience*, parce que par conscience on a l'habitude d'entendre une activité subjective de la personne ; cette acception amène à conclure faussement que, de même que le parti est conscient d'une action qui dans le prolétariat est *inconsciente* (spontanée, non précédée de délibération), de même le chef du parti est celui qui *injecte* dans celui-ci la conscience dans le parti : ce serait une imbécillité gigantesque, dont les conséquences autocratiques épouvantent des gens comme Wolfe, qui insère dans les pages de son récit senti et très brillant la fable des « *Trois qui firent une révolution* » – Lénine, Trotsky, Staline (2).

40. LUTTE POUR LA DÉMOCRATIE ET PROLÉTARIAT

Déjà, cependant, on trouve dans *Que Faire ?* différents passages et tout un paragraphe qui nous servent à clarifier la position sur le problème historique « contingent » de l'appui à la démocratie. Il semble à Wolfe que ce groupe d'individus, enfermé dans une salle à Londres et dont les membres se disputaient avec acharnement sur des nuances de phrases, était terriblement éloigné de la réalité de la lutte qui éclatait en Russie. Et pourtant Lénine a consacré tout un travail analytique ultérieur (*Un pas en avant, deux pas en arrière*) à l'analyse des épisodes, en apparence byzantins, de ce long congrès. Aurait-ce été du temps perdu, un tour à vide ? En vérité, dans ce dé mêlage de la voie révolutionnaire des oscillations opportunistes, de temps à autre brille avec éclat la vive puissance de l'événement futur, de dix, vingt, trente ans après.

Cette question de l'appui à la démocratie est vue de façon diamétralement opposée par les deux ailes, par les deux « âmes » du congrès. Par exemple Lénine rapporte que le camarade Possadovski (un membre de la gauche), à un certain moment, « soulève le problème d'une sérieuse divergence dans la question fondamentale de la *valeur absolue des principes démocratiques*. Avec Plekhanov, il en nie la *valeur absolue* ». Immédiatement, les droitiers, les *anti-iskristes*, les chefs, comme dit Lénine d'une manière peu cérémonieuse, du *centre*, du *marais*, protestent violemment contre l'orateur. C'est un des exemples avec lequel Lénine, avec sa puissante analyse, élabore dans ce flot d'avis, de changements capricieux de positions, et même de nervosité excessive (comme cela se vérifie dans certaines séances secrètes de parti,

pour qui en a fait l'expérience) la synthèse lumineuse de la scission en deux termes inconciliables, entre ceux qu'il appelle de façon colorée les *jacobins* et les *girondins* du parti ; lui, on le comprend, est jacobin ! Ce sont les séances au cours desquelles sa femme raconte que, durant une ardente intervention de Lénine, Plekhanov, admiratif, lui aurait murmuré : c'est de cette étoffe que l'on fait les Robespierre.

Eh bien cette formule du camarade Possadovski, oublié depuis, vit toujours un demi-siècle après, et nous sépare par exemple du sympathique Wolfe, qui place dans son *Credo*, en épigraphe à son livre, des citations de saveur historico-idéaliste et qui décrit au long des pages l'alternance d'un Lénine féroce et cynique et d'un autre qui croit que le socialisme réside tout entier dans les « limites sacrées » de la liberté ; Wolfe donc se range parmi ceux qui admettent « la valeur absolue du principe démocratique », absolue, c'est-à-dire au-dessus des époques et des classes. Alors que nous, nous considérons le socialisme comme la négation du principe démocratique, dont la valeur n'est ni éternelle ni absolue, mais seulement bourgeoise et individualiste, tout en défendant historiquement la thèse selon laquelle le parti russe et Lénine *devaient* appuyer la lutte pour la démocratie, qui en substance est la lutte pour le capitalisme et rien d'autre.

Dans cette situation historique le communiste peut, et même doit donner pour la démocratie jusqu'au dernier morceau de sa propre chair. Il trahit s'il permet à celle-ci d'effacer la moindre partie de la Doctrine du Parti. Dans le premier cas, au moment historique adéquat, il ira au-delà de la démocratie et la piétinera avec le même enthousiasme qu'il l'avait soutenue. Dans le deuxième cas il se trouvera, prisonnier des limites – posées inconsciemment – les plus contre-révolutionnaires qui soient, en s'étant lié les mains et en

(2) « Three Who Made a Revolution », ouvrage de Bertram D. Wolfe, paru en 1948.

ne les déliant que pour la réaction bourgeoise, afin de ne pas violer la

mystique imbécile de la *valeur absolue du principe* de liberté.

41. FORMULES MAGIQUES DE LÉNINE

On ne lit pas sans « clé » et il faut fuir le piège des citations décochées par surprise, non reliées comme nous le faisons systématiquement sur le *Fil du temps*. Il faut comprendre quelle part de chaque passage, et presque de chaque proposition, sert à préserver notre position dialectique des pompeuses métaphysiques des *absolus*, et quelle part vise à l'appui pratique, dans l'action, qu'il faut accorder, au moment opportun et avec l'effet opportun, au mouvement et à l'objectif qui ne sont pas les nôtres mais qu'il est important de voir se dérouler et se réaliser.

Nous prenons donc le paragraphe de Lénine comme une étape pour prouver que jamais ce mouvement, que nous appelons nous-mêmes par son nom, n'hésita ni ne louvoya entre la suggestion d'une « valeur absolue » philosophique, et la tentation vulgaire de s'en débarrasser, dans le seul but de vaincre au plus vite, pour la joie du « pouvoir ».

Formules difficiles à lire, à comprendre et à appliquer parce que, dans la période de l'histoire à deux branches, et de la lutte sur deux fronts, elles se lisent de deux manières et avec deux sons qui contrastent et s'harmonisent, à tel point que, en flirtant avec Marx, nous les appelons magiques, au risque d'entendre quelque imbécile dire, comme tant de fois, que nous sommes pour un parti d'initiés, ou d'apprentis sorciers.

Eux, qui dupent et arnaquent le prolétariat paraissent toujours simples, faciles, fluides et d'une banalité souriante. Concédonsons-leur que Lénine, dans ses formulations, était l'as de la clarté liée à la profondeur, faisons nous aussi un peu la cour à l'exemplaire être humain d'exception, pourvu que reste gravé le dégoût pour la transparence liquide obtenue en adoptant la gélatineuse absence d'ossature du mollusque.

Les « économistes » avaient dit hypocritement : en donnant des

« mots d'ordre » d'agitation politique antitsariste, et donc démocratique, la conscience socialiste des ouvriers ne se développe pas, parce que « le cadre est trop limité » : la lutte contre la bourgeoisie y est en dehors. Ce n'est au contraire que de la seule lutte économique contre le patron que provient cette conscience.

Lénine « utilisera volontairement une formule rude, tranchée, simplifiée » : « la conscience de classe ne peut être apportée à l'ouvrier *que de l'extérieur*, c'est-à-dire de l'extérieur de la lutte économique, de l'extérieur de la lutte entre ouvriers et patrons (l'as-tu jamais lu, Antonio Gramsci ?). Le seul domaine dans lequel il est possible d'atteindre cette conscience est celui des

42. LE PASSAGE DIFFICILE

Tant que la bourgeoisie elle-même, avec sa constellation *populaire*, faite d'artisans, de paysans, et même de boutiquiers, et ainsi de suite, a un *pont historique* révolutionnaire à traverser dans la lutte contre le pouvoir féodal et dynastique, les socialistes n'hésiteront pas à travailler parmi les bourgeois et les petits-bourgeois, dans le but d'exacerber cette opposition, de hâter le passage sur ce pont, les armes à la main.

Ce n'est que dans le complexe de ces exigences historiques, dans la phase *composite*, qu'il est possible d'arriver à une orientation pour la classe ouvrière capable de l'amener à la lutte ultérieure non seulement contre les alliés capitalistes actuels mais aussi, au moment opportun, contre leur cortège de classes moyennes.

Le sens moins immédiat de tout cela, qui est valide dans tout le cours historique, est le suivant : s'appuyer uniquement sur le rapport syndical entre ouvrier et patron ne conduira jamais à la force politique de classe qui ne se réalise que dans le parti dans la mesure où celui-ci parvient

rapports de *toutes* les classes et de toutes les couches de la population (osons ajouter : de toutes les époques) avec l'État et le gouvernement, le domaine des rapports réciproques de *toutes* les classes ». « Pour donner aux ouvriers des connaissances politiques, il ne suffit pas de donner la réponse qui presque toujours contente les militants, surtout quand ils tendent à l'économisme : *aller aux ouvriers*. Les communistes doivent aller dans *toutes les classes de la population* ».

Ceci, dit Lénine, permet d'établir la différence entre le vulgaire trade-unionisme et la politique communiste (comme d'habitude : social-démocrate). Il est évident qu'il y a ici le risque de lire de travers, surtout si l'on ne se relie pas à toutes les formulations ultérieures des écrits sur la lutte contre le pouvoir tsariste, pour une démocratie élective, pour une république même *bourgeoise*.

à dominer dans sa vision toute la ligne de l'histoire. C'est une illusion de croire qu'immédiatement, spontanément, un travailleur devient un militant de la révolution parce qu'il s'est rendu compte de l'opposition de ses intérêts particuliers avec ceux de son employeur : il ne le sera que lorsque, dans un domaine non restreint, il recevra, dans le parti et du parti, la vision d'un *grand cours* que des millions d'hommes traversent et qui conduit tous les pays de vastes continents au socialisme.

Pour un telle *conscience* les données du duo de deux personnages et d'une seule révolution ne suffisent pas. Chez Lénine les révolutions sont deux et les personnages trois, principalement parce qu'il en était ainsi dans la Russie de son temps, et aussi en substance dans toute l'aire où se meut la révolution et qui, aujourd'hui encore, comprend, il serait insensé de l'ignorer, les immenses populations de l'Orient.

Formé à cette école formidable, le prolétariat russe pour avoir combattu de façon décisive dans la révolution bourgeoise démocratique,

et également pour s'en être mis directement le poids énorme sur les épaules, en dirigeant lui-même vers les objectifs bourgeois les sous-classes populaires, nées pour faire des soldats mais non des capitaines de l'histoire, parvint à ne pas subir « les valeurs absolues du principe démocratique » quand il s'agit d'ériger sa dictature comme force « pure ».

Cela aurait été un miracle s'il n'avait pas été arrêté par le terrible embourgeoisement des travailleurs des pays capitalistes qui luttèrent

dans une situation *unilinéaire* et qui avaient face à eux une démocratie qu'il ne fallait plus aider à naître.

Le prolétariat russe est allé toujours de l'avant. Son exemple, employé à contretemps, a été mal transféré dans la lutte en Occident, où malheureusement le mouvement opportuniste a entraîné les masses à marcher à reculons et les a de nouveau plongées dans la superstition de l'absolu démocratique.

Longue sera la totale reconstruction.

43. LA PERSPECTIVE HISTORIQUE

En ayant recours aux œuvres de Lénine de la période initiale, le problème historique – l'arrivée de la révolution bourgeoise vue par le parti de la révolution prolétarienne – dont nous sommes sur le point de compléter le cadre, a été développé pour une situation (comme Lénine lui-même le relève) originale dans l'histoire, même par rapport à l'autre exemple classique de l'Allemagne avant 1848, dont Marx et Engels eurent déjà donné un tracé et un cadre complets.

En effet avant que le mouvement révolutionnaire antiféodal ne soit arrivé à maturation, le parti existait déjà avec sa propre théorie originale le distinguant de tous les autres et également avec une organisation complètement indépendante.

Dans les travaux de la période 1898-1904 Lénine (sur la ligne ferme de la systématisation théorique déjà donnée par Plekhanov lors de la décennie précédente) consolide les questions du rapport entre classe et parti et de l'organisation du parti ; et il œuvre, comme il le fera également par la suite, à la « délimitation », c'est-à-dire à l'épuration incessante du parti lui-même, en en rejetant insuffisances et opportunistes.

Avec la montée de la vague de 1905 et d'une période de luttes politiques brûlantes, aux exigences de la fermeté de la théorie et de l'organisation s'ajoute celle de la stratégie révolutionnaire qui inévitablement donne lieu, non seulement à des dissensions, mais à deux positions opposées. Sans se laisser

troubler par l'urgence de l'action, Lénine, loin de voiler l'opposition, s'emploie à en disséquer le contenu profond et à en démontrer le caractère irrémédiable.

Les questions qui divisent le camp des « sociaux-démocrates », c'est-à-dire des marxistes russes, sont au nombre de deux ; ou mieux, les différentes questions tactiques se réduisent à deux questions principales : la ligne à suivre envers le mouvement antitsariste bourgeois et celle à suivre envers le mouvement paysan.

Le matériel que le mouvement russe nous fournit est immense, mais la difficulté à s'en servir l'est tout autant, surtout si l'on oublie de toujours rapporter les solutions des bolcheviks, en opposition à

celles des opportunistes de tout bord, au moment historique donné et au cadre des forces sociales et des formes économiques que nous avons cherché à tracer dans tout ce qui précède. Pour ne jamais oublier les points d'orientation : régime despotique féodal encore sur pied ; formation avancée du capitalisme et prolétariat industriel ; existence du parti prolétarien solide en doctrine et distinct en organisation ; et donc pour conjurer le déferlement de fausses extrapolations à des situations radicalement différentes, nous rejetons (comme le lecteur l'a bien compris) la méthode oblique des citations « glanées » sans ordre ni critères de faits et de textes, et nous poursuivons l'analyse systématique d'exposés organiques, se rapportant organiquement à des épisodes déterminés du processus.

Comme nous l'avons fait dans la première partie pour le travail d'Engels sur les faits sociaux de Russie, nous en ferons de même dans cette partie finale pour deux petites œuvres de Lénine relatives à la révolution de 1905. L'une la précède, c'est *Deux tactiques de la social-démocratie russe* ; l'autre la suit, c'est *Le programme agraire de la social-démocratie russe* (1907). Inutile de dire combien ces deux questions s'interpénètrent étroitement.

44. LÉNINE ET LA QUESTION AGRAIRE

Dans notre étude sur la question agraire dans une série de *Fils du temps*, où nous avons repris à fond la théorie de Marx, nous nous étions réservés le soin de développer la partie relative à la Russie en utilisant de façon organique les œuvres de Lénine, comme nous l'avons fait pour le troisième volume du *Capital* et pour l'*Histoire des doctrines économiques*.

Dans cet exposé nous avons déjà rapporté des matériaux importants de Lénine qui prouvent son orthodoxie marxiste absolue, en utilisant les écrits de 1900 « contre les critiques de Marx ». Et nous avons également largement employé ses écrits fondamentaux contre les idées

et la pratique des populistes, qui portent toujours sur le problème agraire.

Dans l'œuvre de 1907, il ne s'agit plus seulement de la théorie – plusieurs fois rappelée et étayée par des citations de Marx – mais également du « programme immédiat » des bolcheviks à propos des revendications agraires de la Première Révolution.

Beaucoup de confusion régnait alors sur ce point essentiel, et nous avons déjà rappelé ce que disait Lénine : « *le défaut des débats du congrès de Stockholm réside dans le fait que les considérations pratiques l'emportent sur les considérations théoriques, les considéra-*

Russie et révolution

tions politiques sur les considérations économiques ». Nous avons dit aussi que Lénine justifiait la

chose par la coïncidence des séances du congrès et des violents mouvements de masse.

le masque constitutionnel.

À la conférence de Tammorfors de ce même mois de décembre les bolcheviks – qui en août avaient boycotté la précédente Douma de Boulyguine, purement consultative – décidèrent de boycotter également les élections à la Première Douma. Dans le même temps les socialistes-révolutionnaires s'étaient scindés en une droite de socialistes nationaux et une gauche favorable au boycott de la Douma, qui fut élue en mars.

À Stockholm en mai, le IV^e congrès (comme nous l'avons dit, à majorité menchevique) voit la majorité de la fraction bolchévique favorable à la tactique de la participation à la Douma (où le groupe est composé seulement de mencheviks) mais pour des considérations bien différentes.

Cependant le tsar avait dissous la première Douma législative en convoquant les élections pour la deuxième qui s'ouvrit en mai 1907, peu de temps avant le V^e congrès où les bolcheviks l'emportèrent.

Le conflit entre les deux fractions était également évident dans la question parlementaire, et il n'était pas très différent de celui qui existait alors en France et en Italie. Les mencheviks étaient pour le bloc avec les *cadets*, libéraux bourgeois, jusqu'à former avec eux un gouvernement ; les bolcheviks dénonçaient le parti cadet comme un ennemi du prolétariat et de la révolution démocratique elle-même, et admettaient des ententes transitoires seulement avec les populistes et les socialistes-révolutionnaires, en maintenant fermement leur critique de ces mouvements petits-bourgeois.

Ce n'est pas le moment de traiter de la question que l'on appela par la suite la « question parlementaire ». Il suffit de noter que la ligne tactique revendiquée alors par Lénine avait été exposée avant la chute effective de l'absolutisme et après la fin de la période de lutte. Par rapport à celle-ci, la situation était bien différente dans les parlements européens des États pleinement démocratiques jusqu'à 1914, où la lutte de classe entre ouvriers et capitalistes restait *pacifique*. Une situation encore très

45. BRÈVE PARENTHÈSE HISTORIQUE

Rappelons que le II^e congrès du parti se tint en 1903 à Bruxelles et à Londres ; s'y opposèrent les deux fractions, celle des bolcheviks et celle des mencheviks : les premiers l'emportèrent dans les élections au Comité Central, mais l'*Iskra*, le célèbre journal de Lénine, passa aux seconds (*Nouvelle Iskra, néo-iskristes*). En avril 1905 le III^e congrès du parti, officiellement uni (P.O.S.D.R.), fut tenu par les bolcheviks à Londres, alors que les mencheviks réunissaient une conférence à Genève. Le IV^e congrès du parti eut lieu en avril 1906 à Stockholm. Entre ces dates, comme nous le savons, se déroulèrent les luttes gigantesques de la première révolution russe.

Puisque, l'exposé de notre thème présent se termine par l'examen des questions centrales, nous compléterons ce qui ne saurait être une véritable chronologie en rappelant que la période pré-révolutionnaire (de la guerre perdue contre le Japon et la Première Révolution à la guerre mondiale et la Deuxième Révolution) présente dans la vie du parti, qu'il convient d'appeler le parti de Lénine, les étapes suivantes : au IV^e congrès de Stockholm, le parti se réunifie et les mencheviks sont en majorité ; le V^e congrès se réunit à Londres en mai 1907 et les bolcheviks se retrouvent en majorité. Ce fut le dernier congrès du parti jusqu'à 1917.

La conférence de Prague de janvier 1912 fit cependant date dans la vie du parti ; les bolcheviks constatèrent que les divergences étaient dans les faits devenues irrémédiables et ils exclurent les mencheviks

du parti. Toutes les autres fractions, y compris le groupe de Trotsky, désavouèrent cette conférence, lors des réunions de Paris en mars et de Vienne en août.

Il ne nous intéresse pas ici de suivre la valse des noms et la longue polémique posthume sur les mérites et les démérites qui se rattache peut-être davantage à une autre question, celle des dissensions sur la tactique dans la Troisième Internationale : une falsification organisée a jeté sur tout cela d'épaisses ombres artificielles. Selon Trotsky, très doué pour de telles reconstructions mais qu'on a mis à mort pour le faire taire, en août 1914 la guerre en balayant et jetant tout dans la fournaise, détermina un alignement de tendances nouveau et original et traça une barrière entre la « répartition » des groupes et des personnes avant et après ce tournant crucial.

Cela n'a pas grande importance et il nous suffit d'indiquer qu'en substance la situation historique à la veille de 1905 se représente avec les mêmes lignes essentielles à la veille de 1917 : classes et partis sont identiques et la même situation de guerre et de défaite se répète.

La façon de poser dès les années de lutte 1905-1907 la question constitutionnelle et la question agraire dans la puissante continuité théorique qui est selon l'opinion générale personnifiée par Lénine, mais qui est un patrimoine impersonnel du marxisme, du mouvement communiste, détermina les deux *lectures*, avant et après les faits, de la question de la Révolution.

rection triomphante et alors que le soviét de Saint-Pétersbourg assumait déjà des fonctions de gouvernement national. Mais le 30 décembre l'insurrection était écrasée à Moscou, la légalité triomphait sous

46. CONTRE-RÉVOLUTION ET RÉVOLUTION

Le 17 octobre 1905 le fameux Manifeste du tsar « concédait une constitution » en fixant les élections à la Première Douma et en nommant Witte premier ministre. Cela arrivait sous la pression de l'insur-

différente, d'une phase plus avancée, se fit jour dans les pays démocratiques occidentaux après l'ouragan de la grande guerre quand – comme en Italie – le prolétariat se dressait tout entier avec

un potentiel de classe très élevé, et où il fut submergé, non par les légions des chemises noires mais par la soumission moutonnaire du troupeau traîné aux urnes par le socialisme électoraliste.

dont prit acte définitivement la conférence de Prague de 1912 citée plus haut.

Lénine lutta également durant cette période contre les *otzovistes* qui voulaient boycotter la troisième Douma inaugurée le 14 novembre 1907, et qui demandèrent par la suite le rappel des députés. Cette Douma dura jusqu'à 1912 où en octobre la quatrième et dernière fut élue.

Il est indiscutable – et nous le disons d'autant plus que nous méprisons froidement toute la clameur vulgaire faite en spéculant sur les textes et les positions de Lénine en la matière – qu'une possibilité de stérilisation du marxisme du fait d'un gauchisme creux qui consiste à fermer les yeux pour ne pas voir au-delà de l'étroit secteur où évoluent les deux seuls personnages du travailleur salarié et du patron capitaliste, et à nier le reste de la société. Il s'agit d'un syndical-labourisme à prétention de gauche qui reste en deçà du marxisme. La puissance de la vision marxiste réside dans le fait qu'elle se place à tout moment face à toute la société, face à tout le monde habité par l'espèce humaine, et de plus, face à toute l'histoire.

47. LA RÉACTION DE STOLYPINE

Le tsar ne tarda pas à dissoudre également la IIe Douma en appelant au pouvoir Stolypine alors que les 64 députés sociaux-démocrates prenaient le chemin de la Sibérie. Il s'ensuivit des années de répression, très dures pour le parti.

Lénine manifesta une grande estime à l'égard de Stolypine pour sa réforme agraire, complétant la fausse émancipation de 1861. À des fins politiques réactionnaires, Stolypine encouragea l'évolution des campagnes vers des formes résolument bourgeoises, en calculant qu'une agriculture plus riche aurait brisé la révolution en accélérant l'évolution vers le paysanpropriétaire que Lénine prévoyait aussi clairement que lui. Il accéléra la liquidation des dernières communes, favorisa la concentration de la terre entre les mains des paysans riches qui la géraient avec une main d'œuvre salariée ; en un mot il œuvra pour la domination de l'économie marchande et du capitalisme. En 1908 Lénine écrivait : « La constitution de Stolypine et sa politique agraire marquent une nouvelle phase de l'effondrement du vieux système tsariste semi-patriarcal et semi-féodal, un nouveau pas vers sa transformation en une monarchie des classes moyennes. Si cela continuait longtemps nous pourrions être contraints de *renoncer à tout programme agraire*. Ce ne serait qu'une vide et stupide phraséologie démocratique de dire que cela est impossible en Russie. C'est possible ! Si la politique de Stolypine se poursuit, alors la structure agraire de la Russie deviendra pleinement bourgeoise, et toute "solution" de la question agraire, qu'elle soit radicale ou non, deviendra impossible *sous le capitalisme* ».

Stolypine, lui, voulait réaliser la réforme agraire pour éviter que le heurt entre paysans pauvres et pro-

priétaires féodaux et semi-féodaux ne prenne la forme d'une révolution agraire qui, dans la doctrine qui est la nôtre et celle de Lénine, est une révolution *bourgeoise*, ce que Lénine en bon marxiste avait alors mille fois raison d'espérer.

La phase difficile que le parti marxiste traversa par la suite fut caractérisée par une nouvelle sélection interne.

Sous le poids de la réaction déchaînée, l'aile droite, renouvelant les fastes du marxisme « légal », proposa la *liquidation* du parti en tant qu'organisation illégale et insurrectionnelle, et même la liquidation de son autonomie puisque les mencheviks voulaient le dissoudre dans un parti plus grand, mi-labouriste, mi-populaire, mixture de toutes les idéologies. Lénine résista résolument à la vague des liquidateurs de droite et il les mit hors du parti, situation

48. MARXISME ET PROGRAMME AGRAIRE

Après l'apport d'autant de matériaux, des citations suffiront pour démontrer que Lénine ne s'est jamais éloigné de la théorie agraire définitive de Marx et combien est grossière et malhabile la formule suivante de l'« Histoire » bolchévique officielle : Lénine aurait ramené à la lumière d'*anciennes* idées de Marx et d'Engels sur la nécessité de combiner la révolution prolétarienne avec une insurrection de paysans en Allemagne (idées connues et évidentes puisqu'il s'agissait de travailler à la révolution *bourgeoise* en retard : 1848-1856. Il se peut que de nombreux socialistes de la période d'entre les deux siècles ne l'aient pas compris). Lénine, cependant, ne se serait pas simplement limité à les répéter, « il les *transforma* en une théorie harmonieuse (!) de la révolution socialiste en introduisant un nouveau facteur *obligatoire* (ces

italiques sont officiels) pour la révolution socialiste : l'*alliance* (idem) du prolétariat avec les éléments semi-prolétariens des villes (?) et des campagnes, comme une *condition* pour la victoire de la révolution prolétarienne ». (chap. III, n.4)

Lénine a passé son temps à démasquer les *conditions* de la révolution qui équivalaient à des éliminations de la révolution. Celle-ci est l'une des plus *liquidatrices* !

Nous venons de voir que même dans la Russie très arriérée, Stolypine aurait pu réussir à nous enlever « tout programme agraire » : c'est-à-dire tout *allié*. Selon cette doctrine, non seulement il aurait mis des obstacles à la révolution *bourgeoise* mais il aurait éliminé la révolution *socialiste* qui, si elle n'avait plus de programme *agraire*, aurait dû se défaire également de son *programme industriel* et, ayant perdu son allié

Russie et révolution

– *facteur obligatoire* – aurait dû démobiliser sa propre armée.

Et c'est justement cela qu'ils ont fait en Russie. Il n'y a plus qu'à faire parler Lénine. Quand nous di-

sons, nous pauvres idiots, que nous n'avons rien *transformé* du tout, cela compte peu. Qu'il le dise lui et que les grenouilles historiographes se taisent.

49. NATIONALISATION

« Même d'un point de vue strictement scientifique (nous sommes au passage cité sur l'erreur de sacrifier la théorie à la pratique), du point de vue des conditions de développement du capitalisme en général, nous devons absolument dire – si nous ne voulons pas être en désaccord avec le IIIe volume du *Capital* – que la *nationalisation de la terre est possible dans la société bourgeoise*, qu'elle favorise le développement économique, facilite la concurrence et l'afflux de capitaux dans l'agriculture, etc. »

« L'aile droite de la social-démocratie ne porte pas à son terme logique (comme elle l'affirme) la révolution démocratique bourgeoise dans l'agriculture parce que ce terme *logique* (et économique), en régime capitaliste, est seulement la *nationalisation de la terre* conçue comme abolition de la *rente absolue*. »

Rappelons notre exposé sur la question agraire, rappelons que les mencheviks étaient pour la « municipalisation », Lénine pour la « nationalisation », les populistes pour le « partage » – trois types de programmes agraires différents, mais (Lénine l'a répété cent fois) tous les trois *bourgeois et démocratiques*.

Nous avons besoin d'une révolution bourgeoise poussée à ses extrêmes conséquences, et nous sommes pour le plus avancé des trois programmes, le plus *grand-bourgeois*, la nationalisation. Le deuxième est petit-bourgeois, le troisième carrément réactionnaire.

En effet – nous sommes en 1907 – pour toute révolution **bourgeoise** un programme agraire est **obligatoire**.

Quand il s'agit uniquement de la révolution **socialiste** prolétarienne, nous nous foutons totalement des trois programmes. Surtout du premier qui est **obligatoirement bourgeois, capitaliste et mercantile**.

« Qu'est-ce que la nationalisation

de la terre ? » demande Lénine pour commencer. Il relève que l'on avait l'habitude de dire que tous les groupes populistes russes donnaient un tel mot d'ordre. Mais pour eux il était synonyme de *partage*. Il faut citer : « Le paysan a une seule revendication, pleinement mûrie, pour ainsi dire, dans la souffrance et par de longues années d'oppression, celle de rénover, consolider, stabiliser, étendre la *petite agriculture*, de la rendre dominante et c'est tout. Le paysan imagine seulement le passage dans ses mains des grandes propriétés foncières ; avec les mots d'ordre “la terre appartient à tout le peuple”, le paysan exprime l'idée confuse de l'unité, dans cette lutte, de tous les paysans en tant que masse. *Le paysan est guidé par l'instinct du propriétaire* auquel fait obstacle l'émiettement infini des formes actuelles de propriété foncière médiévale et l'impossibilité d'organiser la culture de la terre d'une façon qui réponde totalement à “ses” besoins de “propriétaires” ... et dans l'idéologie populiste ces aspects *négatifs* du concept confus de nationalisation prévalent de façon incontestable ».

Mais l'analyse marxiste est différente. « Même s'il existe la liberté la plus complète et l'égalité entre les petits agriculteurs installés sur “la terre de tout le peuple”, ou de personne, ou “de Dieu”, nous nous trouvons toujours face au régime de

la production marchande qui devient production capitaliste ».

« *L'idée de la nationalisation de la terre, ramenée sur le terrain de la réalité économique, est donc une catégorie de la société marchande et capitaliste* ».

« La nationalisation présuppose que l'État reçoive la rente des *entrepreneurs agricoles* qui paient un salaire aux ouvriers et retirent un *profit moyen de leur capital, moyen par rapport à toutes les entreprises, tant agricoles que non agricoles du pays* ».

Ici Lénine expose toute la théorie de Marx de la rente, différentielle et absolue, que perçoit la classe des propriétaires fonciers. Nous ne reviendrons pas sur tout cela.

Tous les terrains, même le plus mauvais, produisent une rente absolue ; elle est la conséquence de la propriété privée de la terre et la nationalisation l'abolit. Il resterait, passée à l'État la rente différentielle, conséquence du fait que le produit d'un terrain plus fertile se vend, pour des raisons de marché, au prix du produit du terrain le plus mauvais. Cette rente dépend de la forme marchande de la distribution : l'État peut l'encaisser, il ne peut pas l'abolir. Avec la nationalisation, les prix du blé baisseraient mais seulement de ce qui constitue la rente absolue (la partie la moins importante). Que l'État encaisse le même bas loyer de tous les fermiers capitalistes : il offrira à certains d'entre eux un surprofit variable en créant arbitrairement une nouvelle classe rentière, et le pain sera toujours cher, comme la civilisation bourgeoise et marchande le commande. En compensation les cure-dents coûteront moins cher.

50. MUNICIPALISATION

À ce propos un étrillage théorique tomba sur l'échine du menchevik Pierre Maslov qui, pour soutenir sa version du programme agraire – la municipalisation qui l'emporta à Stockholm – sur la municipalisation, reprit toutes les vieilles confusions pour dénaturer la théorie de la rente de Marx.

Si, comme Maslov le voulait, la

rente absolue est une vue erronée de Marx, et s'il n'existe qu'une rente différentielle, alors étatiser la propriété foncière est sans aucun effet. Selon Maslov, quelle que soit la rente, il importe seulement de voir s'il faut l'attribuer à l'État ou aux communes locales.

Lénine démolit ici la résolution de Stockholm qui visait à donner

aux communes les terres des propriétaires fonciers pour qu'elles les louent à des entrepreneurs, et à laisser une autre moitié des terres à la petite propriété foncière là où elle en avait déjà la possession. On aurait déjà ainsi divisé la population agraire en deux parties : propriétaires et fermiers de plus ou moins grandes étendues de la terre communale, avec la zone de résidence obligatoire dans la circonscription communale.

Cela donne l'occasion à Lénine de répéter toutes les thèses critiques de la propriété privée établies par le marxisme.

Nous nous contentons, toujours par souci de brièveté, de citer des formules qui confirment des thèses déjà illustrées à fond. « Le populiste pense que la négation de la propriété privée de la terre est la négation du capitalisme. C'est une erreur. La négation de la propriété privée de la terre est l'expression de la revendication de l'évolution capitaliste la plus pure ». « Marx tournait sa critique non seulement contre la *grande* mais aussi contre la *petite* propriété foncière. Dans des conditions historiques déterminées, la libre propriété de la terre du petit paysan accompagne nécessairement la petite production agricole ». Et ici Lénine dit que contre Maslov, à raison Finn partisan du partage entre les paysans qui travaillent directement la terre. Mais il ne faut pas oublier que toute libération de la terre la rend également libre d'être vendue et achetée. Et Lénine cite le passage de Marx sur lequel nous avons tant travaillé : « Un des maux de la petite exploitation agricole, quand elle est liée à la libre propriété de la terre, dérive du fait que le cultivateur avance un capital dans l'achat du terrain. Et l'investissement de ce capital liquide il le soustrait du capital employé à la culture ».

Nous ne répéterons pas non plus l'analyse de l'usure et de l'hypothèque qui ruinent féroce la petite exploitation privée au point que le cultivateur est dans un état pire que celui du petit fermier, et peut-être de l'ancien serf.

Mais le projet menchevik disait

que l'État doit aider les petites exploitations à l'aide de subventions et de prêts. Ici Lénine par une remarque puissante détruit toute la sale politique des maudits réformateurs agraires qui n'ont pas cessé de sévir en ruinant la terre, l'agriculture et les populations rurales : « L'État ne peut être qu'un *intermédiaire de la transmission de l'argent des capitalistes* ; et à son tour il ne peut obtenir de l'argent qu'en se tournant vers les capitalistes. Donc, même avec la meilleure organisation possible des subventions de l'État, la domination du capital n'est en aucune façon éliminée, et la question reste la même : sous quelle

forme le capital peut-il être appliqué à l'agriculture ? »

Tout le monde moderne est plein de questions résolues par les subventions de l'État ! La grande formule que nous venons de citer rappelle la nôtre, presque sérieuse, pour la « question méridionale » chère à ceux qui dans ce domaine se prétendent gramscistes. Trois revendications : N'exigez jamais d'impôts, ne donnez pas d'aides d'État, ne faites pas d'élections. Le Mezzogiorno italien *sortira de sa dépression*. Cela à propos des Lois Spéciales et des Caisses du Mezzogiorno, vampires de profit à capitaux extrarégionaux.

51. PARTAGE

Lénine se demande encore si la nationalisation ne conduira pas *sic et simpliciter* au partage brut. Il a dit que la *révolution bourgeoise* russe se trouve dans des conditions favorables, après avoir cité un autre passage de Marx, que nous avons déjà cité ailleurs : « Le bourgeois radical arrive en théorie à la négation de la propriété privée de la terre. Mais dans la pratique il lui manque le courage de le faire puisque l'attaque contre l'une des formes de la propriété serait très dangereuse également pour l'autre forme, la propriété privée des conditions de travail (Marx veut dire outils, machines, matières premières). De plus, le bourgeois a lui-même acquis de la terre ». Et Lénine comment : « Chez nous, en Russie, il y a un "bourgeois radical" qui n'a pas encore acquis de terre, qui ne peut craindre, aujourd'hui, une "attaque" prolétarienne. Ce bourgeois radical c'est le *paysan russe* ».

Voilà pour vous, les grenouilles. L'alliance avec le paysan est aussi *obligatoire* que celle avec le bourgeois radical. Ils se trouvent sur le même plan historique et social.

Or la nationalisation peut fort bien conduire au partage ; d'ailleurs,

dans l'abstrait, ils sont tous les deux *antisocialistes*. La théorie bien assurée, en avant. Elle peut y conduire de façon contingente ; il y a trois points à examiner : 1) Le partage convient-il au paysan ? Nous avons déjà dit : oui ; il n'aspire à rien d'autre qu'à être propriétaire. 2) Dans quelles conditions ? Il est difficile pour Lénine de dire si la « faim de terre » l'emportera sur toute autre influence opposée. 3) Comment tout cela se reflète-t-il dans le programme agraire du prolétariat ? Ici pour Lénine, il n'y a aucun doute. Le prolétariat, dans la révolution bourgeoise, soutient la bourgeoisie combattante quand elle est engagée dans une lutte révolutionnaire contre le féodalisme. Mais ce n'est pas son affaire de soutenir une bourgeoisie qui *incline au calme*. La nationalisation, c'est-à-dire l'expropriation des barons et des latifundistes par le pouvoir révolutionnaire central sera un fait positif, un coup porté à une forme de propriété. La tendance à revenir à des formes nouvelles de propriété privée sera le fait de forces réactionnaires qui relèvent la tête ; le prolétariat s'y opposera de toutes ses forces.

52. REAFFIRMATION EN 1913

Quand nous étudierons les actes de la révolution, nous verrons s'il est vrai que Lénine a volé le

programme des populistes. Si cette thèse philistine l'emportait, nous serions toujours prêts à dire que

nous ne sommes pas toujours enthousiasmés par l'activité la plus récente des révolutionnaires qui ont eu de nombreuses périodes d'activité. Nous le sommes par exemple par le Plekhanov de 1900 mais pas par celui qui suivit. Qu'en conclure ?

En 1913, comme il ressort de quatre des articles de ses *Œuvres*, Lénine n'avait, pendant cette période temps rien changé ni rien transformé.

Vivant ou mort, nous n'avons jamais senti le besoin de le sanctifier. Mais nous le défendons contre les batraciens qui le sanctifient en tant que *transformiste*.

« Dans les journaux et les revues populistes (et kominformistes) on rencontre souvent l'affirmation que les ouvriers et les paysans "travailleurs" forment une seule classe ... Le soi-disant paysan travailleur est en réalité un *petit patron* ou un petit bourgeois, qui presque toujours vend sa propre force de travail ou emploie lui-même des salariés. Étant un petit patron, il oscille également en politique entre les patrons et les ouvriers, entre la bourgeoisie et le prolétariat ». « C'est pourquoi dans tous les pays capitalistes, les paysans, dans leur ensemble, sont restés jusqu'ici éloignés du mouvement socialiste des ouvriers et ils adhèrent à différents partis réactionnaires et bourgeois ».

« Le paysan se tue de fatigue, plus que le travailleur salarié. Le capitalisme condamne les paysans à la plus grande des oppressions et à la ruine. Il n'y a pas pour eux d'autre voie de salut sinon l'union avec les travailleurs salariés dans la lutte de classe (c'est-à-dire la voie qui passe par la ruine *patronale*). Mais pour comprendre cette conclusion, le paysan doit perdre au cours de longues années toute illusion sur les mots d'ordre trompeurs de la bourgeoisie ».

« L'économie politique bourgeoise et ses partisans, pas toujours conscients, que sont les populistes et les opportunistes, s'efforcent de démontrer que la petite production est vitale et plus avantageuse que la grande... ».

« Les marxistes défendent les

intérêts des masses en expliquant aux paysans : il n'y a pas d'autre salut pour vous que votre adhésion à la lutte prolétarienne. Les professeurs bourgeois et populistes trompent les masses avec des fables sur la petite entreprise des paysans travailleurs en régime capitaliste ».

Et enfin :

« L'utopie des populistes est le rêve du petit patron qui se tient entre le capitaliste et le salarié et pense qu'il est possible de supprimer l'esclavage salarié sans lutte de classe ... La dialectique de l'histoire est telle que les populistes et les *troudoviks* proposent en conséquence, en tant que remède anticapitaliste pour résoudre la question agraire en Russie, une mesure résolument capitaliste. L'égalitarisme dans le partage de la terre est une utopie ; mais la rupture complète avec toutes les vieilles formes de propriété de la terre en petits lopins, ou du *domaine*, nécessaire pour toute nouvelle répartition, est, pour un pays comme la Russie, une mesure économiquement progressive, la plus nécessaire, la plus impérieuse *du point de*

vue démocratico-bourgeois ».

Lénine explique en quel sens nous attendons le soulèvement des paysans et, dans le même temps, nous démolissons sa portée sociale dans la Russie entre deux révolutions *démocratiques bourgeoises*, les ouvriers et le parti socialiste combattant cependant dans ces deux révolutions. Il l'explique avec des paroles d'Engels qui concluent ici cette difficile systématisation du programme agraire. Et il faut longuement méditer, en même temps que tout le matériel que nous avons exposé, ces puissantes paroles :

« Ce qui est faux dans un sens formellement économique peut être exact dans un sens historique universel ».

Simplicité et simplisme, même de gauche, ne sont pas pour nous.

Lénine, s'il était mort alors, avait toutes les cartes en règle d'un grand combattant et d'un grand maître.

L'attente de la double révolution, qui est aussi une étape de l'attente de la révolution communiste mondiale, doit être conduite comme il la conduisit.

53. LA QUESTION POLITIQUE

Plaçons-nous maintenant sur la voie lumineuse du texte *Deux tactiques*. Elle nous conduit directement à la gare d'arrivée. Quand nous en repartirons, nous étudierons comment les faits répondirent à la laborieuse attente, comment les deux révolutions bouillonnèrent dans la phase aiguë, ce que signifia la période postrévolutionnaire et ce qu'elle signifie aujourd'hui.

Les personnages sont solidement disposés. État despotique tsariste et partis qui le soutiennent. Partis paysans. Parti démocratico-bourgeois. Parti social-réformiste. Parti marxiste révolutionnaire. Nous choisissons l'opuscule *Deux tactiques* également parce que, écrit après deux congrès séparés et opposés, il distingue justement deux partis historiques, et se place au-dessus d'une querelle à l'intérieur d'une même organisation qui – dans son importance indiscutable – contraint parfois à des polémiques personnelles et rapetis-

se même les Trotsky, Lénine, et tous les véritables révolutionnaires. Mal cependant tolérable, alors que pardonner à l'opportunisme est désastreux.

Lénine écrit alors que la révolution de 1905 est sur le point d'éclater et en prévoyant que son cycle contiendra la fin du tsarisme.

Le bolchévisme est dès lors le parti de la classe ouvrière qui, contre tous les opportunistes révisionnistes russes et européens, se range résolument sur la doctrine et le programme politique de classe pour la voie révolutionnaire de l'avènement du socialisme, du renversement du capitalisme bourgeois.

Cependant il ne s'agit pas encore ici de renverser la bourgeoisie capitaliste, mais l'État despotico-féodal, et la question qui se pose est celle tâches du parti dans la révolution *démocratique, bourgeoise et populaire* qui requiert que l'on ait une tactique et un programme immédiats. Tout cela, bien entendu, en

plaçant fermement à la base les intérêts et les objectifs de la classe prolétarienne et de la révolution socialiste à venir, qu'elle soit proche ou lointaine, et dans ses rapports européens et internationaux.

Avec la lutte contre les populistes, les économistes, les marxistes légaux, toute perspective prônant le

désintérêt du prolétariat et du parti pour la révolution parce qu'elle est bourgeoise, a été rejetée comme antihistorique et réactionnaire.

Il s'agit maintenant, toujours dans le rayon d'une lutte déjà ouverte, d'établir la condamnation de la méthode menchevique et réformiste d'entrer dans la lutte.

54. LES TERMES DE L'OPPOSITION

L'histoire de tous les pays a détruit l'hypothèse d'un prolétariat absent des révolutions bourgeoises. La question est posée ainsi par Lénine dans les prémisses du texte dont il s'agit : « La classe ouvrière aura-t-elle la fonction d'un *auxiliaire de la bourgeoisie*, auxiliaire puissant par la force de son assaut contre l'autocratie, mais politiquement impuissant ; ou bien aura-t-elle la fonction *hégémonique dans la révolution populaire ?* »

On comprend donc qu'il ne s'agit pas de la révolution *socialiste* : personne ne se poserait alors la question de savoir si le prolétariat doit être ou non politiquement puissant, s'il doit détenir l'hégémonie absolue et si, dans ce but, pour nous qui ne sommes pas des marxistes et des léninistes de salon, il doit agir par la dictature de son parti contre toutes les autres classes et tous les autres partis.

L'*Iskra*, de droite, en cohérence avec le révisionnisme d'Occident, diminue « l'importance des mots d'ordre tactiques strictement conformes aux principes ». Pour eux, c'est le mouvement réel qui impose la tactique ce n'est pas le parti qui l'établit, ce dernier est *ouvert* à n'importe quelle tactique. Pour Lénine : « Au contraire, l'élaboration des décisions tactiques justes a une très grande importance pour un parti qui veut diriger le prolétariat dans un esprit rigoureusement conforme aux principes du marxisme, et non pas simplement se traîner à la remorque des événements ».

Le thème est donc clairement défini : « Se rendre bien compte des tâches du *prolétariat socialiste* dans la *révolution démocratique*. »

Toute révolution bourgeoise apparaît avec la revendication de

convoquer une assemblée populaire élue. Dans toutes les révolutions cette dernière prend des formes diverses, toujours plus radicales, de l'Assemblée nationale convoquée par le monarque jusqu'à l'Assemblée constituante, à la Convention révolutionnaire, à la dictature d'un Directoire.

En Russie, en 1905, il y a trois programmes. Le pouvoir tsariste prépare une assemblée consultative élue selon un système de caste (ce fut la Douma de Boulyguine dont nous avons parlé). La bourgeoisie libérale (le parti *cadet*, re-

présenté par le journal illégal *Oszvo-bozdenie*, Libération) réclame un suffrage libre et étendu pour que l'Assemblée soit véritablement l'expression du peuple et puisse rédiger la nouvelle constitution de l'État. Lénine définit cela « une transition, la plus pacifique possible, entre le tsar et le peuple ». Enfin les socialistes et le prolétariat révolutionnaire sont pour le renversement révolutionnaire du pouvoir tsariste, la formation d'un gouvernement provisoire et la convocation d'une Assemblée constituante avec les pleins pouvoirs.

Les différents partis petits-bourgeois n'ont pas d'orientation vraiment décidée, mais ils oscillent entre la position des cadets et la position révolutionnaire, ils n'excluent pas une alliance totale avec les premiers et une constitution accordée d'en haut ; le but de Lénine est ici de démontrer que la position des mencheviks tend vers celle des cadets radicaux et que, en un certain sens, elle est moins cohérente que la leur.

55. LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE

La résolution du III^e congrès (bolchévique) arrête les points suivants : 1) Le prolétariat luttera pour remplacer la dynastie autocratique par une république démocratique. 2) Cela ne pourra être obtenu que par une insurrection populaire victorieuse. 3) Seul un gouvernement révolutionnaire provisoire pourra convoquer une assemblée constituante au suffrage universel. En outre, elle admet la possibilité de la participation du parti au gouvernement provisoire, surtout si c'est nécessaire pour éviter un retour de la contre-révolution. Qu'il participe ou non au gouvernement, le parti cependant « sauvegardera son indépendance absolue, dans la mesure où il aspire à la révolution socialiste complète et où, justement pour cette raison, il est irréductiblement hostile à tous les partis bourgeois ».

Lénine trace une politique d'entente possible même dans l'exercice du pouvoir avec les partis social-paysans, mais jamais avec les cadets bourgeois, et il va

développer cette idée fondamentale dans la formule fameuse de la « dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et des paysans » comme forme du pouvoir qui développera la révolution bourgeoise.

L'équivoque gigantesque est que Lénine n'a jamais proposé qu'avec cette formule on puisse ou on doive conduire une *révolution socialiste*, ni alors, ni jamais, ni en Russie, ni en Occident.

Dans la conception de Lénine, le gouvernement provisoire, en plus d'avoir dirigé l'insurrection armée et préparé l'élection de l'Assemblée Constituante, doit immédiatement réaliser le programme *minimum* de la révolution tel qu'il est vu par le parti (les huit heures, le suffrage universel, la nationalisation de la terre).

« En assignant au gouvernement révolutionnaire provisoire la tâche d'appliquer le programme minimum, la résolution élimine par cela même les idées absurdes et semi-anarchistes sur l'application

immédiate du programme maximum, sur la conquête du pouvoir pour la révolution socialiste ». Cette dernière est déclarée incompatible avec le niveau du développement économique de la Russie. « Seuls des gens très ignorants peuvent méconnaître le caractère bourgeois de la révolution démocratique en cours en Russie ».

Avant de voir en quel sens la révolution de 1917 dépassa ces perspectives de 1905, nous sommes certains que les camarades comprennent pourquoi nous insistons tant sur ce fait absolu : le plan de Lénine était alors celui d'une révolution seulement *bourgeoise*. À une distance d'un demi-siècle ce qui n'a pas succombé à la contre-révolution est justement le résultat historique d'une révolution ca-

pitaliste. La formule de la dictature démocratique partagée en deux parts égales avec la classe paysanne propriétaire, également et justement pour cette raison, ne peut pas être invoquée pour la *révolution prolétarienne dans les pays capitalistes développés*. Le défaitisme stalinien consiste à emprisonner le prolétariat moderne des villes et des campagnes dans le carcan d'une alliance avec des classes semi-bourgeoises, historiquement rétrogrades par rapport à la bourgeoisie elle-même.

Puisque l'on triche sur la formule de Lénine, il importe au marxisme révolutionnaire d'établir que cette formule historique fut forgée au seul service de la révolution bourgeoise, et l'histoire confirma qu'elle répondait à ce but.

56. LA TACTIQUE OPPORTUNISTE

Les mencheviks de Genève opposèrent une de leur résolution que Lénine analyse. Jouant à l'intransigeance ils condamnaient la formule de l'entrée éventuelle dans le gouvernement provisoire en la comparant au *possibilisme* occidental, au *millerandisme*, c'est-à-dire à l'entrée des socialistes dans les ministères dans un régime bourgeois bien établi. Mais Lénine démolit la tactique équivoque des mencheviks en prouvant qu'ils finissent par admettre une solution non *républicaine* pour la formation d'un nouveau gouvernement. « Tel est le fait incontestable dont, nous en sommes certains, se servira le futur historien de la social-démocratie russe. Une conférence des sociaux-démocrates en mai 1905 adopte une résolution qui contient de belles paroles pour faire avancer la révolution démocratique, mais qui dans les faits la fait marcher à reculons, et qui en réalité ne va pas au-delà des beaux mots d'ordre de la bourgeoisie démocratique. » Indiscutablement l'historien de 1917 a noté le tapage parlementaire commun aux cadets bourgeois et aux socialistes mencheviks contre le parti de Lénine qui, les ayant mis à la porte à coups de pieds, fit tomber les têtes dynastiques.

Alors, toujours en se basant sur des faits avérés, il apostrophe ainsi les mencheviks : « La différence entre nous et vous est, dans ce cas, que nous marchons aux côtés de la bourgeoisie révolutionnaire et républicaine sans fusionner avec elle, alors que vous marchez, peut-être sans fusionner non plus avec elle (l'Histoire fera les comptes, semble dire Lénine), avec la bourgeoisie libérale et monarchique ».

« Voilà comment sont les choses » finit-il en soulignant. De petites choses, peut-être ? Si grandes qu'aujourd'hui et pendant de nombreuses années quand le parti renaîtra partout où il le doit, il sera vital de comprendre notre démonstration : Lénine n'a voulu assigner à aucun pays de capitalisme moderne l'*obligation* misérable de confier la révolution *communiste* à une alliance démocratique et interclassiste.

Pour clore ce résultat apparemment modeste il sera bon, l'exposé ayant été long, de le faire encore parler le plus possible.

« Les marxistes sont absolument convaincus du caractère bourgeois de la révolution russe ». « Les transformations dans le domaine social et économique, devenues une nécessité pour la Russie, non seulement ne signifient pas

l'écroulement du capitalisme, mais au contraire elles débarrasseront effectivement le terrain pour un développement large et rapide, européen et non asiatique, du capitalisme. » Ceci, dans le sens où dialectique et perspective convergent, est, à la lettre, une prophétie.

« Les socialistes-révolutionnaires ne peuvent pas comprendre cette idée parce qu'ils ignorent l'ABC des lois du développement de la production marchande et capitaliste et ils ne voient pas que même le triomphe complet de l'insurrection paysanne, même un nouveau partage de toutes les terres conforme aux intérêts et aux désirs des paysans ne supprimeront pas du tout le capitalisme mais donneront une impulsion plus grande à son développement ».

« Les néo-iskristes comprennent de façon radicalement erronée le sens et la signification de la catégorie *révolution bourgeoise*. Dans leurs raisonnements, on rencontre constamment l'idée qu'elle est une révolution qui ne peut être avantageuse qu'à la bourgeoisie. *Et pourtant rien n'est plus erroné qu'une telle idée* ». Et Lénine réécrit les thèses du marxisme qui ont été démontrées et rabâchées (sic !) dans les moindres détails que ce soit dans leur ligne générale, ou en ce qui concerne la Russie et l'Occident (il est tout sauf transformiste !), en démontrant que la révolution bourgeoise et capitaliste comporte les plus grands avantages pour le prolétariat. « Nous ne pouvons pas sortir du cadre bourgeois de la révolution russe, mais nous pouvons l'élargir jusqu'à des dimensions immenses ». Ce qui fut fait. Mais, nous crierait le philistin, 1917 est bien différent de 1905. C'est vrai. Mais dans le *sens historique universel* 1955 est à la hauteur du programme de victoire de 1905.

Et quand nous dénonçons la falsification kremlinienne du léninisme et du marxisme nous n'oublions jamais que le Kremlin travaille encore dans un sens *révolutionnaire*, en élargissant le cadre capitaliste jusqu'à l'Himalaya et aux mers jaunes.

57. DICTATURE DÉMOCRATIQUE BOURGEOISE

Pourquoi une dictature ? Demandez-t-on à Lénine (peut-être encore aujourd'hui). Parce qu'elle devra s'appuyer sur la force armée, et non « sur telles ou telles institutions constituées par voies légales, pacifiques ». Parce que des résistances terribles s'élèveront contre l'expropriation des terres, contre la république, contre l'extirpation des formes asiatico-despotiques même dans les usines. Parce qu'elle seule pourra – *last but not least* – « étendre l'incendie révolutionnaire à l'Europe ». « Cette victoire ne fera pas du tout encore de notre révolution bourgeoise une *révolution socialiste* ; la révolution démocratique ne sortira pas directement du cadre des rapports sociaux et économiques bourgeois ; mais néanmoins cette victoire aura une importance immense pour le développement futur de la Russie et du monde entier. Rien n'accroîtra plus l'énergie révolutionnaire du prolétariat mondial ; rien ne raccourcira autant sa voie vers la victoire complète que cette victoire décisive de la *révolution commencée en Russie* ». *Commencée* mais non *mise en bouteille* en Russie en la dégradant au rang de parodie.

Chez Lénine, ce lien international est constamment présent. Mais restons un peu encore sur l'idée de dictature.

« Si la révolution réussit à emporter la victoire de façon décisive, nous réglerons les comptes avec le tsarisme à la jacobine, ou si l'on veut à la plébéienne, selon une phrase de Marx. Toute la terreur française, écrivait-il en 1848, ne fut rien d'autre qu'un moyen plébéien de régler les comptes avec les ennemis de la bourgeoisie, avec l'absolutisme, le féodalisme et l'*esprit petit-bourgeois* ». Ici Lénine se complait à comparer l'opposition des jacobins aux girondins dans la révolution française avec sa propre opposition aux mencheviks. Plus loin, il revient en effet sur ce thème en utilisant les informations données par Franz Mehring sur les écrits de Marx en 1848. La *Nouvelle Gazette Rhénane* revendiquait « l'institution immédiate de la dictature comme unique

moyen pour réaliser la démocratie ». Le bourgeois, note Lénine, entend par dictature l'abolition de toutes les libertés et les garanties de la démocratie, l'arbitraire généralisé, l'abus systématique du pouvoir dans l'intérêt personnel du dictateur. L'ultra-réformiste Martynov avait écrit que la prédilection pour le mot d'ordre de dictature s'expliquait par le fait que Lénine « désirait ardemment tenter sa chance ». Et Lénine, qui dans ces cas souriait de façon indulgente au lieu de rugir, lui explique « la différence qui existe entre le concept de dictature d'une classe et celui de la dictature d'un individu, entre les tâches de la dictature démocratique et celles de la dictature socialiste » avec les conceptions de la *Nouvelle Gazette Rhénane* :

« Toute organisation provisoire de l'État (*Nouvelle Gazette Rhénane*, 14 septembre 1848) après la révolution exige la dictature, et une dictature énergique. Nous avons depuis le début reproché à Camphausen (président du conseil des ministres après mars 1848) de ne pas agir de façon dictatoriale, de ne pas briser et extirper immédiatement les restes des vieilles institutions. Et alors qu'il se berçait d'illusions constitutionnelles, le parti de la réaction vaincu renforçait ses positions dans la bureaucratie et dans l'armée, et ça et là se risquait même à reprendre ouvertement la lutte ». Et dans un autre article sur la puérilité de l'assemblée constituante Marx disait : « À quoi sert le meilleur ordre du jour et la meilleure constitution si dans le même temps les gouvernements allemands ont déjà mis à l'ordre du jour les baïonnettes ? ». Voilà, dit Lénine, le sens du mot dictature ! Les grands problèmes de la vie des peuples sont résolus exclusivement par la force.

58. UNE COMPARAISON HISTORIQUE

Ici Lénine remarque que la *Nouvelle Gazette Rhénane* était un organe de la démocratie et non pas de la classe ouvrière ; et pourtant, dans ses colonnes, Marx et Engels con-

duisirent la lutte pour le radicalisme révolutionnaire bourgeois, alors que paraissait déjà un journal ouvrier rédigé par des partisans de la doctrine du *Manifeste* (mais dont la ligne

Marx, en montrant la faiblesse et le manque de volonté républicaine de la révolution allemande en 1848, fait une comparaison éclairante avec la France. « *La révolution allemande de 1848 n'est qu'une parodie de la révolution française de 1789. Le 4 août 1789, trois semaines après la prise de la Bastille, le peuple français eut raison en une seule journée de toutes les obligations féodales. Le 11 juillet 1848, quatre mois après les barricades berlinoises de mars, les obligations féodales ont eu raison du peuple allemand* ». « *La bourgeoisie française de 1789 n'abandonna pas, même pour un instant, ses alliés, les paysans. Elle savait que la base de sa domination était l'abolition du féodalisme dans les villages et la naissance d'une classe libre de paysans propriétaires. La bourgeoisie allemande de 1848 trahit sans scrupule ses alliés les plus naturels, les paysans, qui sont la chair de sa chair, et sans lesquels elle est impuissante face à la noblesse. Le maintien des droits féodaux, leur consécration sous l'apparence (illusoire) d'un rachat : tel est le résultat de la révolution allemande de 1848. La montagne a accouché d'une souris !* »

Aucune transformation ! De 1789 à 1848, à 1905 et à 1955, notre « fil » n'est pas rompu : **Les paysans sont les alliés naturels de la bourgeoisie**. Lénine répète : « Le succès de l'insurrection paysanne, la victoire de la révolution démocratique, débarrasseront simplement la voie pour la lutte véritable et décisive pour le socialisme, sur le terrain de la société bourgeoise. *Les paysans, en tant que classe de propriétaires terriens, auront dans cette lutte la même fonction de trahison et d'inconstance que la bourgeoisie a aujourd'hui en Russie dans la lutte pour la démocratie* ».

était peut-être insuffisante). Cependant c'est seulement en avril 1849 que Marx et Engels se prononcèrent pour une organisation prolétarienne distincte. Il fallut donc à Marx une année d'expérience dans la lutte démocratique pour aller plus loin et tracer dans l'organisation les limites entre politique démocratique et politique ouvrière. Nous, dit Lénine, nous sommes plus avancés en Russie en 1905 ; les tâches prolétariennes dans la lutte sont mieux dessinées qu'alors. Et il rappelle combien Engels était mécontent de l'orientation de la Fraternité Ouvrière qui, formellement classiste, était empreinte de corporatisme, négligeant le mouvement politique général. Et Lénine trace un parallèle entre les considérations d'Engels et les

siennes dans les « deux tactiques » et sur l'opportunisme ouvrieriste et « suiviste ».

Nous nous demandons pourquoi Lénine, qui a si bien formulé pourquoi c'était encore une bonne tactique pour Marx et Engels dans l'Allemagne de 1849 de rester dans des sociétés et des journaux démocratiques bourgeois et pourquoi ce ne l'était plus en Russie où déjà les organisations de journaux et des partis étaient indépendants, n'a pas, quand il le pouvait encore physiquement, lutté davantage contre la méthode stupide d'appliquer dans le premier après-guerre en Occident les tactiques adaptées à la *prérévolution bourgeoise*, l'offre aux partis opportunistes d'unité et d'accord politique dans des fronts communs.

59. INTERNATIONALISME

Sur un autre point Lénine, comme dans de très nombreux de ses écrits, même beaucoup plus modernes, revient là où, avec Marx, nous avons commencé notre chemin. Il critique la froide énonciation donnée par les mencheviks dans leur résolution, quand ils disent que les sociaux-démocrates ne pourraient prendre le pouvoir que dans le cas où la révolution s'étendrait aux pays de l'Europe occidentale, dans lesquels les conditions pour la réalisation du socialisme sont arrivées à une *certaine* maturité (pleine maturité, dit Lénine). Dans ce cas, disait la résolution, il deviendrait possible en Russie d'entrer dans la voie des transformations socialistes. Et Lénine :

« L'idée principale ici est celle énoncée plusieurs fois dans *Vperiod!* (« En avant ! », organe bolchévique de Lénine) qui affirmait que nous ne devons pas craindre la victoire complète des socialistes dans la révolution démocratique, c'est-à-dire la dictature démocratique du prolétariat et des paysans, puisque cette *victoire nous permettra de soulever l'Europe* ; et le

prolétariat socialiste européen, après avoir abattu le joug de la bourgeoisie, nous aidera à son tour à faire la révolution socialiste. *Vperiod!* assignait au prolétariat révolutionnaire de Russie une tâche active : vaincre en Russie dans la lutte pour la démocratie et profiter de cette victoire pour porter la révolution en Europe ».

L'idée menchevique était au contraire de refuser le pouvoir dans la victoire bourgeoise contre le tsarisme et de ne l'accepter que *si* la révolution prolétarienne avait submergé l'Europe. Mais la conception de Lénine était tout autre : la bourgeoisie démocratique russe, en prenant le pouvoir parlementaire, n'aurait pas été à même de résister aux assauts de la contre-révolution ; il fallait la mettre de côté et *gérer* par procuration la révolution démocratique bourgeoise avec la dictature ouvrière et paysanne.

Quoi qu'il en soit il n'était pas question de réaliser le socialisme économique en Russie sans la révolution prolétarienne à l'Ouest.

Une remarque intéressante de Trotsky montre que la vision de

Lénine était encore plus géniale. Non seulement en l'absence de la direction prolétarienne (avec l'alliance, dans ce seul but historique, avec les paysans) il aurait été impossible d'empêcher le tsarisme réactionnaire de relever la tête mais pour en avoir la certitude – c'est-à-dire pour seulement sauver la révolution bourgeoise en Russie – le soulèvement du prolétariat européen était nécessaire ! Une conception qui conclut le cycle avec la doctrine de Marx sur la réserve de la contre-révolution européenne constituée par la Russie, pouvoir monstrueux qui juggle les rébellions bourgeoises comme les rébellions ouvrières.

À Stockholm voici comment il répondit à Plekhanov, opposé à la prise du pouvoir, sur la base du point commun que la révolution ne pouvait être que bourgeoise. Ou nous prenons le pouvoir, disait-il, ou *même* la révolution bourgeoise échouera et alors jamais la nôtre n'arrivera.

« On doit tenir la restauration pour pareillement inévitable dans l'éventualité de la municipalisation, de la nationalisation ou du partage de la terre parce que le petit propriétaire reste, dans toutes les formes possibles de propriété et de possession, le soutien de la restauration. Après la révolution démocratique complète, le petit propriétaire se retournera inévitablement contre le prolétariat et plus vite l'ennemi commun du prolétariat et du petit propriétaire (absolutisme) sera renversé, plus vite il se retournera. »

« Notre *révolution démocratique* n'a pas d'autres forces de réserve que le *Prolétariat Socialiste d'Occident* ».

Encore une fois, sous une forme symbolique, Lénine n'a pas raté son terrible rendez-vous avec l'Histoire. Nous l'avons raté, nous, communistes d'Europe, de la Troisième Internationale, et l'Opportunisme nous regarde aujourd'hui avec son rictus de Bête Triomphante.

La guerre d'Espagne (3)

La question de la terre dans le cadre de la lutte de classe du prolétariat espagnol

INTRODUCTION

Nous présentons ici un résumé introductif des travaux sur le problème de la terre dans le cadre de la lutte de classe du prolétariat espagnol, c'est-à-dire les problèmes allant de la composition sociale d'un prolétariat majoritairement situé dans les zones agraires jusqu'à la structure même de l'économie agricole espagnole et à la portée de la crise économique dans celle-ci en tant que catalyseur des tensions sociales qui, de manière latente ou explicite, s'étaient accumulées depuis le milieu du XIXe siècle.

Cette esquisse fait suite à ce qui a déjà été publié sur *programme communiste*. Nous la présentons sous forme de thèses générales qui servent à situer le problème dans la perspective marxiste (et donc à réfuter les lieux communs des opportunistes de tous bords) ou à critiquer explicitement les prétendues positions de gauche, qui s'appuient sur l'existence de minuscules formations au programme vaguement et éclectiquement antistalinien, pour revendiquer une sorte de voie nationale espagnole au bilan des très durs affrontements de classe des années 1930. Pour notre part, aborder maintenant, bien que partiellement et sans l'objectif d'épuiser le problème, la dite question agraire, signifie continuer à préciser de façon détaillée les termes dans lesquels cette prétendue gauche espagnole n'a pas existé en tant que courant assimilable à la Gauche italienne dans son effort pour restaurer les bases correctes du marxisme, prémisses incontournables pour la réapparition, dans un avenir qui semble encore lointain, du parti communiste qui aura à se confronter aux tâches des futures convulsions révolutionnaires (dans lesquelles il est certain que la question agraire ne constituera pas un problème mineur).

Cette étude fait donc non seulement partie des travaux déjà « semi-élaborés » par notre courant depuis plus de 60 ans, mais elle adopte aussi une caractérisation que nous pouvons appeler *in medias res*, dans la mesure où nous lui fixons des limites formelles, pour commencer, dans une période spécifique (celle de la plus grande intensité de la lutte prolétarienne dans les campagnes espagnoles) dans le seul but de clarifier à la lumière de cette intensité des tendances et des formes qui, en période de paix sociale, sont floues et difficilement compréhensibles. Mais il ne faut pas perdre de vue que cette clarté n'a de valeur que si elle contribue à démontrer que le marxisme est non seulement

capable de poser correctement tous les problèmes du développement historique, économique et social espagnol (ce que nient aussi bien les courants poststaliniens que les anarchistes) mais qu'il est la clé de voûte pour pouvoir les résoudre tous dans un sens prolétarien et communiste lors des futures convulsions sociales que le monde capitaliste porte en lui et qu'il laisse déjà entrevoir.

Concrètement, la question de la terre abordée au moment où les armées de prolétaires des campagnes sont jetés dans la bataille contre un ennemi composé dans une large mesure de petits propriétaires terriens organisés et encadrés par les capitaines propriétaires, et par lequel ils ont été vaincus, montre les conditions dans lesquelles la solution au problème séculaire des campagnes espagnoles va s'opérer par sa disparition pratique dans les conditions où elle existait pratiquement depuis les guerres civiles de Castille (XIVe et XVe siècles).

Le saut définitif vers l'industrialisation s'est fait en Espagne sur la base de cette défaite et il ne peut s'expliquer qu'en partant de la base qui fournit la répression d'une force de travail vaincue et humiliée.

Il n'est pas nécessaire de souligner l'importance pour les marxistes de la question agraire. Il est très probable que dans les œuvres de Marx et d'Engels, il se trouve plus de pages consacrées à ce problème qu'à celui de l'industrie. Il en va de même pour l'œuvre de restauration du marxisme révolutionnaire de Lénine, et il n'est pas nécessaire de parler de l'effort que notre courant lui a consacré tant du point de vue strictement économique que dans ses rapports avec des problèmes aussi vastes que celui des nationalités, la lutte des peuples dits de couleur, ou le bilan de la révolution russe elle-même. On peut aussi dire, en guise d'explication négative, que le peu ou l'absence d'importance que pratiquement tous les courants politiques prétendument révolutionnaires accordent aujourd'hui à cette question est déjà révélateur de la grande pertinence qu'elle continue d'avoir. Mais même ainsi, il est nécessaire de montrer comment son importance a déterminé chacun des événements de la période étudiée. Une importance qui, en raison de son éloignement temporel ainsi que du grand effort de falsification et de caricature dont elle a fait l'objet, peut parfois paraître peu claire dans ses termes concrets.

Nous profitons donc de l'occasion pour revenir sur une explication de la nature de la guerre civile qui a été

La guerre d'Espagne

si souvent répétée qu'elle est maintenant communément acceptée : le coup d'État militaire, initialement promis à un triomphe rapide qui l'aurait placé dans la série interminable des pronunciamientos militaires espagnols, s'est transformé en guerre civile en raison de la résistance opposée par les prolétaires dans les principales villes du pays. La défaite initiale de l'armée dans tous les centres urbains névralgiques a contraint les capitaines rebelles à mobiliser toutes les ressources militaires dont ils disposaient pour entamer une guerre de siège des villes résistantes.

Nous avons nous-mêmes utilisé cette explication du début de la guerre ; elle est cependant partielle car elle laisse de côté pratiquement la moitié du problème. En effet la guerre, comprise comme une guerre de positions dans laquelle deux armées au potentiel similaire se sont affrontées pendant trois ans, n'aurait pas été possible si, en plus de la réponse au coup d'État donnée par le prolétariat de Barcelone, Madrid et Valence, il y avait eu une réponse similaire du prolétariat agraire (et de la masse des petits propriétaires agricoles qui lui sont liés) d'Andalousie, d'Estrémadure et, en partie, de Castille. En effet, une fois les militaires putschistes vaincus à Barcelone et à Madrid (et isolés à Valence), les forces rebelles n'avaient pratiquement plus de troupes sur la péninsule ibérique. La **carte 1** montre que les forces militaires, bien qu'elles dominassent plus ou moins la moitié de la péninsule, n'avaient pratiquement pas de centres industriels (essentiels pour une guerre prolongée) et étaient, en fait, coincées entre les villes qu'elles ne parvinrent pas à contrôler et qui se retournèrent rapidement contre elles. En résumé, on peut dire que les rebelles ne contrôlaient que les grandes régions de Castille, où la base sociale est essentiellement constituée par la petite paysannerie aisée, le bastion réactionnaire de Navarre, où une paysannerie prospère est le pilier de la préservation sociale depuis 1830, et la région peu peuplée de Galice, où l'absence de concentration prolétarienne empêchait toute résistance au coup d'État. La zone contrôlée par les militaires se caractérisait donc par une faible densité de population, de petits noyaux ruraux et uniquement des villes de taille moyenne par rapport à celles qui échappaient à leur contrôle. Si des villes comme Grenade, Séville ou Cordoue étaient entre leurs mains, c'est parce qu'il s'agit de villes à majorité sociale bourgeoise ou petite bourgeoise qui servent de tête de pont commerciale pour les vastes zones agricoles environnantes. La vaste étendue de territoire allant de Madrid à la Méditerranée, zone dominée par les grands propriétaires terriens et dont la composante prolétarienne est purement agricole, était ingérable pour les rebelles dans les premiers jours de la guerre.

Voyons maintenant la **carte 2**, qui montre les positions des deux camps dans les premiers jours de septembre (c'est-à-dire à l'arrivée des forces armées à Madrid). Qu'est-il arrivé ? Il s'est passé que toute la partie occidentale de la péninsule (Andalousie occi-

dentale et Estrémadure) est tombée aux mains des rebelles en l'espace de quelques mois. La partie de l'armée dirigée par Franco et Queipo de Llano avance depuis la région du Maroc espagnol, débarque sur la côte méditerranéenne de la péninsule et se dirige vers le sud de Madrid. Pendant ce temps, la zone contrôlée par le général Mola (Navarre, nord de la Castille, etc.) n'évoque guère, ses troupes n'ayant pas réussi à s'approcher de Madrid et étant généralement immobilisées par la pression des colonnes de miliciens de la capitale et de Barcelone.

Ces cartes montrent la zone des agitations agraires pendant la période de la Seconde République (**carte 3**) et la répartition des terres par type de propriété (**carte 4**). On constate que les militaires ont avancé précisément dans la zone où le type d'exploitation agricole est essentiellement latifundiste, ce qui, comme nous l'expliquerons, implique la présence d'une importante couche sociale de prolétaires agricoles (journaliers) mélangée à d'autres couches sociales agraires qui subsistent grâce au travail agricole de type métayage et qui, extrêmement appauvries, s'étaient mobilisées aux côtés des prolétaires pendant la période de la République. En d'autres termes, les militaires ont avancé dans les zones les plus conflictuelles de la campagne espagnole, pour lesquelles la stérile réforme agraire républicaine avait été conçue et dans lesquelles le degré de syndicalisation était le plus élevé. Nous expliquerons en temps voulu le développement du conflit prolétarien dans ces régions du pays, mais pour l'instant il suffit de dire que si les prolétaires de ces zones avaient été mobilisés selon un plan cohérent contre les militaires, le sort de ces derniers aurait été le même que celui de leurs compagnons d'armes de Barcelone ou de Madrid.

Cet exemple, donné pour expliquer la pertinence de la question agraire dans la guerre civile et qui fait appel à sa composante sociale, peut être conclu en complétant l'affirmation faite ci-dessus :

Le coup d'État militaire initialement destiné à un triomphe rapide qui le placerait dans la série sans fin des pronunciamientos militaires espagnols s'est transformé en guerre civile en raison de la résistance opposée par les prolétaires dans les principales villes du pays. La défaite initiale de l'armée dans presque tous les centres urbains névralgiques a obligé à mobiliser toutes les ressources militaires dont disposaient les capitaines rebelles pour lancer une guerre de siège contre les villes « non rachetées » ou irrédentes, et ces forces n'auraient pas été suffisantes si elles avaient été confrontées à la masse des prolétaires agricoles qui séparaient les légionnaires et les troupes arabes du Maroc de Madrid tout au long du sud et de l'est de la péninsule. Le coup d'État a été arrêté par la classe prolétarienne des villes, mais la guerre a été rendue possible par la démobilisation du prolétariat agricole dans les campagnes.

Avant de conclure cette introduction, clarifions un point et tirons quelques conclusions :

- L'avancée des militaires dans les campagnes

La guerre d'Espagne

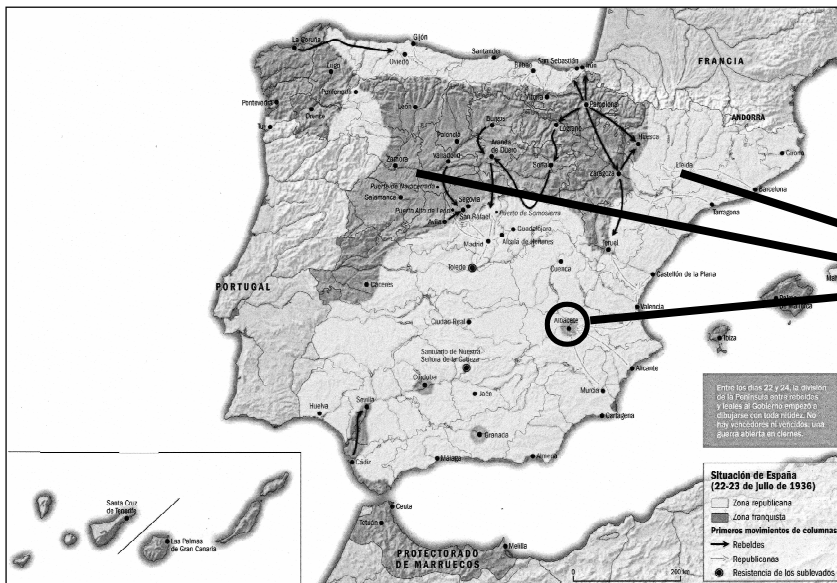
espagnoles était une obligation militaire et non politique. C'est-à-dire que cette situation ne peut être assimilée à celle vécue en Italie dans les années 1920, lorsque les milices fascistes s'attaquaient d'abord aux forces prolétariennes des campagnes parce qu'elles étaient plus faibles que celles des villes contre lesquelles se préparait l'attaque finale. En Espagne, le passage du Maroc à Madrid, objectif premier de la victoire, impliquait la traversée des campagnes d'Andalousie et d'Estrémadure, mais l'objectif des rebelles n'a jamais été de supprimer d'abord les noyaux prolétariens de l'Est et du Sud pour accumuler des forces avant le siège de Madrid. Seule l'attaque de Badajoz, qui n'est pas sur la route de Madrid et où se concentraient les prolétaires de la région et ceux qui avaient fui devant l'attaque des troupes d'Afrique, pouvait avoir ce sens compte tenu de la terrible répression subie dans cette ville d'Estrémadure.

- C'est la nécessité de nettoyer le terrain conquis

par les troupes venues du Maroc qui a transformé le caractère social du coup d'État : d'une opération éclair qui devait se solder par quelques milliers de morts, on est passé à une guerre de répression systématique.

- Cette même situation modifia non seulement la prépondérance militaire de certains capitaines sur d'autres (Franco sur Mola, essentiellement), mais aussi le programme politique même du soulèvement, qui s'éloigna de la vision initiale d'un mouvement de maintien de l'ordre pour devenir un programme de réorganisation du système politique espagnol (voir le document de Mola).

- La prétendue « révolution prolétarienne » qui se serait produite dans la zone républicaine n'en a jamais été une, puisqu'elle n'a même pas évoqué la possibilité de se répercuter dans les zones de plus grand conflit agraire. Les dirigeants du POUM, de la CNT et de la FAI ont abandonné sans hésitation les prolétaires des campagnes en soutenant la politique de l'Etat républicain.



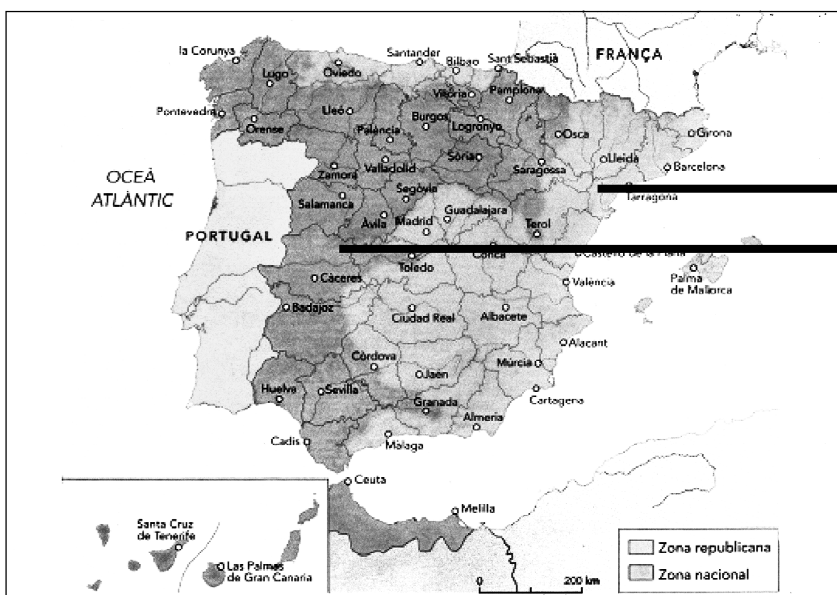
Carte 1 :

Situation en Espagne (22-23 juillet 1936)

Légende de la carte:

- «- Zone républicaine
- Zone franquiste
- Résistance des rebelles»

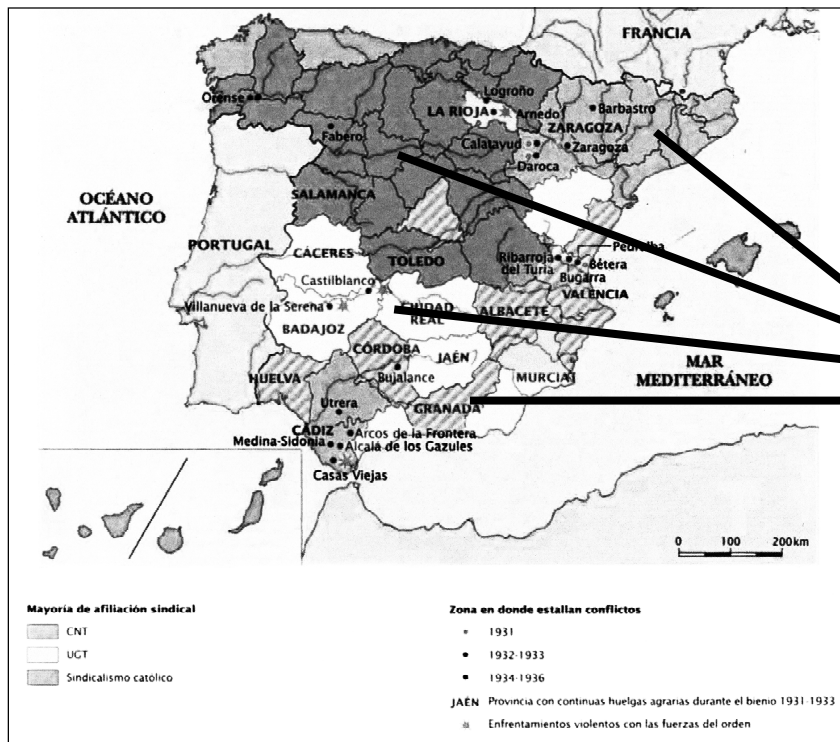
«Entre le 22 et le 24, la division de la péninsule entre rebelles et fidèles au gouvernement commence à se préciser. Il n'y a ni vainqueur ni vaincu : une guerre ouverte se prépare.»



Carte 2 :

Evolution de la guerre (30 septembre 1936)

- Zone républicaine
- Zone nationaliste



Carte 3 :

Conflits agraires sous la IIe République (1931-1936)

Légende de la carte:

- « Syndicats majoritaires :
 - CNT
 - Syndicalisme catholique
 - UGT

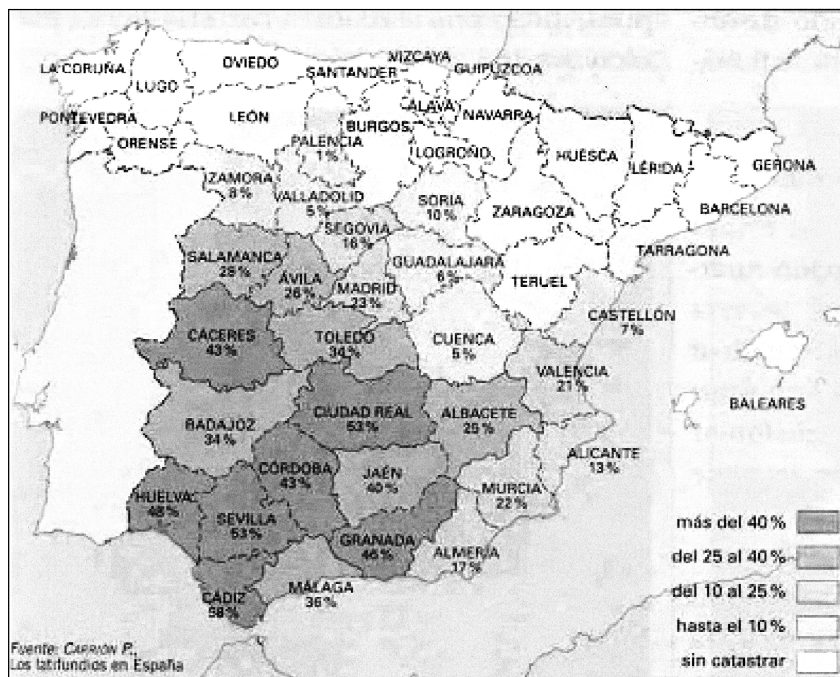
[En hachuré: Zones spartagées entre CNT et UGT]

Zone d'éclatement des conflits :

- 1931
- 1932-1933
- 1934-1936

Province de Jaén avec des grèves agraires continues pendant la période de 1931-1933

Affrontements violents avec les forces de l'ordre. »



Carte 4 :

Proportion de latifundia en Espagne de plus de 250 ha

- Plus de 40 %
- De 25 à 40 %
- De 10 à 25 %
- Moins que 10 %
- Non enregistrées

Cadiz	58 %	Madrid	23 %
Ciudad Real	53 %	Murcie	22 %
Séville	53 %	Valence	21 %
Grenade	46 %	Almeria	17 %
Huelva	46 %	Ségovie	16 %
Cáceres	43 %	Alicante	13 %
Cordoue	43 %	Soria	10 %
Jaén	40 %	Zamora	8 %
Malaga	36 %	Castellón	7 %
Badajoz	34 %	Guadalajara	6 %
Tolède	34 %	Cuenca	5 %
Avila	26 %	Valladolid	5 %
Salamanque	26 %	Palencia	1 %
Albacete	25 %		

1. Quelques points fondamentaux des positions marxistes sur la question agraire

Rappelons ces points clés de la doctrine qui nous permettent de nous orienter dans le cours du développement agraire espagnol et qui donneront lieu, à leur tour, à une explication ultérieure de la signification des agitations agraires qui l'ont secoué jusqu'aux années de la guerre civile.

Une thèse tout à fait erronée est que le marxisme, face au problème de la terre, identifie la grande propriété à un mode de production capitaliste pleinement

développé dans les campagnes et la petite propriété à un mode de production archaïque, féodal, sous-développé, etc. Au fond, cette thèse est redevable d'une autre, plus générale, plus vaste et donc erronée dans l'absolu, qui rattache le marxisme exclusivement à une critique des formes de propriété en vigueur sous le capitalisme. Selon ce postulat, la propriété privée des moyens de production est le facteur déterminant de l'émergence du capitalisme et de son développement,

et il est tout à fait secondaire qu'elle se fasse avec ces moyens de production, comment elle se passe, et pour qui. Appliquée à la question agraire, cette façon d'aborder le problème voit dans l'extension de la petite paysannerie, des agriculteurs et, en général, de la petite propriété agraire, précisément une multiplication de la propriété privée qui non seulement éloigne la terre de sa socialisation possible en augmentant le nombre de ses propriétaires, mais entraîne aussi des inefficacités économiques résultant de la sous-utilisation des ressources productives existantes.

Il s'agit d'une vision a-historique de la nature du capitalisme, qui ne s'attarde que sur les aspects superficiels de son expression sociale et qui est totalement incapable d'aborder des problèmes tels que la question agraire. La caractéristique essentielle du capitalisme est **l'appropriation privée des fruits du travail associé**, et cela ne provient pas de l'apparition de la propriété privée, mais de l'évolution technique des moyens de production, du développement de la division du travail, des progrès scientifiques appliqués à la structure productive de sociétés où la propriété privée prédominait déjà et sur lesquelles aucun grand changement n'est intervenu dans l'aspect de la propriété.

Concrètement, dans l'agriculture, pour ce qui est de la question de la propriété foncière, le capitalisme se fonde sur l'existence de la propriété privée de grandes étendues de terre qui coexistent avec des propriétés petites et moyennes, mais qui s'en distinguent par le fait qu'elles constituent, dans une large mesure, la base du pouvoir économique des seigneurs. Les latifundia, les grands domaines fonciers, etc., sont les formes de propriété foncière non seulement du mode de production féodal, mais aussi de formes économiques antérieures comme l'esclavage ou le despotisme asiatique. Dans ces formes, la propriété de la terre au moins, et généralement aussi d'une grande partie des moyens de production, est donc pleinement développée. A côté de cela, même dans les modes de production précapitalistes, existent de petites propriétés qui jouent un rôle relativement mineur dans la société de l'époque, et des formes de propriété communale qui, elles, tendent irrémédiablement à s'éteindre.

La caractéristique du mode de production féodal, pour ne parler que de celui qui précède immédiatement le capitalisme en Europe, n'est donc pas la propriété privée de la terre, comme elle ne l'est pas non plus dans le capitalisme, mais le fait que la force de travail utilisée entretient une relation de servitude à l'égard des grands propriétaires terriens.

La révolution bourgeoise, le passage du mode de production féodal au mode de production capitaliste, dont c'est un jalon définitif, n'implique donc pas un changement essentiel dans le fait qu'il existe une propriété privée de la terre et des moyens de production. Les classes possédantes, avec plus ou moins de variations dans leur composition organique, traversent ce changement en adaptant et en modifiant les relations

de vassalité qu'elles entretiennent avec leurs subordonnés sociaux ou, dans le cas extrême de la France, en disparaissant en grande partie et en voyant leurs biens répartis entre les paysans qui accèdent au rang de propriétaires terriens.

La petite propriété agricole peut en effet apparaître comme une caractéristique possible de la domination capitaliste ; c'est-à-dire qu'elle peut constituer une étape favorable au développement du capitalisme dans le monde agricole et, donc, à la maturation des conditions nécessaires à sa transformation socialiste. C'est pourquoi opposer une forte concentration des propriétés foncières à la propriété de petites parcelles de terre impliquerait de faire du monde féodal une étape plus proche du socialisme que le capitalisme. A la racine de cette erreur il y a l'incompréhension de la nature des forces sociales qui sont en jeu quand le monde féodal disparaît devant la pression des rapports productifs capitalistes, fait qui peut ou non culminer dans une révolution bourgeoise, mais qui aboutit en tout cas à l'arrivée au pouvoir de la bourgeoisie, que ce soit par la voie révolutionnaire directe ou par la voie indirecte d'un accommodement avec les anciennes classes dominantes. Dans ce passage, la vieille propriété nobiliaire-féodale disparaît avec les formes juridiques qui la soutenaient : amortissement des terres, vassalité, servitude, ordonnances municipales, etc. Cela ne le fait pas tant parce que le développement des forces productives dans les campagnes l'exige, mais parce que le développement industriel dans les villes, conséquence de l'accumulation progressive des changements dans l'organisation du travail, dans la science et la technologie, rend obsolète l'ensemble des rapports de propriété existants. Le capitalisme a besoin de travailleurs libres dont il peut tirer de la valeur ajoutée parce qu'ils sont libres de vendre leur force de travail. Cela se vérifie essentiellement dans les villes où l'industrie a dorénavant dépassé la phase féodale de l'artisanat, mais pas dans les campagnes où les méthodes de culture traditionnelles n'ont pas changé de manière significative. C'est ce besoin qui le pousse à abolir les anciens rapports de propriété, ce qui implique de donner la liberté personnelle aux anciens serfs mais pas nécessairement de liquider les latifundia et les grands propriétaires. Si la paysannerie entre en scène dans cette révolution, si elle constitue son corps social dans les campagnes (cas français ou russe) ou non (cas espagnol), cela détermine la profondeur et l'ampleur du changement dans le milieu agraire.

Partout où cela se produit, la lutte des paysans est toujours pour la distribution de la terre, pour l'abolition de la propriété privée traditionnelle de la terre et pour le passage à un nouveau type de propriété privée qui implique le morcellement, la distribution de la terre en petites parcelles, mais surtout la libre disposition de la terre par la famille paysanne. Et même cette nouvelle formule s'accompagne presque toujours de la survivance de l'ancienne propriété, développée en fonction des temps nouveaux sous des formules telles que le métaya-

La guerre d'Espagne

ge, le fermage, etc. Là où cela ne se produit pas, là où la paysannerie féodale, pour une raison ou pour une autre, comme ce fut le cas en Espagne, ne se soulève pas contre ses seigneurs, le passage au monde bourgeois dans les campagnes se fait sans grands changements dans la structure de la propriété : le paysan libre travaillera pour le seigneur en échange d'une rente (en nature ou en argent), sans aucun changement dans la distribution des terres et en adoptant seulement le contrat légal à la place de la dépendance personnelle coutumière comme lien entre les seigneurs et les paysans.

La grande propriété foncière, quand elle se maintient en conséquence de l'absence de révolution agraire, bien qu'elle soit une propriété bourgeoise de droit et de fait, ne constitue aucun avantage comparatif d'un point de vue communiste sur la voie du dépassement du régime capitaliste à la campagne et à la ville, dans la mesure où elle n'implique pas automatiquement l'émergence d'un prolétariat agricole pleinement formé, mais tend à maintenir des formes intermédiaires d'exploitation qui ne font que repousser la nécessité de cette révolution.

Mais, peut-on argumenter, les bases matérielles de la lutte de classe du prolétariat et de son développement dans un sens communiste (prise du pouvoir, exercice de la dictature, intervention despotique dans l'économie, transformation socialiste du mode de production) apparaissent avec la concentration industrielle, avec la formation d'armées de travailleurs libres partageant des conditions de vie similaires, organisées par cette concentration, dont le principe est l'expropriation de la petite propriété. En quoi l'apparition d'une petite propriété agricole est-elle un avantage par rapport au maintien de grands domaines fonciers ? La grande propriété industrielle se caractérise par le développement de la division sociale du travail rendue possible par les améliorations techniques de la production. Avec cette division sociale du travail, celui-ci prend une caractéristique sociale et non plus individuelle ; tous les travailleurs acquièrent la qualité commune d'être des producteurs, à l'inverse de toutes les caractéristiques individuelles engendrées par le travail de l'artisan. La grande entreprise suppose une grande concentration de moyens de production techniquement supérieurs à ceux utilisés par le petit propriétaire et la conversion de tout travail individuel en travail social homogène.

Il saute aux yeux que dans le domaine agricole, il n'y a rien de tel avec la grande concentration de la

propriété foncière. Pratiquement, du point de vue de sa productivité, de l'utilisation de ressources techniques, etc., la grande propriété terrienne est comparable à une petite entreprise : le travail d'ensemble de la main-d'œuvre employée se présente comme une somme de travaux individuels qui ne produit pas d'avantages d'échelle, qui n'augmente pas exponentiellement les performances et qui, par conséquent, maintient des particularismes, des formes individuelles, etc. Alors qu'un million d'unités monétaires investies dans une grande entreprise industrielle ne correspond pas à mille entreprises industrielles dans lesquelles seraient investis le millième dans chacune, mais constituent une entreprise exponentiellement plus grande que ces mille, mille hectares de propriété, répartis selon un modèle de métayage le plus homogène possible, font un millier de petites entreprises. C'est le type d'exploitation économique du travail associé et non le type de propriété qui définit le capitalisme et, par conséquent, qui crée les bases de son dépassement socialiste. Et le type d'exploitation du travail caractéristique du capitalisme n'apparaît dans l'agriculture que dans une proportion bien moindre que dans l'industrie. Le fait qu'au début du mode de production capitaliste le système de production agraire correspondait, soit à un système de grande concentration de propriété subdivisée en parcelles exploitées selon des régimes de semi-dépendance, soit à un système de petites propriétés directement comparables aux petites entreprises industrielles, indique seulement que le capitalisme est incapable de générer dans les campagnes le progrès économique qu'il génère dans les villes.

La différence essentielle entre la grande et la petite propriété ne réside pas dans la capacité productive de l'une par rapport à l'autre, mais plutôt dans le fait que, sous le système de la propriété terrienne, la révolution agraire est inachevée et l'apparition de rapports sociaux bourgeois sur le terrain ne se produit qu'après un très long processus au cours duquel la revendication première des masses exploitées continue d'être la propriété individuelle de la terre et avec cela l'apparition d'une classe prolétarienne pure assimilable à la classe prolétarienne industrielle tarde à se produire. Au contraire, là où la révolution bourgeoise a été soutenue par une révolution agraire, la masse des paysans petits bourgeois devenus propriétaires de la terre peut plus rapidement déclencher les phénomènes d'intensification de la production, de concentration agraire, etc., accélérant l'émergence du prolétariat agricole et la création des bases de la lutte des classes dans les campagnes.

2. Espagne : disparition de la propriété féodale, amortissements et réforme agraire

La grande importance de la question agraire dans les événements tragiques des années 1930 en Espagne réside dans le développement particulier du mode de production capitaliste depuis le XIXe siècle.

Tout d'abord, il faut préciser qu'il n'y a jamais

eu en Espagne un mode de production typiquement féodal : le vasselisme et la servitude n'existaient que dans certaines régions de la péninsule, car les conditions exceptionnelles de la guerre continue contre les Arabes ont favorisé l'émergence d'une classe de paysans li-

bres, fondée sur la propriété individuelle de la terre et l'exploitation des biens communs (pâturages, forêts, etc.) sur une grande partie du territoire frontalier de cette guerre. Pourtant, la carte de l'Espagne se caractérise par une grande diversité de types de propriété, allant de l'accaparement, de l'emphytéose et de la petite exploitation à la grande propriété foncière. Si l'on ajoute à cela des conditions physiques et climatiques très disparates entre les différentes parties du territoire, ce qui implique de grandes différences en termes de productivité, il en résulte d'immenses contrastes entre régions, dont certaines peuvent être assimilées aux petites propriétés apparues en France après la Révolution de 1789 et présentant d'autres particularités importantes difficilement assimilables à d'autres pays européens.

Sans entrer dans la genèse médiévale des propriétés agricoles, nous nous concentrons sur le moment clé du développement agricole du pays : le bouleversement social qu'impliqua le rejet de l'invasion française. C'est à ce moment que se rompt l'équilibre social traditionnel qui avait été maintenu entre la noblesse qui se plaçait sous la protection de la monarchie absolue et les forces bourgeoises progressistes qui avaient établi leur fief dans les communes espagnoles. La défection des premières devant l'envahisseur et la poussée populaire qui oblige les secondes à diriger une révolte non seulement contre les armées napoléoniennes, mais aussi contre l'Ancien Régime, se heurtèrent aux Cortes de Cadix en 1812. Là, les représentants d'une bourgeoisie urbaine peu nombreuse sous la pression d'une ville assiégée et en pleine effervescence, mais ayant besoin de l'appui de la petite noblesse qui luttait aussi contre l'envahisseur, votèrent ce qui sera la législation de référence en matière agraire pendant plus d'un siècle. En résumé, les Cortes de Cadix déterminent l'abolition des *seigneuries juridictionnelles* et le maintien des *seigneuries territoriales*. Cela signifiait que les paysans et les terres devenaient libres, c'est-à-dire les premiers non soumis à la dépendance personnelle (ce qui s'exprimait généralement en termes économiques) et les deuxièmes amortissables, aliénables, transférables sans tenir compte des droits de majorité, de primogéniture, etc. Mais cela signifiait aussi que la propriété foncière était remise aux seigneurs qui en avaient été les chefs juridictionnels. La formule était la suivante : à partir de la liberté individuelle et de l'instauration d'une propriété de type bourgeois comme celle que nous venons d'expliquer, celle-ci incomberait à qui aurait des droits historiques sur elle. Inutile de dire que ni les communes ni les paysans ne pouvaient faire valoir de tels droits face aux anciens seigneurs, seuls ces derniers demeurant donc propriétaires là où il y avait des doutes. La propriété privée de la terre demeura donc inchangée, à la différence que les paysans devinrent formellement des travailleurs libres (nous disons for-

mellement parce que, comme nous l'avons dit plus haut, il n'y eut en fait pas de servitude généralisée des paysans au seigneur, sauf dans très peu de régions du pays, la dépendance étant consacrée sous forme de paiements en nature, d'impôts, etc.) Nous pouvons résumer ainsi la carte de la propriété agricole en Espagne en tenant compte des relations sociales qui existaient avant l'indépendance :

- Zone andalouse, où les grandes étendues territoriales étaient la norme, pratiquement expropriation totale des paysans. Apparaît la propriété foncière capitaliste consacrée à la culture du blé et de l'orge.

- Zone de la Manche et sud de la Castille jusqu'au Tage, où, exactement comme en Andalousie, persistent les grandes étendues territoriales dédiées au blé et à l'orge.

- Zone castillane jusqu'au Douro, les grandes étendues appartenant à la noblesse et l'église cohabitent avec les petites propriétés agricoles.

- Zone navarraise, prédominance des petites exploitations caractérisées par leur grande fertilité.

- Galice, de grandes propriétés avec un système de baux qui accorde pratiquement la propriété foncière aux paysans qui se consacrent au maïs, à la pomme de terre et à d'autres cultures plus rentables que les céréales.

- Aragon et Catalogne, prédominance de petites propriétés combinées avec quelques-unes plus étendues mais loin des grands latifundia du sud.

- Zone côtière du nord (Asturies, Pays basque, Cantabrie), petites propriétés plus centrées sur l'élevage.

- Levant, mélange de petites et grandes propriétés dédiées à la culture d'arbres fruitiers.

Ainsi, les lois de Cadix, qui survécurent aux restaurations absolutistes successives, déterminèrent deux traits essentiels de la campagne. Tout d'abord, la création d'un substrat paysan qui ne pouvait subsister avec ses petites propriétés une fois que les grandes qu'il travaillait habituellement étaient devenues la propriété des seigneurs. Deuxièmement, le caractère aliénable de la terre, qui permettra sa lente concentration entre quelques mains et l'ascension d'une classe de petits propriétaires au statut de grands propriétaires terriens comparables aux nobles qui détenaient traditionnellement la propriété.

L'importance de ces deux facteurs sera mise en évidence lors de l'événement suivant, caractéristique de l'évolution du problème de la terre en Espagne : les « désamortissements ». En se concentrant sur les deux plus caractéristiques, celui de Mendizábal en 1830 et celui de Madoz en 1855, le processus peut se résumer comme suit : la faillite du Trésor public, qui se détachait de la Couronne et devenait une partie essentielle de l'État bourgeois naissant, empêchait l'État lui-même d'entreprendre les travaux publics (chemins de fer,

La guerre d'Espagne

routes, etc.) nécessaires au développement capitaliste. Il est donc procédé à la vente des terres dites amorties, c'est-à-dire celles qui appartenaient aux communes sous forme de terres communales et celles qui appartenaient aux ordres religieux. En conséquence, la source de revenus de nombreux petits paysans (les terres communes) disparut et un processus de concentration agraire démarra en Andalousie, la Manche, le sud de la Castille et l'Estrémadure, qui a abouti à la carte agraire définitive qui sera perceptible jusqu'aux années 1950. La **carte 4** permet d'observer le résultat en termes de concentration de la propriété agricole

Dans l'ensemble, ce processus de concentration de la propriété n'a pas abouti à la création d'entreprises modernes en termes capitalistes : le faible rendement des terres sur lesquelles la concentration avait lieu a entraîné la faiblesse des investissements en capital ; les méthodes de culture (trois feuilles) ou de non-culture de vastes étendues de terre (dédiées à la chasse ou au pâturage), les moyens de production limités (la charrue à traction humaine était encore courante en raison du manque d'animaux) caractérisaient des exploitations très arriérées.

Mais à la place, un phénomène très caractéristique se produisit, surtout en Andalousie : l'émergence d'une grande couche sociale de paysans qui non seulement ne possédaient pas un seul hectare de terre en propriété, mais ne travaillaient pas non plus celui de leur seigneur en termes de baux. Il s'agit des fameux journaliers, qui constituèrent la majorité de la main-d'œuvre des régions andalouse et de la Manche donnant naissance à un prolétariat purement agraire qui jouera dès lors un rôle déterminant dans les troubles ruraux. Dans d'autres régions d'Espagne, comme l'Estrémadure ou l'intérieur du Levant, il y eut des cas semblables, comme celui des *Junteros*, travailleurs qui possédaient les jougs pour unir les bœufs mais pas un seul pouce de terre et aucun animal, s'assimilant pratiquement aux prolétaires journaliers. Cette grande masse sociale prolétarienne sera la clé d'une constante ébullition dans la campagne, mais aussi la clé de la création d'un prolétariat urbain dans la région de Catalogne qui conservera très vivantes les traditions de lutte qu'il avait connues dans le sud du pays.

On ne peut passer sous silence un autre phénomène, à savoir la persistance d'un petit paysan aisé qui a survécu avec une petite parcelle en propriété et grâce à l'exploitation des terres communales. Surtout dans la région de Navarre, cette paysannerie se retrouva à la fois dans les rangs de la réaction absolutiste pendant les guerres civiles carlistes et dans les armées de Mola pendant la guerre civile.

Ainsi, à la fin du XIXe siècle, la structure agraire espagnole s'était consolidée telle qu'elle durera jusqu'au Plan de Stabilisation de 1959, avec la transformation des vieilles classes seigneuriales en nouvelles classes de propriétaires terriens semi-bourgeois (la fameuse *oligarchie agraire*) qui seront la principale

force sociale du pays jusqu'aux années 30. Là où la campagne était plus productive, cette voie « junker » de l'évolution agraire présentait moins de faiblesses dans la mesure où elle atténuait les tensions sociales et permettait la survie de petites exploitations agricoles qui atténuaient la misère de la paysannerie. Là où la monoculture céréalière et oléicole était prédominante, les limites de la rentabilité ont été rapidement atteintes malgré les mesures protectionnistes et les crises agricoles successives furent particulièrement dures. L'absentéisme foncier, le manque d'investissements en capital, la sous-utilisation des terres, etc., engendrèrent des tensions sociales qui n'ont pu être apaisées que lorsque les armées putschistes de 1936 ont occupé ces régions. Un corps mi-policier et mi-militaire comme la Garde civile, créée spécialement pour réprimer les classes populaires paysannes, donne une idée de l'importante tension qui existait autant que des émeutes successives qui ont éclaté jusqu'au début des années de la République.

Le troisième point à traiter dans ce paragraphe, la Réforme agraire de la IIe République, a déjà été commenté dans les pages de *Bilan* dans les années 1930. Comme on le sait, il s'agissait d'un programme d'expropriation des terres de certains grands propriétaires moyennant une indemnisation pour les répartir entre les journaliers sans terre ou entre les paysans qui n'en possédaient que de petites parcelles. L'objectif n'était pas tant d'accroître la rentabilité de la production agricole que de contenir une tension sociale croissante. L'objectif de la réforme agraire peut être défini comme une tentative de liquider la lutte sociale qui menaçait d'éclater définitivement dans une grande partie de l'Espagne en créant une couche de paysans aisés, perméables aux intérêts petits bourgeois d'autres couches sociales, et à partir de laquelle un plan d'investissement public pourrait être mis en œuvre pour accroître la productivité de l'agriculture espagnole.

Comme c'était inévitable, la réforme se heurta au fait que c'était la classe bourgeoise espagnole elle-même qui possédait la plus grande partie des terres et que l'image du seigneur féodal absentéiste de ces terres et étranger à la classe bourgeoise relevait du mythe plus que de la réalité. Le programme d'expropriation petit-bourgeois se heurta aux exigences de la grande bourgeoisie qui réclamait que ces expropriations se fassent sans toucher à leurs terres. Ainsi, la réforme elle-même fut conçue comme un plan tel qu'il aurait fallu au moins 150 ans avant qu'une partie substantielle des journaliers accède à la propriété foncière. Le grand projet républicain, qui se voulait une partie substantielle de la *république des travailleurs de toutes les classes* définie par la Constitution de 1931, fut mort-né et il ne réussit qu'à anéantir les espoirs des prolétaires sans terre dans la République.

Une période d'agitation sociale en milieu rural, beaucoup plus dure que les précédentes, a alors éclaté.

3. L'agitation sociale à la campagne au cours des années 1931-1936

Pour caractériser l'agitation sociale dans la campagne pendant cette période, il est important de préciser un fait fondamental : le développement de la production agricole, marqué comme nous l'avons souligné par la fin de l'attachement des paysans à la terre et par les confiscations du XIX^e siècle, a donné lieu, à la fin de ce même siècle, à la formation de relations sociales purement capitalistes dans une grande partie des campagnes espagnoles. Les grandes propriétés du sud de l'Espagne étaient exploitées pour la plupart par des prolétaires purs, c'est-à-dire par des travailleurs ruraux qui ne possédaient pas de terres propres et qui vivaient sur la base de contrats avec les propriétaires terriens ; Les petites propriétés du centre-nord de la péninsule se comportaient dans des termes similaires, employant une moindre quantité de main-d'œuvre mais le faisant également dans un rapport salarial ; enfin, des propriétés de taille moyenne apparaissent dans tout le pays, pouvant coexister avec de grandes concentrations de terres travaillées en métayage (*foros*, *rabassa morta*, etc.)

En ce sens, il est important d'expliquer un point que nous avons évoqué dans la première section de ce résumé : la faible productivité agricole n'est pas une caractéristique exclusive des modes de production pré-capitalistes ; c'est aussi la réalité des exploitations agricoles bourgeoises qui, même si elles sont à des années lumières des entreprises industrielles en termes de performances économiques, sont déjà plongées dans des relations sociales typiquement capitalistes. Si, en Espagne, la structure de la propriété n'a pas fondamentalement changé au cours de la période étudiée au-delà de l'émergence d'une classe de nouveaux petits et moyens agriculteurs, on ne peut pas déduire de la continuité dans le domaine de la propriété juridique, une continuité dans le type de production. Le cas le plus singulier est celui de la moitié sud du pays. Dans cette zone, celle qui comptait la plus grande concentration de propriétaires fonciers (voir **carte 4**), on assiste tout au long du XIX^e siècle à un mouvement de *junkerisation* du développement agricole, c'est-à-dire de maintien de la propriété entre les mains de l'ancienne noblesse, convertie en une oligarchie foncière et infiltrée par une grande partie de la nouvelle grande bourgeoisie rurale, qui, peu à peu, prit en charge la transformation capitaliste des exploitations agricoles. Le régime de la Restauration (comme on appelle le retour des Bourbons sur le trône après la période révolutionnaire de 1868-1874 et l'instauration du bipartisme) reposait sur le pacte entre l'oligarchie foncière et les classes industrielles des principales villes. Dans une sorte de symbiose économique, les intérêts de la production céréalière à grande échelle se conjugaient parfaitement avec ceux de l'industrie textile catalane naissante, donnant naissance aux pactes tarifaires de la fin du XIX^e

siècle, tandis que ceux de la production d'olives s'aliaient à ceux qui représentaient le capital industriel basque. Les grandes extensions agricoles de la moitié sud du pays firent également valoir leurs intérêts purement bourgeois dans la formation d'un État qui représentait leurs besoins.

Mais du côté des paysans, ce processus a été sanglant : à la perte initiale des terres qu'ils cultivaient pour le seigneur et sur lesquelles ils avaient certains droits de permanence, s'ajoutait la perte des terres communales qui leur permettaient de subsister. Cette double pression, caractéristique de l'évolution de la campagne espagnole par la voie *Junker*, déboucha sur des émeutes agraires qui éclataient périodiquement, créant la base sociale du républicanisme d'abord et du syndicalisme agraire ensuite. Les soulèvements de Malaga dans les années 1840, de Jerez dans les années 1880, véritables insurrections paysannes, répondaient à la transition de la paysannerie vers sa conversion en un prolétariat complètement privé de tout moyen de vie autre que la vente de sa force de travail, phénomène saisonnier et soumis aux fluctuations économiques qui ont déterminé les crises agraires de la fin du XIX^e siècle. C'est précisément après ces grandes agitations que les courants anarchistes commencèrent à s'organiser et à imprégner les campagnes de la moitié sud du pays, diffusant un programme collectiviste et immédiate tant sur le plan politique qu'économique (et même « militaire »), qui gagna une bonne partie des nouveaux prolétaires. Nous ne nous attarderons pas à réfuter l'idée d'un prétendu millénarisme congénital à la paysannerie ou d'un ADN libertaire parmi les habitants du sud de la péninsule ; mais nous ne pouvons manquer de souligner que le prolétariat rural écrivit les pages les plus dures de l'affrontement contre la bourgeoisie à une époque où le prolétariat urbain n'était encore qu'une petite force.

De tout ce que nous venons de dire, il faut retenir que les agitations agraires dans la moitié sud de l'Espagne, où elles furent les plus nombreuses, avaient un caractère purement prolétarien, tant par leur organisation (sous forme syndicale) que par leur contenu (qui rejeta, dès le début du XX^e siècle, la répartition individuelle des terres comme solution). Il est vrai qu'il y a eu d'autres types d'agitations dans des régions comme la Catalogne, où le régime du métayage établi selon le principe de la *rabassa morta* (les paysans possédaient la terre et les vignes jusqu'à leur mort, date à laquelle le contrat de fermage était renouvelé) créa une classe de fermiers pauvres mais non prolétaires, qui avaient un caractère typiquement paysan, c'est-à-dire qui avançaient la revendication du partage des terres des grands propriétaires entre les familles paysannes. Et il est vrai que le conflit que cette classe, assimilable à la petite bourgeoisie, entretenait

La guerre d'Espagne

avec le pouvoir central fut une source d'instabilité continue tout au long de la période républicaine. Mais le véritable poids social, durant cette période, reposait sur les prolétaires d'Andalousie, d'Estrémadure et de Castille-la-Manche ; le rôle qu'ils jouèrent au cours des années 1930 fut décisif tant dans le déclenchement de la guerre civile que dans son développement.

En fait, comme nous l'avons expliqué dans la section précédente, la mesure la plus urgente à instaurer dès le gouvernement républicain provisoire (1931-1932) dirigé par les partis conservateurs, fut la réforme agraire qui devait affaiblir la force des latifundia du sud en donnant lieu à une répartition des terres entre les journaliers. La réponse de ces journaliers à la chute de la monarchie ne se fit pas attendre. Dans un contexte où la crise économique, qui en Espagne fut dans une large mesure une crise agricole, fit des ravages, condamnant pratiquement la moitié de la main d'œuvre agricole au chômage forcé, l'occupation des terres pour leur culture collective commença quelques jours à peine après l'instauration de la république. Surtout dans la région de l'Andalousie occidentale, les journaliers prirent l'initiative d'abattre les clôtures des terres non cultivées appartenant à la bourgeoisie agraire pour les mettre en exploitation. Ce fut d'ailleurs la raison de la tentative de coup d'État de Sanjurjo en 1932, qui eut lieu précisément à Séville, où la Guardia Civil apparaissait comme la seule garantie possible des grands propriétaires qui voyaient leurs intérêts en danger. Et c'est dans ce contexte que s'expliquent des événements comme celui de Casas Viejas, une agglomération de la région de Cadix, où après une grève générale manquée, les journaliers se barricadèrent dans leurs quartiers et furent massacrés par la Guardia Civil sur ordre du très républicain Azaña, champion des partis de gauche.

La virulence de la mobilisation prolétarienne dans la moitié sud de l'Espagne ne signifie pas qu'elle était absente dans d'autres régions. En fait l'ensemble du prolétariat agricole se lança dans des luttes partielles pour des revendications salariales en affrontant non seulement les grands propriétaires terriens, mais aussi ceux qui possédaient de petites parcelles de terre et qui employaient une main-d'œuvre salariée saisonnière. Comme fait révélateur de cette extension de l'agitation, on peut signaler la mise en place de syndicats ouvriers traditionnels dans des régions où ils n'avaient jamais eu d'implantation auparavant, comme en Aragon, où la classe des salariés était minoritaire par rapport aux petits propriétaires. Mais c'est dans les régions andalouses, d'Estrémadure et de La Manche que la lutte prolétarienne atteignit sa plus grande intensité.

De manière générale, on peut caractériser cette lutte de la façon suivante :

1. Comme nous l'avons dit, il ne s'agit pas d'une lutte typiquement paysanne : en raison de son contenu et de ses formes d'organisation, les prolétaires ruraux

se présentaient comme une classe qui combattait indépendamment des autres, entraînant derrière eux y compris une bonne partie des petits propriétaires qui n'avaient pas recours au travail de journaliers.

2. Outre la réforme agraire, les gouvernements républicains essayèrent de mettre en œuvre un vaste système d'instruments de conciliation sociale capables d'amortir la lutte des classes dans les campagnes. C'est ainsi que furent mis en place des « jurys mixtes », organismes de médiation entre les employeurs, les syndicats et l'État, qui cherchaient à résoudre les conflits du travail sans recourir à la grève. Un système de subventions fut également institué pour fournir du travail aux chômeurs, etc. En général, la pression du prolétariat rural faisait que ces mécanismes de conciliation entre classes jouaient toujours en faveur de leurs intérêts immédiats, généralisant la hausse des salaires, etc. C'est contre ce système, qui favorisait les prolétaires dans la mesure où ils disposaient d'une force réelle acquise par la lutte, mais qui cherchait à saper cette force en la contrôlant par des mécanismes démocratiques, que la bourgeoisie rurale se dressa, ne voyant, comme toujours, que ses pertes immédiates. La répression sanglante qui suivit le coup d'État fut dirigée à la fois contre les forces syndicales et politiques et contre les représentants des institutions démocratiques que la République avait implantées dans le monde rural (enseignants, fonctionnaires, etc.)

3. L'anarchisme était la force politique dominante parmi les journaliers depuis la fin du XIXe siècle et, par conséquent, les anarchistes furent à la tête à la fois des affrontements salariaux avec les propriétaires terriens et des mobilisations semi-insurrectionnelles. Les conséquences de cette orientation furent néfastes pour les prolétaires. Même si les affrontements avec la bourgeoisie agraire et ses forces répressives furent très durs lors des grèves, ils n'ont jamais eu, même dans les moments de plus grande mobilisation, un objectif clair, les dirigeants anarchistes se contentant d'indiquer une vague « collectivisation » immédiate des terres (à l'intérieur des communes) comme objectif final et donc gaspillant l'incroyable force ouvrière qui se manifestait au cours de ces années. Malgré l'existence d'un syndicat, la CNT, qui regroupait les prolétaires des campagnes et des villes, les deux secteurs restaient pratiquement déconnectés l'un de l'autre ; on peut constater combien les phases d'apogée de la lutte dans les campagnes correspondaient à des moments de dépression de la lutte dans les villes et vice versa, sans qu'aucune offensive commune n'ait jamais lieu.

4. Le courant socialiste, organisé en syndicat au sein de l'UGT, avait moins de force parmi les prolétaires ruraux. Sa politique de collaboration avec la dictature de Primo de Rivera la désavoua aux yeux d'une grande partie de ces prolétaires, mais la politique de

subventions accordées par le gouvernement socialiste-républicain renforça peu à peu ses positions dans la mesure où il devint gestionnaire de ces subventions. La direction du PSOE-UGT maintint comme position fondamentale le respect absolu de la légalité républicaine, cherchant précisément à renforcer les mécanismes de médiation que celle-ci mettait en place et soumettant la lutte immédiate des prolétaires à la défense du programme agraire des différents gouvernements. Ce n'est qu'après l'arrivée au pouvoir de Lerroux en 1934 et l'inclusion comme ministres des membres du CEDA (parti qui représentait les grands propriétaires terriens) que la pression de la classe ouvrière força l'UGT à adopter une position de confrontation avec le gouvernement, même si les implications sur le terrain pratique furent impuissantes, comme ce fut le cas pour les anarchistes, lors de l'imposant mouvement de grève de juin 1934.

5. La très forte vague de grèves et d'occupations de terres (surtout alors en Estrémadure) qui suivit la victoire du Front Populaire en février 1936 créa un climat pré-insurrectionnel en Espagne. La légalité républicaine était complètement dépassée et ne pouvait sanctionner qu'après coup les occupations de terres des grands propriétaires. Seul le coup d'État militaire fut capable d'arrêter l'extension du conflit. Comme on le sait, la réponse ouvrière dans les villes au soulèvement des généraux entraîna la défaite de la plupart d'entre eux et cela dans les endroits clés (Barcelone, Valence, Madrid, etc.) Le poids des prolétaires organisés dans la CNT et dirigés concrètement par la FAI fut décisif. Mais qu'en fut-il à la campagne ? Les régions où les mobilisations des journaliers avaient été les plus intenses (Estrémadure et Andalousie occidentale surtout) res-

tèrent aux mains de ces mêmes journaliers, tandis que les forces bourgeoises se renforcèrent dans des villes comme Séville grâce à l'extraordinaire concentration de la Guardia Civil et des militaires qui étaient sur place précisément pour combattre les prolétaires.

Le prolétariat rural donne alors l'impression d'être une armée démobilisée : il contrôle le territoire, mais ne reçoit ni l'encadrement militaire ni la direction nécessaires pour achever d'écraser l'ennemi.

À Barcelone, pendant ce temps, les dirigeants de la FAI acceptent de respecter le gouvernement régional républicain de la Generalitat, affirmant ne pas disposer de suffisamment de forces pour le combattre. A Madrid, ils rejoignent directement le PSOE et les Républicains dans un front unique. Les socialistes, les anarchistes et bien sûr les staliniens laissent au gouvernement l'initiative de mobiliser la classe prolétarienne des campagnes, seul garde-fou contre l'avancée des troupes franquistes venant d'Afrique. Plus craintive des prolétaires que des militaires, la République démobilise les prolétaires maîtres des villes de la région, les appelle à ne pas résister, leur refuse les armes... En novembre 1936, quatre mois après le début de la guerre, Madrid est assiégée depuis le sud, les troupes de Franco ayant parcouru huit cents kilomètres sans aucune résistance, tandis que les organisations syndicales des prolétaires ruraux ont été détruites et que la répression est menée de manière particulièrement sadique contre les journaliers.

6. L'oubli du prolétariat des campagnes et des zones insurgées a été une des clés de la défaite. La division entre les camps « national » et « républicain » brisa la solidarité de classe, laissant le prolétariat espagnol à la merci de la réaction des deux côtés.

Le 14 mars 1883 mourait Karl Marx

Pour nous, le marxisme est synonyme de **communisme révolutionnaire**, la doctrine que Marx et Engels ont formulée en parfaite harmonie, à l'époque – comme le dira Lénine en 1913 (1) – : « où la classe ouvrière se dégage de la démocratie bourgeoise, l'époque de la naissance d'un mouvement ouvrier indépendant, l'époque de la définition des bases de la tactique et de la politique prolétarienne. »

Nous avons parlé de communisme révolutionnaire parce que, depuis le *Manifeste du Parti communiste*, écrit à quatre mains par Marx et Engels – et que la Ligue des Communistes, à laquelle ils avaient adhéré en 1847, avait adopté en 1848 comme déclaration théorico-politique de guerre internationale au capitalisme et, donc, à la classe dominante bourgeoise de chaque pays –, les écoles politiques les plus diverses du socialisme petit-bourgeois qui ont précédé la doctrine marxiste ont évolué vers des idéologies opportunistes de plus en plus ouvertement pro-bourgeoises : du bernsteinisme au menchevisme, du réformisme social-démocrate au social-chauvinisme et au maximalisme, jusqu'à devenir le bras armé de la contre-révolution bourgeoise comme en Allemagne et en Hongrie en 1919, en Russie à partir de 1926 et ensuite dans le monde entier sur les ailes du national-communisme stalinien.

Pour parler de la doctrine marxiste, c'est-à-dire du communisme révolutionnaire, on ne peut se référer qu'à la monumentale œuvre théorico-historico-politique produite par ce *travail en commun* – comme le dira Engels – qui a révélé Marx et Engels comme les protagonistes d'un moment historique particulier, vers le milieu du XIXe siècle, où les trois plus importants courants d'idées (la philosophie classique allemande, l'économie politique anglaise et le socialisme français), à la lumière des doctrines révolutionnaires françaises en général, avaient atteint leur plus haute et maximale expression possible ; avec le marxisme, leur contribution spécifique aux différentes conceptions du monde a été dépassée dans une nouvelle **conception intégrale du monde**, complète et harmonieuse, « *inconciliable avec toute superstition, avec toute réaction, avec toute défense de l'oppression bourgeoise* » (2).

Dans cet article, nous nous référerons avant tout à Lénine qui synthétise clairement et sans ambiguïté dans des brochures de propagande, les caractéristiques fondamentales de la doctrine marxiste, en particulier sa doctrine économique qui est le noyau central

du marxisme.

Dire marxisme, c'est comme dire doctrine de Karl Marx, mais non pas au sens où cette doctrine serait l'œuvre de l'individu, aussi doué et génial soit-il, nommé Karl Marx, mais au sens où « *la théorie et la tactique du socialisme révolutionnaire prolétarien, ou communisme* » – comme l'écrit Lénine (3) – formulées par l'œuvre commune de Marx et Engels constituent « *la nouvelle conception du monde* », définissant « *le matérialisme conséquent étendu à la vie sociale, la dialectique, science la plus vaste et la plus profonde de l'évolution, la théorie de la lutte des classes et du rôle révolutionnaire dévolu dans l'histoire mondiale au prolétariat, créateur d'une société nouvelle, la société communiste* » (4). Cette nouvelle conception du monde se basait sur le matérialisme historique et dialectique, un matérialisme qui avait dépassé la conception mécanique du développement humain et social (qui ne tenait pas compte du développement moderne de la chimie, de la biologie et de la théorie électrique de la matière, comme le disait Lénine), la conception métaphysique et antidialectique, et la conception de l'essence de l'homme de manière abstraite et non comme l'ensemble de toutes les relations sociales (concrètement et historiquement déterminées) ; un matérialisme qui ne se limitait pas à « *interpréter* » le monde – donc même pas à « *interpréter* » le capitalisme, ce à quoi les écoles bourgeoises et conservatrices voudraient réduire le marxisme – mais qui se posait la perspective de le « *transformer* », plaçant ainsi l'activité révolutionnaire pratique au centre de l'activité humaine (5).

En effet, rappelons qu'Engels, qui s'était déclaré communiste dès 1842, en fait un peu avant Marx, avait déjà écrit en 1844 - 1845 l'un de ses ouvrages les plus

(1) Cf. Lénine, *La correspondance entre Marx et Engels*, 1913, Œuvres Complètes, vol.19, Éditions Sociales, Paris, Tome 19, p.594.

(2) Cf. Lénine, *Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme*, 1913, Œuvres Complètes, vol.19, Éditions Sociales, Paris, Tome 19, p.13-14.

(3) Cf. Lénine, *Karl Marx*, 1914, Œuvres Complètes, vol.21, Éditions Sociales, Paris, Tome 21, p.42.

(4) Ibidem, p.42.

(5) Ibidem, p.47.

célèbres, *La situation de la classe ouvrière en Angleterre* ; il vivait alors à Manchester, son « université », comme l'écrit F. Mehring dans son « Histoire de la social-démocratie allemande » (6) : « au milieu de la grande industrie, qui ronge la société bourgeoise pour construire les fondements de la société socialiste. Il a étudié les deux côtés de ce processus historique, l'inhumain comme l'humain, et sa culture philosophique l'a rendu capable de comprendre le lien interne entre les deux aspects, ce que le socialisme anglais et le prolétariat anglais n'ont pas été en mesure de connaître », tandis que « Marx a puisé de l'étude de la Révolution française la connaissance que ce n'est pas l'État qui maintient la société bourgeoise ensemble, mais la société bourgeoise l'État ». Engels, poursuit F. Mehring, « a appris de l'industrie anglaise que les faits économiques, qui jusqu'alors n'avaient aucune place dans l'historiographie ou étaient considérés avec mépris, constituaient au moins une puissance historique décisive dans le monde moderne, qu'ils formaient la base de l'émergence des antagonismes de classe modernes, que de tels antagonismes de classe dans les pays où, grâce à la grande industrie, ils s'étaient pleinement développés – donc surtout en Angleterre – constituaient à leur tour la base de la formation des partis politiques, des luttes de partis et donc de toute l'histoire politique » (7).

Par des voies différentes, continue F. Mehring, Engels et Marx sont arrivés à la même conclusion. Engels rencontrera personnellement Marx, exilé à Paris, en 1844 et constatera leur « complet accord dans toutes les questions théoriques » et précisera en 1885 que « c'est de cette époque que date notre collaboration » dans son *Histoire de la Ligue communiste* (8). En effet, Engels souligne que « Non seulement Marx avait abouti à la même idée, mais, dès 1844, il l'avait généralisée dans les « *Deutsch-Französische Jahrbücher* » et exposé qu'en somme ce n'est pas l'État qui conditionne et règle la société bourgeoise, mais la société bourgeoise qui conditionne et règle l'État, qu'il faut donc expliquer la politique et l'histoire par les conditions économiques et leur évolution, et non inversement. » ; et il poursuit : « Quand nous nous retrouvâmes à Bruxelles au printemps 1845, Marx avait déjà, sur les principes ci-dessus, complètement construit sa théorie matérialiste de l'histoire et nous nous mîmes à développer par le détail et dans les directions les plus diverses notre nouvelle conception. »

Entre 1846 et 1847, Marx écrivait *Misère de la philosophie*, en y critiquant totalement les thèses de Proudhon et son socialisme idéaliste et antidialectique, et en y exposant la conception matérialiste de l'histoire qui servira de base du système de conceptions qui constituait le marxisme. En décembre 1847, après de longs débats et affrontements polémiques contre les positions du communisme pseudo-égalitaire français (à la Babeuf), contre le communisme anarchiste (à la

Proudhon) et le socialisme chrétien-primitif (à la Weitling) et contre le caractère conspirateur de l'organisation, Marx et Engels sont chargés par la « Ligue des Communistes » (qui s'appelait encore quelques mois plus tôt « Ligue des Justes », dont la devise était : « Tous les hommes sont frères », remplacée plus tard par la devise qui clôt le *Manifeste* de Marx-Engels « Prolétaires de tous les pays unissez-vous ! ») de rédiger un *Manifeste* afin que la position doctrinale de la Ligue des Communistes apparaisse claire et distincte des différents « socialismes ». Engels, en effet, s'était déjà essayé quelques mois plus tôt à un écrit connu sous le nom de *Principes du communisme* (une sorte de « catéchisme », avec questions et réponses, comme c'était l'usage à l'époque), texte sans prétention de représenter quelque chose de définitif, mais qui servit à Marx et Engels de canevas pour rédiger non pas tant une profession de foi qu'un véritable *Manifeste*.

En effet, le 24 novembre 1847, séjournant alors à Paris, Engels écrit à Marx, alors à Bruxelles, à propos de la tâche reçue de la Ligue des Communistes : « Réfléchis donc un peu à la profession de foi. Je crois qu'il est préférable d'abandonner la forme du catéchisme et d'intituler cette brochure : « *Manifeste communiste* ». Comme il nous faut plus ou moins parler d'histoire, la forme actuelle ne convient pas. J'emporte le projet que j'ai fait ici (9), il se veut simplement narratif, mais il est fort mal rédigé parce qu'écrit terriblement vite. Je commence ainsi : *Qu'est-ce que le communisme ? et tout de suite après, le prolétariat – origine, différence avec les ouvriers d'autrefois, développement de l'opposition entre la bourgeoisie et le prolétariat, crises, conséquences qu'on doit en tirer. Parmi tout cela, toutes sorte de points secondaires et enfin la politique du parti communiste dans la mesure où elle doit être rendue publique. Ce projet n'est pas encore tout à fait au point pour être soumis à l'approbation de la Ligue, mais je pense le faire accepter, à quelques petites choses près, sous une forme telle que rien n'y figure qui soit contraire à nos idées.* » (10).

Le *Manifeste du Parti communiste*, rédigé vers la

(6) Cf. Franz Mehring, *Histoire de la social-démocratie allemande*, 1961, Editori Riuniti, Rome, vol I, p.200-201 (le premier volume n'est pas disponible en français).

(7) Ibidem, p.201.

(8) Cf. F. Engels, *Quelques mots sur l'histoire de la Ligue des communistes*, Œuvres choisies Marx-Engels, Éditions du Progrès, Tome 3, p.187 pour les 2 citations.

(9) C'est-à-dire les *Principes du communisme*, cf. Œuvres choisies Marx-Engels, Tome 1, p.82.

(10) Cf. *Engels à Marx, à Bruxelles, Paris 23-24 novembre 1847*, Correspondance Marx-Engels, Éditions Sociales, Tome 1, p.507-508.

fin de 1847 et publié en 1848, marque le point historique à partir duquel la théorie du communisme se dresse devant l'ensemble de la société bourgeoise comme la seule théorie révolutionnaire dans la dernière société divisée en classes que le mode de production capitaliste a non seulement créée, avec le développement de la grande industrie, le développement économique, social et politique le plus élevé des sociétés de classes, mais qui a également créé la classe sociale, le prolétariat salarié, qui, en tant que représentant de la seule force productive poussée à briser toutes les limites dans lesquelles le capitalisme contraint les rapports sociaux de production, a la tâche historique de révolutionner de fond en comble l'ensemble de la société. Une très longue série de textes théoriques et politiques de Marx et Engels, parmi lesquels s'illustre *Le Capital*, témoignent à la fois de leur engagement à comprendre la réalité historique et sociale et de leur détermination à combattre toutes les expressions idéologiques, politiques et pratiques du pouvoir bourgeois dans toutes ses variantes ; de leur formidable cohérence dans la recherche scientifique du développement matériel et historique de la société humaine en appliquant la seule méthode qui puisse dévoiler les secrets du développement économique et de la formation des classes poussées à lutter entre elles en fonction du développement social des forces productives, au-delà et contre toutes les conceptions métaphysique, religieuse, mécanique et antidialectique.

Le monde, écrira Engels – reprenant l'argument philosophique déjà discuté avec Marx en 1845 dans « *L'Idéologie allemande* » –, « ne doit pas être considéré comme un complexe de **choses** achevées, mais comme un complexe de **processus** où les choses, en apparence stables, tout autant que leurs reflets intellectuels dans notre cerveau, les idées, passent par un changement ininterrompu de devenir et de dépérissement », et de même pour la « philosophie dialectique », « Il n'y a rien de définitif, d'absolu, de sacré devant elle ; elle montre la caducité de toutes choses et en toutes choses, et rien n'existe pour elle que le processus ininterrompu du devenir et du transitoire, de l'ascension sans fin de l'inférieur au supérieur, dont elle n'est elle-même que le reflet dans le cerveau pensant » (11). Le matérialisme historique n'aurait pas de sens s'il n'était pas en même temps dialectique, donc si la théorie de la connaissance appliquée à l'homme et à sa société n'expliquait pas la *conscience* individuelle par l'*être*, et non l'inverse, et ainsi la *conscience sociale* par l'*être social*, c'est-à-dire par l'entrée des hommes dans des rapports de production déterminés par le degré de développement de leurs forces productives matérielles donc, c'est l'ensemble de ces rapports de production qui constitue la structure économique de la société, base réelle sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique, et à laquelle correspondent des formes déterminées de conscience sociale (Lénine). Lorsqu'il s'agit de rechercher les forces motrices « qui, – consciemment ou inconsciemment et, il faut le dire, très

souvent inconsciemment – , se trouvent derrière les mobiles des actions des hommes dans l'histoire et qui constituent en fait les dernières forces motrices de l'histoire, il ne peut pas tant s'agir des motifs des individus, si éminents soient-ils, que de ceux qui mettent en mouvement de grandes masses, des peuples entiers, et dans chaque peuple, à leur tour, des classes tout entières ; motifs qui les poussent non à des soulèvements passagers à la manière d'un feu de paille qui s'éteint rapidement, mais à une action durable, aboutissant à une grande transformation historique. » (12)

La structure économique de la société crée des classes ; et dans le développement historique de ces sociétés divisées en classes, parvenues à la société capitaliste, les classes fondamentales ont été réduites à deux : la bourgeoisie et le prolétariat. La conscience sociale de l'une et l'autre classe s'explique par l'être social de l'une et l'autre classe. L'être social de la bourgeoisie consiste à avoir imposé révolutionnairement à l'ensemble de la société, grâce au développement des forces productives déjà amorcé au sein de la société féodale, des rapports bourgeois de production et de propriété : ces rapports déterminés par le fait d'être propriétaire de tous les moyens de production, y compris la terre, et de s'approprier l'ensemble de la production sociale, contraignent toute la société à se soumettre aux lois du marché capitaliste ; ils obligent en particulier le prolétariat, en tant que force de travail, à vivre sous le régime du travail salarié, faisant ainsi dépendre sa vie de la possibilité ou non de vendre sa force de travail aux capitalistes. Depuis que les sociétés divisées en classes existent, existe aussi la lutte des classes, menée par les classes possédantes et dominantes contre les classes subordonnées et dominées, et par ces dernières contre l'exploitation et l'oppression et qui, historiquement, ont toujours représenté le développement des forces productives en lutte contre les formes de production qui entravaient ou empêchaient ce développement, des formes de production imposées par les classes dominantes et maintenues pour sauvegarder leur propres domination et privilèges.

La révolution sociale qui a initié et finalement imposé la nouvelle société contre l'ancienne a jusqu'à présent toujours reposé sur des bases économiques qui, en raison de leur développement initial, « demandaient » de nouvelles formes de production. La révolution bourgeoise commença d'abord sur le terrain économique du féodalisme, en transformant le travail individuel et artisanal en un travail associé mieux adapté aux innovations techniques productives, et en formant ainsi des relations

(11) Cf. F. Engels, *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande*, Œuvres choisies Marx-Engels, Éditions du Progrès, Tome 3, p.384 et 360.

(12) Ibidem, p.389.

de production liées au nouveau mode de production, puis en s'élevant au niveau de la lutte politique révolutionnaire lorsque le développement des nouvelles forces productives ne pouvait plus être contenu dans les anciens rapports sociaux de type féodal, antique, voire esclavagiste. Dans l'histoire des sociétés divisées en classes, chaque classe dominante a eu sa phase révolutionnaire, sa phase de stabilisation et de conservation, et sa phase réactionnaire. La classe bourgeoise n'échappe pas à cette loi historique. A la différence des sociétés précédentes, la société capitaliste, bien que caractérisée par un développement inégal du capitalisme dans différents pays et continents, a universalisé les lois mercantiles du capitalisme aux quatre coins du monde, généralisant les relations bourgeoises de production et de propriété sur tous les continents. Cela signifie que, malgré le retard économique inévitable de nombreux pays par rapport aux pays capitalistes les plus développés, les conditions de vie et de travail des masses laborieuses dépendent néanmoins partout du même régime de travail salarié existant dans les pays avancés. Si les bourgeois du monde entier sont unis par le même type de rapport de propriété des moyens de production et de domination sociale exercée par le moyen de domination le plus efficace qui soit, l'État, les prolétaires du monde entier sont unis par la condition d'être des sans réserve, des travailleurs salariés, uniquement de la force de travail à la disposition du capital ; s'il n'a pas de travail le prolétaire ne mange pas, le bourgeois ne travaille pas mais ne saute jamais un repas.

Fière du spectaculaire progrès économique industriel et social du système capitaliste dont elle représente les intérêts généraux et particuliers, la bourgeoisie a toujours été bien consciente de l'existence de la lutte des classes. Marx lui-même n'a pas hésité à l'admettre. En effet, dans sa fameuse lettre à Joseph Weydemeyer du 5/03/1852, il écrit : « *Maintenant, en ce qui me concerne, ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert l'existence des classes dans la société moderne, pas plus que la lutte qu'elles s'y livrent. Des historiens bourgeois avaient exposé bien avant moi l'évolution historique de cette lutte des classes et des économistes bourgeois en avaient décrit l'anatomie économique. Mon originalité a consisté : 1. à démontrer que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases historiques déterminées du développement de la production ; 2. que la lutte des classes mène nécessairement à la dictature du prolétariat ; 3. que cette dictature elle-même ne représente qu'une transition vers l'abolition de toutes les classes et vers une société sans classes.* » (13). Dans ces trois points sont condensés les points fondamentaux de la doctrine marxiste tant du point de vue du matérialisme historique et dialectique, que du point de vue du programme révolutionnaire du prolétariat, destiné historiquement à « *se constituer forcément en classe* » : « *il s'érige par une révolution en classe dominante et, comme classe dominante, détruit par la violence l'ancien régime de*

production, il détruit, en même temps que ce régime de production, les conditions de l'antagonisme des classes, il détruit les classes en général et, par là même, sa propre domination comme classe. » (14)

Dans sa lutte tenace et vigoureuse contre toutes les formes d'opportunisme, Lénine affirmera à juste titre que nul ne peut se dire communiste marxiste s'il ne reconnaît pas que la lutte de classe du prolétariat doit aboutir à sa dictature de classe, que cette lutte ne peut être menée pacifiquement mais par la violence révolutionnaire, en passant par les phases nécessaires de la direction de la révolution prolétarienne par le parti de classe ; du renversement de l'État bourgeois (et, comme en Russie en 1917 de l'État autocratique et monarchique) ; de l'instauration de la dictature du prolétariat exercée uniquement par le parti communiste révolutionnaire afin d'intervenir de manière despotique dans les rapports politiques, sociaux et économiques existants et de soutenir la lutte révolutionnaire prolétarienne dans tous les pays où la bourgeoisie est encore au pouvoir. Il ne lui est jamais venu à l'esprit de théoriser que la révolution prolétarienne n'est possible que si elle se produit simultanément dans tous les pays capitalistes avancés.

La perspective de la lutte de classe du prolétariat – contrairement à celle de la bourgeoisie – n'a jamais été nationale, mais internationale, bien que, précisément en raison du développement historique inégal du capitalisme, la révolution prolétarienne puisse avoir lieu, au début du processus révolutionnaire, même dans un seul pays : elle ne pourra jamais être véritablement victorieuse de la bourgeoisie et du capitalisme si elle ne s'étend pas au monde entier.

L'un des nœuds les plus ardues auxquels ont été confrontés les socialistes et les communistes au XIXe siècle est certainement celui de la compréhension de la loi économique de la société capitaliste, loi révélée notamment par Marx (en particulier dans *le Capital*). Et c'est là que nous retrouvons Lénine et son pamphlet *Karl Marx* mentionné plus haut. Lénine déclare en effet : « *L'étude des rapports de production d'une société donnée, historiquement déterminée dans leur naissance, leur développement et leur déclin, tel est le contenu de la doctrine économique de Marx. Ce qui domine dans la société capitaliste, c'est la production des marchandises ; aussi l'analyse de Marx commence-t-elle par l'analyse de la marchandise.* » (15)

(13) Cf. Correspondance Marx-Engels, *Marx à Joseph Weydemeyer, à New York 5 mars 1852*, Éditions Sociales, Tome III, p.79. Souligné par Marx.

(14) Cf. Marx-Engels, *Manifeste du Parti communiste*, Œuvres choisies Marx-Engels, Éditions du Progrès, Tome 1, p.131.

(15) Cf. Lénine, *Karl Marx*, 1914, Œuvres Complètes, vol.21, Éditions Sociales, Paris, Tome 21, p.54.

C'est à partir de cette analyse longue et approfondie que Marx fait apparaître la loi de la valeur, pour laquelle, dans la société capitaliste, la *valeur d'usage* de chaque produit revêt la qualité de marchandise, c'est-à-dire la qualité de valeur *d'échange* ; dans le processus historique de développement de la production marchande et des échanges, la valeur des marchandises est représentée par l'argent, qui, à son tour, à un certain degré de développement de la production marchande, se transforme en capital. Cette transformation particulière est visible dans l'augmentation de l'argent dans la circulation capitaliste, et c'est un fait connu de tous. Mais d'où cette augmentation tire son origine ? Voilà le mystère que la bourgeoisie n'a pu expliquer que par des théories absconses sur la concurrence et du jeu des prix des différents produits mis sur le marché.

C'est Marx qui lève le mystère : tout produit qui s'échange sur le marché est le résultat de la production des marchandises qui y arrivent avec une valeur déterminée (non seulement d'usage, mais surtout d'échange) mais pour que toutes les marchandises, et donc toutes les valeurs d'échange, puissent être effectivement échangées sur le marché, il faut un moyen équivalent des marchandises qui, non seulement, n'a pas les caractéristiques des différentes valeurs d'usage des produits, mais qui permette l'échange des marchandises avec un moyen de circulation et de paiement qui représente formellement et abstraitement la valeur de chaque marchandise même si les marchandises échangées sont complètement différentes les unes des autres, et ce moyen est l'argent, c'est-à-dire une marchandise qui reste *toujours la même* par rapport à toutes les autres marchandises qui sont échangées.

Chaque marchandise est produite par le travail humain, et ce que toutes les marchandises ont en commun, c'est précisément le travail humain. Donc, la valeur de chaque produit issu de la production capitaliste est déterminée non seulement par la valeur des moyens de production utilisés et la valeur des matières premières nécessaires à la transformation en produits à échanger sur le marché (le capital *fixe* de la composition organique du capital), mais aussi par la force de travail, elle-même transformée en marchandise dans le régime salarial, qui est employée pour cette transformation (le capital *variable* de la même composition organique du capital), force de travail dont la valeur est mesurée en temps de travail journalier employé dans le cycle de production. Si les deux valeurs, fixe et variable, à la fin du cycle de production, se transmettaient dans les marchandises produites dans la même quantité d'origine, il n'y aurait pas d'augmentation de capital, pas de gain d'argent pour le capitaliste. La valeur du capital fixe est transmise, dans les proportions appropriées, au produit fini par le biais du travail humain. C'est donc dans la force de travail, et précisément dans son temps de travail quotidien, qu'il faut chercher le mystérieux mécanisme par lequel le capital initialement employé au début du cycle de production se trouve augmenté à la

fin du cycle de production et de l'échange sur le marché.

La force de travail humaine a également sa valeur d'usage ; son *usage* c'est justement le travail, et c'est le travail qui crée la valeur. Dans le capitalisme, comme pour toute autre marchandise, la marchandise force de travail a sa propre valeur d'échange, une valeur qui est déterminée par le temps de travail socialement nécessaire à sa production (et à sa reproduction, c'est-à-dire le coût de l'entretien de l'ouvrier et de sa famille). En contrepartie de l'utilisation capitaliste de sa force de travail l'ouvrier reçoit donc un salaire, c'est-à-dire une somme d'argent pour sa journée de travail, mais qui, en réalité, ne correspond qu'au temps de travail nécessaire à sa survie, et non à la valeur de la journée de travail entière. La *valeur* de la journée de travail de l'ouvrier est donc divisée en temps de travail nécessaire à la subsistance de celui-ci, payé avec un *salaire*, et en temps de travail non payé, soit une valeur que le capitaliste empoche et que Marx a appelée *plus-value* : une valeur qui est extorquée à l'ouvrier par le capitaliste parce que le salaire payé à l'ouvrier pour toute la journée de travail ne couvre en réalité qu'une partie des heures quotidiennes travaillées. L'augmentation du capital provient donc de l'extorsion de la plus-value de la force de travail ouvrière. En dévoilant ce mystère, Marx explique aussi les luttes des ouvriers pour réduire la journée de travail et augmenter les salaires contre les capitalistes qui, pour accroître la plus-value, utilisent deux méthodes : l'allongement de la journée de travail (« plus-value absolue ») et la réduction du temps de travail nécessaire (« plus-value relative »), ce qui, dans les deux cas, signifie l'augmentation de la productivité du travail ouvrier, c'est-à-dire de la fatigue du travail, et donc de l'exploitation de la force de travail salariée.

Mais la véritable différence entre la première époque du capitalisme manufacturier et l'époque suivante du capitalisme de la grande industrie réside dans l'*accumulation du capital*, c'est-à-dire dans « *la transformation d'une partie de la plus-value en capital et de son emploi non pour satisfaire les besoins personnels ou les caprices du capitaliste, mais à nouveau pour la production* » (16), en vertu de cette transformation de la plus-value en capital, Marx définit comme *organique* la composition du capital en capital fixe ou constant (moyens de production, matières premières, infrastructures) et en capital variable (force de travail salariée) ; *organique* parce que l'un sans l'autre ne vivrait pas. L'utilisation d'une partie de la plus-value dans la production, dans le but d'augmenter la productivité générale du travail, accélère l'utilisation des machines et des innovations techniques, ce qui implique le remplacement d'une masse de plus en plus importante de force de travail salariée par des machi-

(16) Ibid. p.58.

nes, créant ainsi ladite armée de réserve industrielle, c'est-à-dire d'un côté la richesse et de l'autre la misère. La masse des chômeurs, c'est-à-dire l'armée de réserve industrielle, selon la puissance économique atteinte par le capitalisme dans les différents pays, tend à diminuer dans certaines périodes d'expansion, mais au contraire, dans les périodes de crise, elle tend à augmenter ; c'est, en tout cas, un phénomène constant du développement du capitalisme.

Ce phénomène ne peut être absorbé par les cycles de production capitalistes, malgré leur expansion rapide, car l'accumulation du capital, dans son processus de croissance continue, est déterminée par l'augmentation de la productivité du travail sur la journée de travail entière, donc par la diminution du temps de travail quotidien nécessaire à l'ouvrier pour sa subsistance (valeur du temps de travail payé par le salaire) par rapport au temps de travail quotidien non rémunéré, donc par rapport à la plus-value. Dans l'hypothèse d'une journée de travail standard de 8 heures (12 heures à l'époque de Marx), l'ouvrier, pour couvrir le salaire qu'il reçoit, travaille la moitié de la journée, soit 4 heures, pour sa propre survie et en retournant tous les jours travailler pour le capitaliste, tandis que la valeur des 4 autres heures est totalement empochée par le capitaliste ; avec les innovations techniques continues dans la production et la distribution, le temps de travail quotidien nécessaire à la vie de l'ouvrier tend à diminuer, la productivité du capitaliste augmente donc : les heures correspondant à la plus-value tendent à augmenter, passant de 4 à 5, à 6 et plus selon le type de production et les innovations techniques apportées. Du point de vue du capital, il s'agit d'un gain énorme, assuré par les rapports de production et de propriété de la société bourgeoise dans la mesure où ils sont maintenus et défendus par la force et les lois de l'État bourgeois.

Ce bond exceptionnel de la productivité du travail industriel constitue en même temps la base économique du socialisme, non seulement en raison du niveau élevé atteint par la production (qui, sous le capitalisme, ne peut être que marchande), mais aussi du fait que le temps de travail quotidien nécessaire aux travailleurs pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille est considérablement réduit : cela signifie que, dans le socialisme, lorsque la production ne sera plus une production de marchandises, et donc une production pour le marché, mais une production utile uniquement à la vie des hommes, et lorsque *tous* les êtres humains aptes au travail travailleront pour l'ensemble de la société, le temps de travail quotidien nécessaire peut être réduit à une ou deux heures, tout en tenant compte de la nécessité de travailler également pour tous ceux qui ne sont pas en mesure de le faire (nourrissons et enfants en bas âge, malades, etc.) Il s'agira donc de surtravail et non de plus-value, surtravail nécessaire, par exemple, même pour les stocks à utiliser dans les périodes non favorables du

point de vue de la saisonnalité agricole ou en cas de catastrophes naturelles. Il est évident que pour la production socialiste, dans son plein développement, ce ne seront pas les entreprises qui seront les sujets productifs, mais elle sera soumise à une planification centralisée capable de prévoir les besoins réels de l'humanité, planification qui ne peut coexister ni avec la production mercantile des entreprises, ni avec la division de la société en classes.

L'économie capitaliste, fondée sur la production par les entreprises et pour le marché, et non pour la satisfaction des besoins vitaux de l'espèce humaine, connaît périodiquement et inévitablement des crises de surproduction, provoquées par l'anarchie productive qui caractérise la société bourgeoise et sa lutte concurrentielle. C'est une lutte qui provoque la centralisation des capitaux, qui tend donc au monopole du capital, mais qui en même temps – comme l'écrit Lénine – développe à une échelle toujours plus grande et internationale la forme associée du travail, l'application technique de la science, l'exploitation méthodique de la terre, la transformation des moyens de travail en moyens de travail utilisables que collectivement, l'économie de tous les moyens de production par leur utilisation comme moyens de production du travail social combiné, tandis que tous les peuples sont de plus en plus enchevêtrés dans le réseau du marché mondial, développant ainsi, à une échelle toujours plus grande, le caractère international du régime capitaliste. Ce processus de transformation génère l'augmentation de la masse prolétarienne dans le monde, et accroît la misère, la faim, la répression, la dégénérescence, l'exploitation ; mais il provoque aussi la rébellion et la lutte de la classe ouvrière dans chaque pays, rébellion et lutte contre lesquelles les bourgeoisies utilisent les moyens de pression, de contrôle et de répression les plus divers, en fonction de l'histoire de la lutte entre les classes et de l'évolution économique de chaque pays.

Même si la bourgeoisie capitaliste adopte des mesures de contrôle social pour freiner l'élan de lutte des masses laborieuses, elle ne peut éviter de recourir à la force et à la répression pour empêcher la classe prolétarienne de s'organiser pour défendre ses intérêts sur le terrain de la confrontation directe avec les intérêts bourgeois. Forte de son expérience de classe dominante, la bourgeoisie sait que le plus grand danger pour son pouvoir vient de la lutte de classe du prolétariat. Elle a déjà testé la force perturbatrice du mouvement révolutionnaire prolétarien et a reconnu, même si c'est en serrant les dents, que cette formidable force sociale a la possibilité de mener victorieusement sa guerre de classe contre la bourgeoisie à condition d'être dirigée par une *conscience politique* qui dépasse de loin la rébellion spontanée contre l'exploitation, une conscience que seul le mouvement historique de la lutte entre les classes a pu mûrir au point de représenter le véritable atout du mouvement prolétarien moderne : la théorie du communisme révolutionnaire, la théorie marxiste. La

révolution d'octobre 1917 et la dictature du prolétariat dirigée par le parti bolchévique de Lénine qui a suivi son issue victorieuse ont démontré aux prolétaires eux-mêmes, non seulement en Russie mais dans le monde, que cela était exact. C'est pourquoi les bourgeoisies de tous les pays les plus avancés se sont alliées à la réaction tsariste pour tenter de vaincre et d'enterrer la révolution en Russie, dont elles avaient très bien perçu le potentiel mondial ; elles n'ont pas abouti à le faire sur le terrain militaire, mais grâce au travail contre-révolutionnaire des forces réformistes, sociales-démocrates et, enfin, staliniennes, qui ont fait dégénérer les partis communistes et, à travers eux, l'ensemble du mouvement prolétarien international. Mais cette perception, les bourgeoisies des pays les plus avancés l'avaient déjà à l'époque de Marx, à l'époque où Marx était appelé le *docteur de la terreur rouge*, le théoricien de la terreur rouge, du terrorisme prolétarien dont la dictature de classe prolétarienne ne pouvait se passer pour résister aux attaques de la contre-révolution (tout aussi terroriste) et la vaincre.

Engels, dans son dernier adieu devant la tombe de Marx, mieux que tout autre camarade de lutte, a su expliquer qui était Karl Marx et ce qu'il représentait, et représente. Voici ce qu'il a dit :

« Le 14 mars, à trois heures moins un quart de l'après-midi, le plus grand des penseurs vivants a cessé de penser. Laisse seul deux minutes à peine, nous l'avons retrouvé, en entrant, paisiblement endormi dans son fauteuil, mais pour toujours.

« Ce qu'a perdu le prolétariat militant d'Europe et d'Amérique, ce qu'a perdu la science historique en cet homme, on ne saurait le mesurer. Le vide laissé par la mort de ce titan ne tardera pas à se faire sentir.

« De même que Darwin a découvert la loi du développement de la nature organique, de même Marx a découvert la loi du développement de l'histoire humaine, c'est-à-dire ce fait élémentaire voilé auparavant sous un fatras idéologique que les hommes, avant de pouvoir s'occuper de politique, de science, d'art, de religion, etc., doivent tout d'abord manger, boire, se loger et se vêtir ; que, par suite, la production des moyens matériels élémentaires d'existence et, partant, chaque degré de développement économique d'un peuple ou d'une époque forment la base d'où se sont développés les institutions d'Etat, les conceptions juridiques, l'art et même les idées religieuses des hommes en question et que, par conséquent, c'est en partant de cette base qu'il faut les expliquer et non inversement comme on le faisait jusqu'à présent.

« Mais ce n'est pas tout. Marx a également découvert la loi particulière du mouvement du mode de production capitaliste actuel et de la société bourgeoise qui en est issue. La découverte de la plus-value a, du coup, fait ici la lumière, alors que toutes les recherches antérieures aussi bien des économistes bourgeois que des critiques socialistes s'étaient perdues dans les ténèbres.

« Deux découvertes de ce genre devraient suffire pour une vie entière. Heureux déjà celui auquel il est donné d'en faire une seule semblable ! Mais dans chaque domaine que Marx a soumis à ses recherches (et ces domaines sont très nombreux et pas un seul ne fut l'objet d'études superficielles), même dans celui des mathématiques, il a fait des découvertes originales.

« Tel fut l'homme de science. Mais, ce n'était point-là, chez lui, l'essentiel de son activité. La science était pour Marx une force qui actionnait l'histoire, une force révolutionnaire. Si pure que fut la joie qu'il pouvait avoir à une découverte dans une science théorique quelconque dont il est peut-être impossible d'envisager l'application pratique, sa joie était tout autre lorsqu'il s'agissait d'une découverte d'une portée révolutionnaire immédiate pour l'industrie ou, en général, pour le développement historique. Ainsi Marx suivait très attentivement le progrès des découvertes dans le domaine de l'électricité et, tout dernièrement encore, les travaux de Marcel Deprez. (17).

« Car Marx était avant tout un révolutionnaire. Contribuer, d'une façon ou d'une autre, au renversement de la société capitaliste et des institutions d'Etat qu'elle a créées, collaborer à l'affranchissement du prolétariat moderne, auquel il avait donné le premier la conscience de sa propre situation et de ses besoins, la conscience des conditions de son émancipation, telle était sa véritable vocation. La lutte était son élément. Et il a lutté avec une passion, une opiniâtreté et un succès rares. Collaboration à la première Gazette rhénane en 1842, au Vorwärts de Paris en 1844, à la Deutsche Zeitung de Bruxelles en 1847, à la Nouvelle Gazette rhénane en 1848-1849, à la New York Tribune de 1852 à 1861, en outre, publication d'une foule de brochures de combat, travail à Paris, Bruxelles et Londres jusqu'à la constitution de la grande Association internationale des travailleurs, couronnement de toute son œuvre, voilà des résultats dont l'auteur aurait pu être fier, même s'il n'avait rien fait d'autre.

« Voilà pourquoi Marx a été l'homme le plus exécré et le plus calomnié de son temps. Gouvernements, absolus aussi bien que républicains, l'expulsèrent ; bourgeois conservateurs et démocrates extrémistes le couvraient à qui mieux mieux de calomnies et de malédictions. Il écartait tout cela de son chemin comme des toiles d'araignée, sans y faire aucune attention et il ne répondait qu'en cas de nécessité extrême. Il

(17) Marcel Deprez (1843-1918), ingénieur français qui réalise en 1882 des expériences sur l'utilisation des courants alternatifs pour le transport de l'électricité sur de longues distances. En 1886, il conçoit avec J. Carpentier un transformateur pour le transport de l'énergie électrique et réussit à transmettre une puissance de 500 CV de Creil à Paris, soit une distance de 56 km.

est mort, vénéré, aimé et pleuré par des millions de militants révolutionnaires du monde entier, dispersés à travers l'Europe et l'Amérique, depuis les mines de la Sibérie jusqu'en Californie. Et, je puis le dire hardiment : il pouvait voir encore plus d'un adversaire, mais il n'avait guère d'ennemi personnel.

« Son nom vivra à travers les siècles et son œuvre aussi ! » (18).

Quelques mois après la mort de Marx, le 28 juin 1883, dans la *Préface* à la troisième édition allemande du « Manifeste du Parti communiste », publiée à Zurich, Engels souligne que : « *L'idée fondamentale et directrice du Manifeste, à savoir que la production économique et la structure sociale qui en résulte nécessairement forment, à chaque époque historique, la base de l'histoire politique et intellectuelle de cette époque ; que, par suite (depuis la dissolution de la propriété commune du sol des temps primitifs), toute l'histoire a été une histoire de luttes de classes, de luttes entre classes exploitées et classes exploitantes, entre classes dominées et classes dominantes, aux différentes étapes de leur développement social ; mais que cette lutte a actuellement atteint une étape où la classe exploitée et opprimée (le prolétariat) ne peut plus se libérer de la classe qui l'exploite et l'opprime (la bourgeoisie), sans libérer en même temps et à tout jamais la société entière de l'exploitation, de l'oppression et des luttes de classes ; cette idée maîtresse appartient uniquement et exclusivement à Marx.* » (19).

Le marxisme ne consiste donc pas seulement à avoir décrit la réalité de la société capitaliste, sa formation historique et son développement jusqu'à son stade ultime, que Lénine a appelé **impérialisme**, et que Marx avait anticipé avec la théorie du développement historique de la concentration du capital au niveau mondial, et avait pu le faire en appliquant la méthode scientifique à l'histoire des sociétés humaines comme on l'a fait pour la nature, mais elle consiste aussi dans la démonstration que le développement même de la structure sociale du capitalisme et de la lutte de classe entre la classe dominante bourgeoise et la classe dominée prolétarienne conduit nécessairement la société entière à l'émancipation de toute exploitation, de toute op-

pression, et donc de toute lutte entre les classes puisque les classes elles-mêmes n'auront plus de raison d'être. Le communisme sera donc tout simplement la société sans classes, la société dans laquelle la structure économique et sociale sera orientée pour produire et reproduire la vie humaine et sociale sans aucune exploitation du travail humain, sans aucune oppression de classe.

(18) Cf. F. Engels, *Discours sur la tombe de Karl Marx*, Œuvres Choisies Marx-Engels, Editions du Progrès, Tome 3, p. 169. Marx, décédé le 14 mars, a été enterré au cimetière Highgate de Londres le 17 mars 1883, et ce *Discours* est le texte de l'oraison funèbre d'Engels.

(19) Cf. F. Engels, *Préface de Friedrich Engels à l'édition allemande de 1883 du Manifeste du Parti communiste*, Œuvres Choisies Marx-Engels, Editions du Progrès, Tome 1, p.103-104.

ERRATA TAUX DE PROFIT

Une fâcheuse erreur s'est glissée dans l'article « Petit dictionnaire marxiste » paru sur le n° 106 de la revue. Au point 4.2 il est indiqué que la formule du taux de profit, PI / C , est le rapport entre la plus-value (la part de travail non payé qui donne le profit) et le capital constant (moyens de production).

En réalité C est le « capital total », qui se décompose entre capital constant (c) et capital variable (v , qui sert à payer les salaires) : $C = c + v$. Le taux de profit PI / C est donc : $PI / c + v$. Ce qui permet de comprendre qu'une baisse des salaires, donc de v , entraîne, toutes choses égales, une hausse du taux de profit.

Cf. Marx, *Le Capital*, Tome III, ch.2., Éditions Sociales 1976, p.58.

En défense du marxisme Notes de lecture

Christophe Darmangeat

Le communisme primitif n'est plus ce qu'il était Aux origines de l'oppression des femmes

(Deuxième édition, Smolny 2012, 471 p.)

C'est la deuxième édition d'un ouvrage paru en 2009 aux Editions Smolny (1). Bien que l'ouvrage ait été largement remanié, nous dit l'auteur, les « *thèses essentielles et les arguments sur lesquelles elles s'appuient* » n'ont pas été modifiées. Ce livre se présente comme une réfutation des thèses de l'anthropologue américain Lewis Henry Morgan (21/11/1818-17/12/1881) ; mais ce qui est visé à travers cette réfutation, ce sont les positions marxistes exposées par Engels dans son ouvrage classique : « L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat » sur la question de la famille et du rapport entre les sexes dans les sociétés humaines, Engels s'étant appuyé sur les travaux de Morgan. Darmangeat s'en prend particulièrement à la thèse selon laquelle l'oppression des femmes était inconnue à l'époque de ce que le marxisme appelle le « communisme primitif », période de l'organisation sociale humaine qui ne connaissait ni propriété privée, ni Etat, ni classes sociales ; selon lui le « communisme primitif » n'était pas du tout ce qu'en disent les marxistes – d'où le titre de son ouvrage.

Le livre de Darmangeat a eu un certain impact dans les milieux d'extrême gauche ; l'auteur affirme en effet situer ses critiques dans une perspective marxiste ou au moins matérialiste et il n'hésite d'ailleurs pas à qualifier l'ouvrage d'Engels de

« *génial* » (tout en précisant : « *pour son époque* »). C'est la raison pour laquelle, en dépit du fait qu'il soit paru il y a déjà plusieurs années il ne nous semble pas inutile de faire une critique des thèses de ce livre. Si l'on suit Darmangeat l'ouvrage d'Engels ne vaudrait plus rien de nos jours car l'oppression des femmes aurait existé tout autant dans les sociétés communistes primitives que de nos jours ; c'est même uniquement le capitalisme qui fournit les bases sur lesquelles sera possible pour la première fois une véritable égalité entre les sexes.

Darmangeat produit une bibliographie impressionnante, mais un coup d'œil rapide détecte des manques importants dans sa liste ; c'est le cas de Malinowski qui fut sans doute l'anthropologue le plus connu du grand public au niveau international dans les années 50 et 60 et jusqu'au début des années soixante-dix du siècle dernier. Cet oubli est d'autant plus frappant que les thèses de Malinowski rejoignent en partie celles de Darmangeat contre Morgan et l'hypothèse d'un matriarcat. Il est vrai que Malinowski, antimarxiste déclaré, professait des vues plutôt réactionnaires ; il estimait que l'Union soviétique courrait à sa perte parce qu'il croyait que le mariage y avait été supprimé, alors que selon lui c'était quelle que soit sa forme, un pilier des sociétés humaines, les femmes étant toujours à la recherche d'un homme pour protéger leurs rejetons (2).

« LA SOCIÉTÉ ARCHAÏQUE » DE MORGAN

En 1877, Morgan publiait un livre qui allait faire date : « Ancient Society » (« La société archaïque ») – seulement traduit en français en 1971, un siècle après sa parution originelle ! C'était le couronnement de décennies de recherche sur les mœurs des Indiens Iroquois d'Amérique et de ses correspondances avec des centaines de témoins aux quatre coins du monde

sur les sociétés primitives.

Morgan avait été surpris dans sa fréquentation des Indiens Iroquois (il avait vécu parmi eux) par les formes familiales étranges qu'il y rencontrait ; il avait été étonné en particulier par la position des femmes dans ces sociétés, position relativement bien supérieure à celle dont elles jouissaient dans les sociétés modernes de l'époque, où elles

étaient considérées comme d'éternelles mineures, juridiquement soumises à leur mari. Il avait été frappé par le fait que les enfants appelaient « mère » non seulement leur mère véritable, mais aussi toutes ses sœurs et « père » en même temps que leur vrai père, tous ses frères, etc. Les structures familiales curieuses qu'il avait découvertes se retrouvaient également chez des peuples vivant à des milliers de kilomètres et sur d'autres continents, sans

qu'il soit possible de les expliquer par des contacts qui auraient existé entre eux.

Morgan émit l'hypothèse que la terminologie familiale en usage chez les Iroquois s'expliquait par l'existence d'un stade antérieur, celui du « mariage par groupe ». Il élaborait à partir des faits qu'il avait constatés de ceux qui lui étaient rapportés par ses correspondants à l'étranger, une théorie de l'évolution des structures familiales et de la société elle-même. Pionnier de ce que l'on appela l'anthropologie sociale, il appliqua ainsi à l'organisation familiale et sociale de l'humanité le principe évolutionniste que Darwin avait établi de manière éclatante au niveau de la biologie.

Son ouvrage ne pouvait pas ne pas attirer l'attention de Marx qui écrivit de nombreuses notes dans l'intention de rédiger un livre sur le sujet. Il n'eut pas le temps de réaliser ce projet et il revint à Engels, en s'appuyant sur ces manuscrits (3), d'écrire son ouvrage classique : « L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat ». Morgan « avait redécouvert, à sa façon, la conception matérialiste de l'histoire », écrit Engels dans sa préface, et c'est ce qui fait tout l'intérêt de son œuvre.

On a reproché à Engels ce jugement sur Morgan, et Darmangeat répète ces critiques. Mais en matière de matérialisme, Engels s'y connaissait tout de même davantage que ses critiques ultérieurs. Dans sa préface il explique : « *Selon la conception matérialiste, le facteur déterminant, en dernier ressort, dans l'histoire, c'est la production et la reproduction de la vie immédiate. Mais à son tour, cette production a une double nature. D'une part, la production des moyens d'existence, d'objets servant à la nourriture, à l'habillement, au logement et des outils qu'ils nécessitent ; d'autre part, la production des hommes eux-mêmes, la propagation de l'espèce* » (4). Et il continue :

« *Les institutions sociales sous lesquelles vivent les hommes d'une certaine époque historique et d'un*

certain pays sont déterminées par ces deux sortes de production : par le stade de développement où se trouvent d'une part le travail, et d'autre part la famille. Moins le travail est développé, moins est grande la masse de ses produits et, par conséquent, la richesse de la société, plus aussi l'influence prédominante des liens du sang semble dominer l'ordre social.

Mais, dans le cadre de cette structure sociale basée sur les liens du sang, la productivité du travail se développe de plus en plus et, avec elle, la propriété privée et l'échange, l'inégalité des richesses, la possibilité d'utiliser la force de travail d'autrui et, du même coup, la base des oppositions de classes : autant d'éléments sociaux nouveaux qui

s'efforcent, au cours des générations, d'adapter la vieille organisation sociale aux circonstances nouvelles, jusqu'à ce que l'incompatibilité de l'une et des autres amène un complet bouleversement.

La vieille société basée sur les liens du sang éclate par suite de la collision des classes sociales nouvellement développées : une société nouvelle prend sa place, organisée dans l'Etat, dont les subdivisions ne sont plus constituées par des associations basées sur les liens du sang, mais par des groupements territoriaux, une société où le régime de la famille est complètement dominé par le régime de la propriété, où désormais se développent librement les oppositions de classes et les luttes de classes qui

(1) Christophe Darmangeat est militant de « Lutte Ouvrière ». Cette organisation n'a pas voulu se mouiller en publiant dans sa propre maison d'éditions (*Les Bons Caractères*) un ouvrage critiquant Engels ; mais elle ne l'a cependant pas non plus condamné.

(2) En fait Darmangeat ne l'avait pas lu. C'est ainsi que, pour réfuter un argument de Morgan et d'Engels, il affirme de façon péremptoire (p.84) qu'on n'a jamais découvert aucune population, aussi primitive soit-elle, qui ignore que la maternité est la conséquence d'un rapport sexuel. C'était pourtant le cas des indigènes des Iles Trobriand (Mélanésie) décrits par Malinowski dans son livre bien connu « La vie sexuelle des sauvages » ; voir à ce sujet le chapitre VII, cf. <https://matricien.files.wordpress.com/2013/04/bronisc582aw-malinowski-e28093-la-vie-sexuelle-des-sauvages-du-nord-ouest-de-la-mc3a9lanc3a9sie-1-2.pdf>. La revue *Dis-continuité* n°27 (juin 2007) a publié une discussion entre Malinowski et Briffault, célèbre partisan de l'existence du matriarcat.

(3) Ces manuscrits furent connus pour la première fois dans une traduction en russe en 1945. Mais

ce n'est qu'au début des années 1980 que furent publiées les « Ethnographical-notebooks », telles qu'elles avaient été écrites. Ce sont des notes de travail moitié en anglais, moitié en allemand (avec de longues citations dans d'autres langues) non destinées à la publication ; mais il est significatif qu'il ait fallu attendre si longtemps pour qu'elles soient accessibles. On peut les télécharger à <https://www.marxists.org/archive/marx/works/1881/ethnographical-notebooks/notebooks.pdf>

(4) Cf. Engels, « L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat », Ed. Sociales 1972, p. 17-18. Le présentateur de l'ouvrage met ici une note pour affirmer qu'Engels se trompe, en mettant sur le même plan « la propagation de l'espèce et la production des moyens d'existence ». Cette critique, typique du mouvement stalinien a été reprise par d'autres ; c'est le cas de l'ethnologue Alain Testart dont se revendique Darmangeat, qui parle de « *lapsus* » à ce sujet et qui estime d'ailleurs que cet ouvrage n'est pas marxiste ! Ce qui ne l'empêche pas de critiquer le marxisme. Cf. Alain Testart « Le communisme primitif. 1 Economie et idéologie », Paris 1985, p. 22.

Le communisme primitif

forment le contenu de toute l'histoire écrite, jusqu'à nos jours. »

Morgan ne s'exprime pas avec cette clarté. Il n'était évidemment pas marxiste et il n'y a pas de doute que son matérialisme était quelque peu boiteux : il divisait son livre en chapitres consacrés au développement de « l'idée » de gouvernement, de l'idée de famille, de l'idée de propriété. Mais son matérialisme est cependant incontestable car il faisait découler l'évolution de la société (et des « idées » de cette société) de l'évolution des productions et des moyens matériels, ce que le marxisme appellera le développement des forces productives.

C'est ainsi qu'il classait l'histoire de l'humanité en trois grands stades, suivant l'outillage et les moyens de production utilisés.

1. « L'état sauvage » caractérisé, dans son stade inférieur par la cueillette, l'apparition du langage, l'organisation en « horde », la promiscuité sexuelle, etc. (aucune population connue n'était plus à ce stade). Son stade moyen se caractérise par l'invention du feu, l'utilisation d'embarcations pour la pêche, le mariage par groupe, etc. (stade où se trouvaient les indigènes australiens, polynésiens, etc.) tandis que le stade supérieur est marqué par l'invention de l'arc, l'utilisation d'outils en bois, de paniers tressés, etc.

2. La « barbarie », stade où se développe la domestication des animaux, l'utilisation des métaux, les débuts de la culture des plantes avec les premiers systèmes d'irrigation, etc. (stade où se trouvaient les Germains et les Grecs à l'époque d'Homère, etc.)

3. La « civilisation », qui commence avec l'apparition de l'écriture.

Au-delà de discussions sur la pertinence de ces divisions et de leurs relations avec les structures sociales, ce qui fut et ce qui est encore reproché à Morgan par les spécialistes, c'est fondamentalement sa conception « évolutionniste ». Non seulement il ne serait pas scientifique de travailler sur l'évolution

des sociétés et d'essayer d'en comprendre les modalités, mais l'idée même d'une évolution est un anathème pour l'anthropologie bourgeoise moderne, anathème qu'elle repousse avec dédain comme étant une conception surannée du dix-neuvième siècle.

Effectivement à l'époque où la bourgeoisie avait encore à mener combat contre l'ancien régime et les classes qui lui étaient liées, ses idéologues, ses intellectuels, ses scientifiques n'hésitaient pas à mettre en pièces les anciennes conceptions de l'immuabilité de l'ordre des choses, reflet de leur défense de l'ordre établi aux niveaux politique, économique et social. Les astronomes avaient prouvé que ni la terre ni le soleil n'étaient le centre du monde et que la parfaite harmonie céleste n'existait pas ; Darwin montrait que les espèces étaient soumises aux lois de l'évolution, l'espèce humaine y compris, etc. Morgan s'inscrivait dans ce grand mouvement en travaillant sur l'évolution des sociétés humaines et plus particulièrement de la famille. Mais il touchait là un sujet brûlant.

Le présentateur de « La société archaïque » écrit avec justesse : « *Tant que les structures sociales existantes non seulement paraissent assurées, mais s'affermissent par l'expansion économique à laquelle elles fournissent l'armature sociale, les idéologues des classes dirigeantes, ouverts aux notions d'évolution et de progrès, pouvaient tolérer, même en les désapprouvant, des théories faisant apparaître le caractère subordonné et transitoire de la famille. Tout autre devait être leur attitude au siècle suivant, sous l'effet de la crise profonde qui atteignait les structures sociales et les valeurs morales.*

La mise en cause de l'ordre social et de ses institutions déjà ébranlées ne pouvaient que les miner davantage. De plus, après 1917, la reconnaissance d'une longue période de vie collective, communautaire, de groupe, au début de l'histoire humaine risquait de favoriser l'idée marxiste d'un retour

nécessaire à des structures sociales collectives. Il fallut donc empêcher la théorie de Morgan portant sur l'évolution des structures de parenté de faire partie de l'acquis scientifique. » (5)

Avec la disparition du dogme de l'éternité du mariage et de la famille telle qu'elle existe de nos jours, c'était un des fondements de la morale traditionnelle, de « l'ordre moral » si nécessaire à la défense de l'ordre établi qui risquait de s'effondrer. Ce ne sont donc pas seulement les bigots les plus réactionnaires qui s'opposèrent aux thèses de Morgan, mais les scientifiques moyens travaillant dans ce climat conservateur général dont l'évolutionnisme en la matière devint la cible.

La science n'est pas une activité qui, parce qu'elle est à la recherche de la connaissance et de la « vérité », serait au-dessus des déterminations matérielles et de classe ; c'est une **institution** de la société bourgeoise qui obéit donc à ses lois et qui répond à ses exigences. Le développement très important de l'ethnologie, qui avait commencé à l'époque de Morgan avant de battre son plein au vingtième siècle, était ainsi lié au développement du colonialisme et il avait pour but de comprendre les sociétés « primitives » afin de les soumettre (6).

On comprend donc pourquoi les thèses d'un Morgan y furent com-

(5) Cf. introduction de Raoul Makarius à Morgan, « La Société archaïque », Editions Anthropos 1985, p. III-XXI.

(6) Citons par exemple le grand anthropologue britannique Evans-Pritchard : « *la valeur de l'anthropologie sociale dans l'administration a été généralement reconnue depuis le début du siècle, et aussi bien le Colonial Office que les gouvernements coloniaux ont manifesté un intérêt croissant à l'enseignement de l'anthropologie et à la recherche anthropologique* », *Social Anthropology*, Londres 1962. Cité dans « La Société archaïque », *op. cit.*, p. XL.

battues : elles affirmaient que ces sociétés étaient autant capables de développement que les autres, contrairement à la justification idéologique de l'oppression coloniale par l'apport de la civilisation aux peuples arriérés. Mais elles furent aussi combattues pour l'atteinte qu'elles portaient à la société bourgeoise moderne.

Morgan n'hésitait pas à affirmer que la propriété privée n'avait pas existé de toute éternité, mais qu'elle était apparue à un certain stade du développement humain ; elle avait apporté avec elle nombre de fléaux (l'esclavage, le despotisme, l'impérialisme, les classes privilégiées) avant d'arriver à la démocratie, et elle serait remise en question par l'évolution future (7).

Il démontrait de même que la forme actuelle de la famille n'existait pas depuis toujours ; dans une première période, où l'organisation sociale était la « horde », régnait la proximité sexuelle (8) et le tabou de l'inceste n'existait pas ; puis apparût le mariage par groupe, etc. ; la famille telle que nous la connaissons est ainsi le résultat de toute une évolution qui va se poursuivre à l'avenir : « *cette forme de famille* [la famille monogamique-NDLR] est destinée à se perfectionner encore davantage jusqu'à ce que l'égalité des sexes soit admise et que l'on reconnaisse également des droits égaux dans le lien conjugal » écrit Morgan (9).

Mettre en question le caractère éternel de l'« institution sacrée » du mariage et de la famille avait de quoi faire hurler tous les réactionnaires et les bien-pensants ; mas cela heurtait et heurte les préjugés bien présents chez les scientifiques eux-mêmes (10). Citons l'exemple d'empreintes d'Australopithèques (très anciens cousins de la lignée humaine) découvertes en 1976 à Laetoli (Tanzanie). Certains anthropologues y ont vu un père, une mère et leurs enfants, la supposée mère portant peut-être même un petit enfant sur sa hanche (11) ! Apparemment sans même avoir conscience de son absurdité ils faisaient le postulat

fantastique de l'existence il y a 3,7 millions d'années (date estimée des empreintes) d'une structure familiale

identique à celle qu'ils connaissaient de nos jours, comme si c'était une structure existant de toute éternité !

LES ORIGINES DE L'OPPRESSION DES FEMMES

Darmangeat soutient donc que contrairement à ce que dit Engels l'oppression des femmes existe dans les sociétés communistes primitives sans classes ni Etat ni propriété privée ; d'ailleurs selon lui il n'existe pas de société qui ignore la propriété privée ! Il écrit : « *celle-ci est donc vraisemblablement aussi ancienne que l'homme moderne lui-même* » (12). Voilà une affirmation péremptoire qui fleure bon le concept bourgeois selon lequel l'« instinct de propriété » caractériserait l'être humain, concept professé pour légitimer la société capitaliste. Notre auteur donne un exemple du membre d'une société primitive de chasseurs-cueilleurs qui marque d'un signe distinctif l'arbre fruitier qu'il a découvert dans la forêt. Mais selon les anthropologues qui rapportent ce fait (13), il n'y a

aucune appropriation privée des fruits de cet arbre qui sont distribués parmi les membres de la tribu. Testart qui a longuement étudié les aborigènes australiens décrit comment leur société est organisée de telle façon que nul ne peut s'approprier les fruits de son propre travail : ils sont distribués entre les membres de la société.

Notre auteur fait une confusion volontaire : lorsque le marxisme parle de propriété privée, il décrit le fait que la possession par un individu (ou par un groupe d'individus, une *classe sociale*) de moyens de production et des produits qui en résultent est un monopole dont sont privés les autres individus (ou les autres classes sociales) ; comme l'écrit Engels l'apparition de la propriété privée (dès lors qu'il ne s'agit pas de la propriété individuelle d'ob-

(7) Cf. « La société archaïque », p. 394. Morgan n'était pas un révolutionnaire socialiste, mais un démocrate ; il pensait que le capital et le travail devraient collaborer en harmonie ; ses ennemis politiques étaient l'aristocratie et les marchands contre lesquels « *les travailleurs devront se soulever* » et il sympathisait avec les Communistes. Cf. *ibidem*, p. II-XIX.

(8) Engels écrit : ce stade, « *en supposant qu'il ait vraiment existé, il appartient à une époque si reculée que nous ne pouvons guère à nous attendre trouver chez des fossiles sociaux, chez des sauvages arriérés, des preuves directes de son ancienne existence* ». Cf. « L'origine de la famille... », *op. cit.*, p.41. Récemment certains biologistes ont tiré de l'étude des spermatozoïdes humains des conclusions allant dans le sens d'une « promiscuité » sexuelle à une certaine étape reculée de l'évolution humaine, ce qui

leur a valu de fortes critiques car ils contrevenaient au dogme de la famille nucléaire comme caractéristique de l'espèce humaine.

(9) Cf. « La société archaïque », *op. cit.*, p. 447.

(10) Les anthropologues se sont moqués de la théorie de Morgan du mariage par groupe. Pourtant de nombreux anthropologues qui ont étudié les aborigènes australiens ont signalé l'existence de ce type de mariage (qui n'implique pas union effective) : Darmangeat affirme qu'ils se sont trompés.

(11) Peut-être allaient-ils faire leurs courses dans le supermarker australopithèque du coin... https://www.pbs.org/wgbh/evolution/library/07/1/real/l_071_03.html

(12) Cf. Darmangeat, « Le communisme primitif... », Nouvelle édition, p. 239.

(13) Radcliffe-Brown, cité par Testart, « Le communisme primitif... », *op. cit.*, p. 7.

Le communisme primitif

jets particuliers) a des causes économiques, elle est la conséquence d'une modification des rapports de production et d'échange dans l'« antique communauté naturelle » humaine (14) : cette propriété privée n'apparaît donc qu'à un certain moment et dans certaines sociétés de l'histoire humaine et elle disparaîtra dans la société communiste. Darmangeat n'ignore pas cette position, mais il veut justement prouver que la propriété privée n'a pas l'importance que lui attribue le marxisme...

S'appuyant sur des bases de données statistiques censées représenter un large éventail de populations primitives (« chasseurs cueilleurs »), il écrit qu'il n'existe aucun témoignage de l'existence de sociétés « matriarcales » (que l'on entende par là des sociétés où les femmes domineraient les hommes ou simplement celles où elles auraient une place centrale) et seulement un petit nombre sur des sociétés où les femmes ne sont pas dominées par les hommes.

Nous ne sommes pas en mesure de faire une critique détaillée de ces données ; nous nous contenterons de remarquer que Darmangeat ignore l'exemple significatif des Baoulés de Côte d'Ivoire (la principale ethnie du pays !) où les vestiges d'une période matriarcale sont encore bien présents (15). Et que dans la deuxième édition de son ouvrage il reconnaît un point qui a été démontré, à savoir que les ethnologues ou les explorateurs ont parfois décrit une oppression des femmes imaginaire sous l'influence des préjugés de leur époque et de leur milieu (16). Dans d'autres cas, c'est le contact avec la société coloniale et capitaliste qui provoqua la dégradation de la condition féminine, comme le montra l'anthropologue américaine Eleanor Leacock (17).

En ligne avec l'ouvrage d'Engels, Leacock soutenait sur la base de ses propres travaux que la domination masculine dans les sociétés égalitaires était un « mythe » ; elle a toujours combattu la conception dominante en anthropologie, selon laquelle

l'oppression des femmes a existé dans toutes les sociétés et affirmé que cette oppression était arrivée à la suite de changements économiques et de l'apparition des classes sociales (18).

Darmangeat au contraire suit la conception dominante (tout en affirmant que ce « fait » doit être « expliqué à la lumière de la méthode marxiste » !) : la domination subie par les femmes existerait dans des « sociétés égalitaires » (ou « économiquement égalitaires ») et cela depuis des dizaines de milliers d'années ! Il s'emploie à réfuter les interprétations des découvertes archéologiques censées témoigner d'un matriarcat antique. Mais si l'on écarte les théories hasardeuses d'une Marija Gimbutas sur l'existence de sociétés paysannes matriarcales pré-indoeuropéennes adorant une Grande Déesse, il ne reste pas moins que le nombre de représentations féminines au Paléolithique (« âge de pierre ») supérieur (de -45 000 à -12 000 ans par rapport au présent, c'est-à-dire jusqu'à la fin de la dernière glaciation) est un indice irréfutable de l'importance des femmes à cette époque reculée. Les représentations humaines étaient très peu nombreuses par rapport à celles d'animaux, et la plupart du temps très schématiques ou « symboliques », mais

leur caractéristique est qu'elles sont majoritairement féminines, souvent avec des caractères sexuels hypertrophiés. Nombre d'auteurs féministes modernes (hommes ou femmes) voient dans ces « Vénus » « un regard masculin sur la femme érotisée » (19), signe de la domination sur les femmes – reprenant le vieux préjugé selon lequel seuls des hommes peuvent s'adonner à des activités nobles comme la peinture ou la sculpture ! Il s'agit bien plus probablement de figures réalisées en relation avec des préoccupations de fécondité. Un archéologue a fait une intéressante étude statistique des représentations humaines selon leur sexe probable ; il a trouvé qu'au Paléolithique supérieur les représentations masculines devenaient plus nombreuses, ce qu'il interprète comme le reflet d'un rôle social accru des hommes qu'il met en relation avec la généralisation de l'emploi du propulseur, invention qui rendait la chasse plus efficace et moins dangereuse (20). Mais les représentations féminines restent majoritaires témoignant selon toute vraisemblance de leur place centrale dans la société.

Les choses vont changer lorsque le réchauffement climatique entraînant la fin de la période glaciaire, l'agriculture apparaîtra ; la

(14) Cf. Engels, « Anti-Dühring », Editions Sociales 1973, p.191.

(15) Cf. <https://www.rezoivoire.net/ivoire/patrimoine/606/matriarcat-baoule-reine-celibataire-et-culte-des-ancetres-maternels.html?newsid=606>

(16) La primatologue belge Chris Herzfeld a constaté le même phénomène dans son domaine : les préjugés machistes de ses collègues masculins leur ont fait voir une domination inexistante des singes mâles sur les femelles !

(17) Darmangeat écrit que sa démonstration est certes « convaincante » pour ce qui est des

tribus indiennes du Canada qu'elle a étudiées, mais que son tort est de la généraliser. Et il reproche le même travers à ceux qui veulent défendre Engels en citant Leacock. Cf. « Le Communisme... » *op. cit.* p. 113-115.

(18) Voir par exemple Leacock, « Le genre dans les sociétés égalitaires » <http://revueperiode.net/le-genre-dans-les-societes-egalitaires/>

(19) Cf. J.-P. Demoule, « Les dix millénaires oubliés qui ont fait l'histoire », Editions Pluriel, p.177.

(20) Cf. J.-P. Duhard, « Réalisme de l'image masculine paléolithique » Editions Millon, Grenoble 1976.

sédentarisation, la croissance de la population et la formation de villages qui s'en suivront, iront de pair avec une « stratification » sociale croissante, l'apparition des inégalités, des guerres, comme le démontre l'étude des sépultures. Les représentations majoritairement fé-

minines des anciennes sociétés égalitaires laisseront alors la place à des figures de guerriers. Avec des différences chronologiques et autres plus ou moins grandes selon les conditions matérielles du milieu, ce schéma général est attesté partout dans le monde.

DIVISION SEXUELLE DU TRAVAIL

Dans « L'idéologie allemande » Marx et Engels remarquent que la première division du travail est la division sexuelle pour produire les êtres humains. Il est inévitable que cela ait des conséquences sur l'organisation des sociétés humaines, surtout à un faible niveau des forces productives. Et de fait toutes les sociétés primitives connues sont organisées sur la base de ce principe ; les occupations et les travaux y sont répartis selon le sexe. Darmangeat estime que c'est là la cause originelle de la domination des femmes. En effet la chasse est généralement réservée aux hommes (comme la guerre) qui ayant ainsi le monopole des armes peuvent alors s'imposer aux femmes par la force.

Cet argument a été démonté par Engels dans « L'Anti-Dühring » : il y explique que la violence, et plus généralement l'action politique, ne peuvent pas créer ex-nihilo des rapports sociaux de domination, mais que ce sont à l'inverse ces rapports sociaux existants qui déterminent l'action politique et l'emploi éventuel de la violence pour les défendre et les maintenir. Croire que c'est parce que les hommes auraient été les seuls à utiliser des armes de chasse (ce qui est d'ailleurs discutable) qu'ils dominaient les femmes, revient à complètement renverser le matérialisme historique, en mettant les conséquences à la place des causes : s'il existait déjà une domination, alors le monopole des armes pouvait être

utilisé pour la renforcer. Mais cette domination existait-elle vraiment ?

Nous avons vu que Darmangeat l'assure sans fournir d'éléments probants. Il cite des paléontologues qui font l'hypothèse – très fragile – selon laquelle la division sexuelle du travail aurait été inventée par ceux qu'on appelle les « Hommes modernes » (ou « Hommes de Cro-Magnon ») arrivés en Europe il y a 30 000 à 40 000 ans, ce qui leur aurait donné un avantage dans la compétition avec les « Hommes de Néandertal » présents avant eux ; cette division du travail avec la spécialisation qu'elle entraînait, aurait permis une plus grande productivité dans l'approvisionnement en nourriture. En continuant dans l'opinion courante que les femmes étaient exclues de la chasse, Darmangeat écrit : « *le monopole [par les hommes] des armes qui va de pair avec la chasse au gros gibier, est aussi un monopole de la technique* », et c'est « *vraisemblablement* » déjà le cas de la taille du silex. Ce monopole de la technique découlant de la domination imposée par les hommes de Cro-Magnon sur leurs femmes (à coup de massues ?), se serait ainsi maintenu depuis lors jusqu'à « *l'actuel déficit des femmes dans les carrières de scientifiques et d'ingénieurs* ». Et tant pis si au cours de ces dizaines de milliers d'années se sont succédés des bouleversements sociaux, des révolutions, l'apparition de classes sociales et leurs luttes, substantiellement cela

n'aurait rien changé à la domination masculine. Cette conclusion implicite est un défi au matérialisme historique pour qui la situation des femmes, comme celle des hommes, dépend des conditions économiques et sociales.

Nous arrêtons là ces quelques notes de lecture ; elles nous semblent suffisantes pour caractériser l'ouvrage de Darmangeat. Derrière ses quelques réaffirmations marxistes, il s'inscrit en réalité dans tout un courant antimarxiste (revendiqué notamment par feu l'anthropologue Testart dont il écrit que son livre « lui doit beaucoup » et qui avait relu son manuscrit) qui « en s'opposant à la théorie du communisme primitif cherchait à torpiller les doctrines de Marx, Engels, Bebel et autres » (21).

Il n'y a pas de doute que bien des hypothèses de Morgan n'ont pas été confirmées, mais cela ne remet pas selon nous en question l'analyse matérialiste qui fait découler l'oppression des femmes de la propriété privée et de la division de la société en classes et donc leur émancipation de la disparition du capitalisme comme l'établit Engels.

Darmangeat n'hésite pas à écrire dans sa conclusion que « *le capitalisme en tant que tel n'a ni amélioré ni aggravé la situation des femmes* » (22). En réalité il a énormément aggravé la situation des **femmes prolétaires**, s'il a amélioré la situation des femmes bourgeoises. Mais du coup la question de l'émancipation des femmes est devenue un problème prolétarien qui ne pourra être résolu que par la lutte révolutionnaires des prolétaires, hommes et femmes.

(21) Cf. R. Makarius, « la Société archaïque », p. XV.

(22) Cf. « Le communisme... » *op. cit.*, p. 313.

Ciao Turi

Nous n'avons appris que récemment le décès du camarade Salvatore Libertino Padellaro, pour tous Turi, dans la nuit du 22 au 23 novembre l'année passée à Rome. Son cœur, malade depuis longtemps, n'a plus tenu, l'abandonnant à 92 ans.

Après avoir quitté le PCI en 1953, Turi poursuivit son activité politique dans les Groupes anarchistes d'action prolétarienne (GAAP) (de Cervetto et Masini) et dans le groupe d'Action Communiste (de Seniga et Raimondi) et, après les révoltes ouvrières de Berlin 1953 et l'invasion des troupes russes à Budapest en 1956, à la recherche de réponses politiques non liées à l'immédiatisme et encadrées dans une perspective historique théoriquement solide, il se rapprocha de notre parti d'hier qui avait pour organe *il programma comunista* en y adhérant en février 1957, et y resta militant jusqu'en 1974. Entre 1962 et 1969, il a été enseignant en Algérie où il a déménagé avec sa famille ; il a été un

propagandiste actif du parti en rapprochant de notre courant plusieurs jeunes qui, depuis la révolution indépendantiste, attendaient ce que ni le « socialiste » Ben Bella, ni le putschiste Boumediene ne pouvaient jamais donner. Il a également eu l'occasion de rencontrer des guérilleros angolais. Turi, qui avait une véritable vénération pour Amadeo Bordiga, s'est éloigné comme camarade du parti en 1973-1974, est toujours resté très lié comme sympathisant et a voulu également contribuer comme petit éditeur à la diffusion des textes du parti, et en particulier de Bordiga. Il fonde en effet les « Edizioni Sociali » de Borbiago (Vénétie) et publie des textes de parti sous le nom de l'auteur convaincu que, après la mort d'Amadeo Bordiga, cet extraordinaire militant communiste, il fallait rappeler les textes fondamentaux de la restauration théorique à laquelle il travailla toute sa vie (*Dialogue avec Staline, Dialogue avec les Morts*). Après la crise du parti de 1982-1984, il a également maintenu le contact avec notre groupe, nous encourageant à poursuivre le travail entrepris, diffusant également *il comunista*. On ne t'oubliera pas.

Annexe : notes sur le groupe d'Alger du parti

Turi consacra une longue lettre à une critique d'un ouvrage d'historiens sur l'incapacité de Bordiga à faire de la politique. Nous en extrayons ces

notes où, en réponse à certaines affirmations des auteurs (1), il donne des informations sur le groupe d'Alger du parti :

(...) En parlant de l'Algérie où je me trouvais depuis la fin de 1961, ils parlent de « la tentative manquée d'*il programma comunista* de jouer un rôle significatif dans la lutte anticolonialiste et pour l'indépendance des peuples d'Afrique et d'Asie ». C'est, on le voit, la description d'un scénario gigantesque... On y lit même que « l'organisation a été sollicitée, immédiatement après la victoire du nationalisme algérien, pour un engagement concret par des représentants du tiers-monde, par exemple par le poète angolais Viriato da Cruz ».

Soyons clairs : utiliser les mots « tentative manquée », « rôle significatif », « organisation » (en référence à *il programma*), c'est exagérer à l'extrême ce qui n'existait que très peu en Europe et encore moins en Algérie. C'est comme lire les proclamations grandiloquentes et bidon que « Rivoluzione Comunista » fait de temps en temps à une

jeunesse révolutionnaire prolétarienne inexistante. Ceux qui ont milité à *il programma comunista* (j'y ai adhéré début février 1957) doivent savoir que la scission du Parti Communiste Internationaliste en 1952 réduisit à peu d'éléments les forces qui se regroupaient autour de Bordiga (la plupart suivirent les perspectives illusoire du groupe de Damen qui, malgré ses bavardages activistes, s'est échoué avec le temps).

Au fil des années, un modeste accroissement des effectifs fut obtenu, mais avant et après la mort d'Amadeo, d'autres scissions se produisirent, comme tous les camarades en ont malheureusement été témoins.

J'en viens au petit groupe d'Alger. Il était formé par deux Algériens que j'avais rencontrés à Paris, à l'époque de mon « péché de jeunesse », c'est-à-dire lorsque je militais [dans ce qui allait devenir Lotta Comunista – NDT] avec Cervetto et

Pier Carlo Masini – j'avais quitté le Parti Communiste Italien en septembre 1953. Dans les années 1950 et jusqu'au rapport Khrouchtchev, la formation des jeunes communistes ne se faisait qu'avec le livre publié par la Commission centrale du Parti Communiste soviétique ; de Trotski on apprenait qu'il avait été un traître et de Bordiga on avait des nouvelles extrêmement vagues et clairessemées ; sur le terrain on rencontrait les anarchistes très actifs ; je dois mon passage au communisme de la gauche communiste aux anarchistes car c'est auprès d'eux que j'ai trouvé *il programma comunista*. Plus tard, grâce à la diffusion de la revue française *programme communiste*, trois pieds noirs portugais qui enseignaient à Alger ont adhéré.

(1) Cf. Corrado Basile, Alessandro Leni, « Amadeo Bordiga politico », Ed. Colibri 2014, p.661.

(En passant, je voudrais dire ceci : alors que Cervetto était considéré par ses partisans comme un rigoureux scientifique révolutionnaire léniniste, il m'apparaissait de plus en plus clairement qu'il s'agissait d'un activiste volontariste et confusionniste qui, à partir de la mythique réunion anarchiste de Gênes Pontedecimo en 1951, mélangeait marxisme, léninisme, selon son interprétation, internationalisme et partisannisme ; Masini, en revanche, connaissait bien Marx et avait lu et relu Bordiga ; c'était un brillant anarchiste et il déclara – au cours d'une conversation intéressante – qu'Amadeo avait clarifié, alors, ce qu'on croyait être l'énigme russe : la question de l'économie, des classes sociales et de l'appartenance réelle du pouvoir d'État. Il avait en tête de réexaminer la lutte entre marxistes et bakouninistes au sein de la Première Internationale, en vue d'une réunification historique idéale parallèle des deux grands révolutionnaires anti-bourgeois. Il restait cependant un anarchiste par sentiment et par idéal. C'est ce qu'il pensait la dernière fois que je l'ai rencontré par hasard, il y a longtemps).

Alger, avant le coup d'État de Boumediene, était devenue la base de divers groupements africains généralement révolutionnaires. En diffusant notre revue, nous sommes entrés en contact avec Viriato da Cruz, poète angolais bien connu, et ses camarades : une dizaine au total. La revue française de la Gauche Communiste les orienta vers nos positions et ils se sont employés à la diffuser. Ils étaient contre le mouvement armé de Holden Roberto, entretenu par les Américains, et contre le MPLA contrôlé par les Russes. Bref, des sympathisants, pas des militants. J'avais évidemment informé le Centre de Milan en la personne de Bruno (il ne devrait pas être difficile de retrouver ma lettre). Après une dizaine de mois environ de contacts et de clarifications, Viriato me demanda si, nous pouvions sou-

tenir concrètement deux de leurs militants à Paris. Je n'ai rien promis, mais j'ai dit que j'en discuterais avec mes camarades parisiens et italiens lors de la réunion de Marseille en juillet 1964.

À Marseille, le soir après le dîner et évidemment après la réunion du parti, présents : Bruno, Giuliano, Elio, Calogero, Oscar (Camatte) (ces deux-là encore vivants), Roger, Daniel et je ne sais plus qui, nous avons discuté. La conclusion fut négative : non pas par indifférence, ni parce que nous ne **voulions** pas aider les Angolais mais parce que nous ne **pouvions** pas. À Paris, il y avait 4 ou 5 militants, tous dans une situation difficile pour une raison ou une autre (mais à Alger, nous avons aidé les Angolais dans la mesure du possible ; on a même réussi, par exemple, à leur fournir un appartement pour se réunir. C'était très difficile : à l'époque, il était presque impossible d'avoir un logement, car les populations de l'intérieur avaient afflué dans la capitale, occupant les immeubles vides, où il y avait de la nourriture gratuite : dons français, italiens, américains, russes, chinois et cubains). Venons-en à nos historiens. Il s'agissait donc d'une simple demande de soutien concret de la part des Angolais et non d'une demande politique officielle ouverte qu'*il programma comunista* n'aurait pas voulu ou n'aurait pas su exploiter politiquement.

Mais exagérer le tout, comme le fait la note déformante et maladroite (en laissant entendre que je partagerais, au fond, le jugement politique qui y est exprimé), c'est appuyer la thèse grotesque exposée au début et reprise à la fin du livre pour asséner des leçons d'histoire politique critique de haut niveau.

De retour à Alger, j'ai rendu compte de la situation. Les Angolais, pendant un certain temps, ont continué à diffuser notre revue ; mais un groupement politique hors de son pays a besoin de nourriture, d'abri, d'argent et d'armes. Nous ne pouvions faire face à ces besoins et à ces urgences et ils se rendirent

compte de l'inconsistance de nos forces. C'est ainsi qu'un soir, lors d'un repas collectif de couscous et d'une discussion animée, en présence de deux Chinois, Viriato, très embarrassé, s'en prit publiquement à moi et à nos positions politiques désormais considérées comme pseudo-révolutionnaires. Ayant compris la situation par la présence des Chinois, je répliquais pas très calmement ; sa femme se mit à pleurer. La soirée se termina dans la confusion.

Quelques mois plus tard, j'appris que Viriato était parti à Pékin où il vécut encore quelques années.

Je voudrais ajouter quelques éléments. Les différents groupes trotskystes soutenaient concrètement la lutte de libération algérienne. À l'indépendance, un de leurs journaux, « Sous le drapeau du socialisme » (2) était publié. Le million de pieds noirs français, propriétaires de l'industrie, de la terre, de l'agriculture, du commerce et des services, avaient abandonné en quelques jours tous leurs biens et activités privés et publics ; alors avec d'autres petites formations de gauche françaises et européennes, ils organisèrent les petites et même quelques moyennes entreprises abandonnées, ce qui aboutit à la constitution de comités de gestion. Mais l'industrie resta paralysée pendant toute l'année 1962 et au-delà. Seule l'école était active entre les mains du nouvel État avec, pour les trois premières années, encore les règles et les programmes français ; mais il y avait beaucoup d'écouliers (grâce au gouvernement benbelliste) et très peu d'enseignants. Ceux-ci vinrent alors de la gauche française, de Cubains, d'Argentins, de Russes (pour les matières techniques et scientifiques) et de quel-

(2) « Sous le drapeau du socialisme » était l'« organe de la commission africaine de la IV^e Internationale » avant de devenir plus tard celui de la tendance « pabliste » (Alliance Marxiste Révolutionnaire).

ques sympathisants (dont moi-même, qui demanda au ministère de l'éducation nationale d'enseigner le français et l'italien, ce qui fut immédiatement accepté : mais j'ai finalement dû enseigner un peu de tout, ce qui fait que je n'ai jamais autant étudié de ma vie que pendant le temps que j'ai passé en Algérie).

Après le coup d'État de Boumediène qui renversa le gouvernement « socialiste » de Ben Bella, le méritable travail d'organisation trotskyste commença à être critiqué et mal vu par les nouveaux dirigeants : les trotskistes durent peu à peu abandonner les comités qu'ils avaient organisés et retourner dans leur pays d'origine, et certains se retrouvèrent en prison. Il y avait par exemple un comité de gestion dans une zone agricole près d'Alger, Birtouta, qui fut dissous par la police gouvernementale. Je pense que c'était entre la mi-mai et juin 1966. Il y avait eu une récolte abondante de fruits et légumes ; les membres du comité se réunirent et décidèrent de les distribuer gratuitement à la population, en laissant judicieusement une partie pour la réserve. L'un des membres du comité alerta le directeur de l'agriculture de la capitale, qui a immé-

diatement envoyé des policiers qui ont arrêté la distribution des produits. La raison : « la distribution est une provocation : sommes-nous devenus fous ? Sommes-nous en train de jeter le marché à la poubelle ? ! ». Deux Argentins du comité furent arrêtés et « jetés en vacances » en prison. Notre petit groupe poursuivit avec prudence la distribution de la revue et, lorsque la « guerre des six jours » éclata entre l'Égypte et Israël, il se débrouilla pour distribuer un tract ronéoté publié, je crois, dans le numéro 14 d'*il programma comunista* de 1967 (3).

Turi
Rome, 21/09/2015

P.S. : La fin du groupe : j'ai quitté l'Algérie vers la fin de 1969, des « pieds noirs » portugais, deux sont retournés dans l'Angola indépendant, Socrates et Ferreira ; le troisième, Adelino Torres, s'est installé en France (il était marié à une enseignante française). En 1972, il est venu me rendre visite à Borbiago-Venise. Il est ensuite retourné à Lisbonne, où il est devenu professeur d'économie à l'université. Il

changea d'avis sur l'interprétation marxiste des faits économiques et sociaux. Des deux autres Algériens, Bacha et Derbal, je n'ai plus rien su. Il y avait un autre camarade que je rencontrais rarement lorsqu'il était à Alger, X... Je pense qu'il est maintenant en France et donc toujours vivant. Oubli inexcusable : milita avec nous la dernière année où j'étais à Alger, Alain, jeune professeur de français, revenu à Lyon en 1971 ; puis je me souviens de Carrasco, camarade anarchiste espagnol : il a été notre sympathisant tant qu'il resta en Algérie ; ensuite, il rejoignit la guérilla en Angola ; les discussions furent nombreuses et animées sur la guerre civile espagnole de 1936-1939 et le rôle trouble qu'y ont joué les anarchistes.

J'aurais dû informer mes camarades en détail, de tout ce qui précède en temps utile, mais je n'avais pas considéré mon activité politique nord-africaine comme importante et satisfaisante, puisqu'il n'en restait rien.

(3) Ce tract, daté du 5/06/1967, a été publié sur *le prolétaire* n°45 (juillet-août 1967).

**Bilan de la lutte contre la «réforme» des retraites
Nécessité d'une orientation de classe dans les luttes prolétariennes**

(Brochure «le prolétaire»; Juin 2023; format A5; 56 pages; prix: 2 € / 4 CHF)

le prolétaire
parti communiste international (programme communiste)



Bilan de la lutte contre la «réforme» des retraites
Nécessité d'une orientation de classe dans les luttes prolétariennes


Juin 2023 **37**

**1973
Coup d'Etat au Chili
Tragique expérience à ne pas oublier !**

(Brochure «le prolétaire»; Septembre 2023; format A5; 56 pages; prix: 2 € / 4 CHF)

le prolétaire
parti communiste international (programme communiste)

1973
Coup d'Etat au Chili
Tragique expérience à ne pas oublier !



Septembre 2023 **38**

**Dialogue avec les Morts
(Le XXe Congrès du Parti Communiste Russe)**

(Brochure n° 11, Editions Programme, «Textes du parti communiste international», Juin 2023; format A4; 92 pages; Prix : 8 € / 12 CHF)

Parti communiste international
(«le prolétaire», «programme communiste»)

DIALOGUE AVEC LES MORTS

Le XX^e Congrès du Parti Communiste Russe

Editions Programme
Textes du parti communiste international **11**

**«le prolétaire»
Organe du parti communiste international**

- 551 (Déc. 2023 - Janvier 2024) :
 - Lutte de classe contre la loi immigration et toutes les attaques anti-ouvrières !
 - Ce ne sont pas les actions terroristes du Hamas mais la lutte de classe indépendante et la solidarité prolétarienne de tous les pays qui pourront mettre fin à l'oppression des Palestiniens !
 - Lettre d'Espagne. Avec les élections, l'ordre et le contrôle restent garantis
 - Rapports à la réunion générale (16-17 décembre 2023 à Milan). Cours de l'économie mondiale
 - Bangladesh. Contre l'exploitation bestiale du capitalisme ! Vive la lutte des prolétaires du textile !
 - L'antisémitisme fait partie de l'idéologie bourgeoise
 - A Gaza l'Intelligence artificielle au service des massacres israéliens
 - Compétition mondiale pour l'«intelligence artificielle»
 - Vie du parti
 - Mobilisation du 20 décembre en Argentine : Ni Milei, ni péronisme, ni syndicats collaborationnistes, ni farce parlementaire ! La seule voie est celle de la lutte des classes !
 - Argentine : la victoire de Milei assure la continuité de la misère et l'intensification de la répression contre les prolétaires
 - Venezuela : Pas un homme, pas une goutte de sang prolétarien pour l'Essequibo !
- 550 (Sept.-Oct.-Nov. 2023) :
 - Guerre en Palestine. Enjeux impérialistes et perspective prolétarienne

- Juin 1953: révolte prolétarienne en RDA
 - Non à la loi Darmanin. Non au contrôle de l'immigration
 - Contre les massacres, l'oppression et la misère. Solidarité de classe avec les prolétaires et les masses de gaza
 - Points de repères sur la question palestinienne
 - Russie-Ukraine: Crise de guerre, carnage sans fin
 - Guerre en Ukraine. La «Tendance Claire» dans le sombre borbier de la défense nationale et de la realpolitik
 - La Working Class américaine s'est-elle réveillée ? Après les employés de Starbucks et d'UPS, les infirmières du Massachusetts, les enseignants de Minneapolis et de Brookline et les prolétaires de dizaines d'autres entreprises, c'est au tour des travailleurs de l'industrie automobile
 - Dialogue avec les morts (Extraits)
 - Engels. Sur quoi se fonde la certitude de la victoire du socialisme
 - Il y a 50 ans le réformisme menait le prolétariat chilien à l'abattoir
- 549 (Juin-Juillet-Août 2023) :
 - Le sabotage prémédité de la lutte. Tirer le bilan du mouvement contre la réforme des retraites
 - Italie. L'ancien «Cavaliere» est mort, mais pas le berlusconisme
 - La lutte contre les violences policières ne peut être menée réellement que sur une base anticapitaliste !
 - Méthodes, moyens, objectifs de classe: quésaco?
 - Emeutes dans les quartiers prolétariens. Le capitalisme est responsable des crimes policiers, des oppressions et de la misère. C'est lui qu'il faut combattre, c'est lui qu'il faudra abattre!
 - Les réactions aux émeutes : Entre

condamnations brutales et «compréhensions» hypocrites ••• Espagne. Grève des métallurgistes à Vigo. Pour gagner, les prolétaires doivent apprendre des défaites ••• Tchèque. Face à une «semaine de protestation» impuissante, aux appels au «dialogue social» et aux attermoissements des directions syndicales, les prolétaires doivent prendre leur lutte en main! Pour la lutte des classes contre toutes les attaques des capitalistes et de leur Etat! ••• Les massacres en mer sont la réponse bourgeoise à l'appel au secours des masses migrantes qui fuient les guerres, la répression et la misère par la mer. Pylos, après Cutro et des centaines d'autres cimetières, le démontre ••• Algérie. «Le communiste international pour le soulèvement révolutionnaire» ••• Présentation de la réédition de «Dialogue avec les morts» ••• A propos de la guerre en Ukraine. L'internationalisme prolétarien et le défaitisme révolutionnaire dans la tradition marxiste

le prolétaire
organe du parti communiste international

• 551
Déc. 2023 - Janv. 2024

UN SEUL NUMÉRO
• Coup de l'économie mondiale.
• Espagne.
• L'antisémitisme fait partie de l'idéologie bourgeoise
• A Gaza l'Intelligence artificielle au service des massacres israéliens
• Compétition mondiale pour l'«intelligence artificielle»
• Vie du parti
• Mobilisation du 20 décembre en Argentine : Ni Milei, ni péronisme, ni syndicats collaborationnistes, ni farce parlementaire ! La seule voie est celle de la lutte des classes !
• Argentine : la victoire de Milei assure la continuité de la misère et l'intensification de la répression contre les prolétaires
• Venezuela : Pas un homme, pas une goutte de sang prolétarien pour l'Essequibo !

Lettre d'Espagne
Avec les élections, l'ordre et le contrôle restent garantis

Lutte de classe contre la loi immigration et toutes les attaques anti-ouvrières !

La loi immigration adoptée à la suite des tractations parlementaires est l'illustration que toutes les tentatives de réforme de la loi de l'immigration sont vouées à l'échec. Cette loi est le résultat de la victoire historique que le parti d'extrême droite a remportée aux élections législatives de 2023. Cette loi est le résultat de la victoire historique que le parti d'extrême droite a remportée aux élections législatives de 2023. Cette loi est le résultat de la victoire historique que le parti d'extrême droite a remportée aux élections législatives de 2023.

• Ce ne sont pas les actions terroristes du Hamas mais la lutte de classe

«programme communiste»

Revue théorique du parti communiste international

Sommaire à partir du numéro 99 / Juin 2006

● No 106 (Juillet 2021):

••• Pandémie, capitalisme et révolution communiste ••• Crise économique mondiale : état des lieux un an après ••• Russie et révolution dans la théorie marxiste. Deuxième partie. Parti prolétarien de classe et attente de la révolution double (1) ••• La guerre d'Espagne (2). La prétendue « gauche communiste » espagnole et la « révolution démocratique » ••• A. Bordiga. Sur le Fil du Temps. Pression « raciale » de la paysannerie, pression de classe des peuples de couleur ••• Petit dictionnaire marxiste

● No 105 (Février 2019):

••• Dix ans après la faillite de Lehman Brothers. Les mesures prises par les classes dirigeantes pour surmonter la crise économique et financière ne font que préparer des crises encore plus générales et plus violentes ••• Russie et révolution dans la théorie marxiste. Première partie. Révolution européenne et aire «Grand-sla-ve» (2) ••• Histoire de la Gauche communiste : La question du Front Unique (4) / Thèses sur la tactique du Parti Communiste d'Italie. Rome, mars 1922 (1) / Contribution au projet de programme du Parti Communiste Italien / Amadeo Bordiga. Les Tâches de notre parti. (Il Comunista, 21/3/1922) ••• La Guerre d'Espagne. Une première synthèse des positions du parti (1) ••• Brève chronologie ••• Notes d'actualité. Sur la situation des sans-papiers en Belgique

● No 104 (Mars 2017):

••• Le Moyen-Orient et l'impérialisme (1) ••• Les causes historiques du séparatisme arabe ••• Russie et révolution dans la théorie marxiste. Première partie. Révolution européenne et aire «Grand-sla-ve» (1) ••• Histoire de la Gauche communiste ••• La question du Front Unique (3) ••• Rapport du Comité Exécutif du Parti Communiste d'Italie sur la tactique du parti et la question du Front Unique ••• Eléments de l'histoire de la Fraction de Gauche à l'étranger (de 1928 à 1935) (4) ••• Manifeste de la Fraction Italienne de la Gauche Communiste (Extraits du Manifeste la Fraction après son Congrès de 1935) ••• À bas toutes les patries: la fasciste, la démocratique, la soviétique ! Vive la lutte du prolétariat mondial pour la révolution dans tous les pays ! (Manifeste de la Fraction pour le premier mai 1935. Extraits)

● No 103 (Janvier 2016):

••• Sur la période historique actuelle et les tâches des révolutionnaires ••• Le programme révolutionnaire de la société communiste élimine toute forme de pro-

priété de la terre, des installations productives et des produits du travail (fin) ••• Histoire de la Gauche communiste: La question du Front Unique (2) / Amadeo Bordiga. La tactique de l'Internationale Communiste (Il Comunista n° 11, 13, 15, 19, 25, respectivement du 13, 15, 18, 22, 29 janvier 1922) ••• Résumé du point de vue du Parti Communiste d'Italie sur la tactique de l'I.C. dans la période actuelle, pour servir de normes à la délégation lors de la réunion du C.E. International Elargi à Moscou ••• «Communisme-ouvrier» ou démocratisme petit-bourgeois? ••• La disparition de l'individu en tant que sujet économique, juridique et acteur de l'histoire, fait partie intégrante du programme communiste original (extraits)

● No 102 (Février 2014):

••• Derrière le mythe de l'Europe unie, s'accumulent les antagonismes et les contradictions incurables qui conduiront à une troisième guerre mondiale si la révolution prolétarienne ne renverse pas le capitalisme ••• Le programme révolutionnaire de la société communiste élimine toute forme de propriété de la terre, des installations productives et des produits du travail (1) (Texte publié sur «Il Programma Comunista» n°16/1958, alors l'organe du parti, comme «corollaire» à la réunion générale du parti de Turin des 1-2/6/58) ••• Histoire de la Gauche communiste ••• La question du Front Unique (1). L'intervention d'Amadeo Bordiga au premier Congrès du Parti Communiste Français (Marseille, décembre 1921) ••• Rapport sur les discussions en commission avec la délégation de l'Internationale: Séance du 27 décembre 1921. Séance commune tenue à Marseille entre la Sous-commission sur la Politique Générale et la Délégation de l'Internationale. Président de séance: Treint ••• Discours d'Amadeo Bordiga (Marseille, 28/12/1921) ••• Rapport d'Amadeo Bordiga au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste ••• En défense du marxisme. Le CCI et le «gène égoïste», ou les fâcheuses conséquences d'une tare héréditaire ••• Notes de lecture. Pseudo «révolution démocratique» ou révolution prolétarienne en Algérie ••• Notes d'actualité. Misère du «syndicalisme alternatif»: A propos d'un manifeste pour le premier mai

● No 101 (Août 2011):

••• Les classes dominantes s'alarment aujourd'hui des révoltes dans les pays arabes. Elles trembleront demain devant la révolution communiste pour laquelle les prolétaires auront su reconstituer leur parti de classe ••• Propriété et capital. En-

cadrement dans la doctrine marxiste des phénomènes du monde social contemporain (Fin) ••• Histoire de la Gauche communiste - L'«action de mars» en Allemagne et la «théorie de l'offensive» - Thèses sur les conditions sous lesquelles il est possible de constituer des Soviets Ouvriers - Ie Congrès de l'Internationale Communiste (août 1920) - Thèses sur la constitution des Conseils ouvriers proposées par le C.C. de la Fraction Abstentionniste du Parti Socialiste Italien (Il Soviet, IIIe année, n°11, 11 avril 1920) ••• Notes de lecture: Robert Camoin. La doctrine économique de Sismondi et le marxisme / Oliver Le Cour Grandmaison. Colonial Exterminer. Sur la guerre et l'Etat colonial ••• Roger Dangeville

● No 100 (Décembre 2009):

••• Le parti de classe prolétarien face à la crise économique actuelle du capitalisme mondial ••• Histoire de la Gauche communiste : - La scission en Italie et le mouvement communiste international - Le VKPD devant la scission de Livourne - La réplique de la «Gauche italienne» ••• Eléments de l'histoire de la Fraction de Gauche à l'étranger (de 1928 à 1935) (3) ••• Propriété et capital (4). Encadrement dans la doctrine marxiste des phénomènes du monde social contemporain ••• Notes de lecture: - Les débuts du communisme en Turquie. Enternasyonalist Komunist Sol (International Communist Current): «Left Wing of the Turkish Communist Party: 1920-1927» - Michel Naumann: «M.N. Roy (1887-1954): Un révolutionnaire indien et la question de l'universel » - A propos de Riazanov. Précisions ••• Thèses supplémentaires sur la question nationale et coloniale adoptées au Second Congrès de l'Internationale Communiste (juillet 1920)

● No 99 (Juin 2006) :

••• L'Unité de l'Europe bourgeoise: une illusion antiprolétarienne réactionnaire ••• Ce qui distingue notre parti ••• Matériaux pour un bilan des crises du parti. *En mémoire de Bruno Maffi*. La défense des bases programmatiques et politiques de la gauche communiste implique aussi la lutte contre les déviations démocratiques et personnalistes toujours renaissantes ••• Les Variations d'Il Programma Comunista sur la «question nationale» ••• Propriété et capital (3). Encadrement dans la doctrine marxiste des phénomènes du monde social contemporain. VI. La propriété urbaine. Le capitalisme et la propriété urbaine des immeubles et des terrains. Note sur le problème de la construction en Italie. Thèses relatives aux chapitres I – VI ••• Notes de lecture. David Riazanov: Marx et Engels / Robert Camoin: David Riazanov, marxiste et communiste / D.B. Riazanov: Marx and Anglo-Russian Relations and other writings.

Programme du Parti Communiste International

Le Parti Communiste International est constitué sur la base des principes suivants, établis à Livourne en 1921 à la fondation du Parti Communiste d'Italie (section de l'Internationale Communiste):

1. Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, entraînant l'antagonisme d'intérêts et la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.

2. Les rapports de production actuels sont protégés par le pouvoir de l'Etat bourgeois. Quels que soient la forme du système représentatif et l'usage fait de la démocratie électorale, l'Etat bourgeois constitue toujours l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.

3. Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.

4. L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti de classe. Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus résolue du prolétariat, le Parti Communiste unifie les efforts des masses laborieuses en les dirigeant, de la lutte quotidienne pour des intérêts partiels et des résultats contingents, vers la lutte générale pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le parti a pour tâche de diffuser la théorie révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens d'action, de diriger la classe laborieuse dans le développement de la lutte en assurant la continuité historique et l'unité internationale du mouvement.

5. Après le renversement du pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en privant de tout droit et de toute fonction politique la bourgeoisie et les membres de la classe bourgeoise tant qu'ils survivront socialement, et en fondant les organes du nouveau régime sur la seule classe productive. Le parti communiste, dont la caractéristique consiste dans la réalisation de ce but fondamental, représente, organise et dirige sans partage la dictature prolétarienne. La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.

6. Seule la force de l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.

7. Cette transformation de l'économie, et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale, aura pour effet d'éliminer progressivement la nécessité de l'Etat politique dont l'appareil se réduira peu à peu à celui de l'administration rationnelle des activités humaines.

* * *

La position du parti devant la situation du monde capitaliste et du mouvement ouvrier après la seconde guerre mondiale se base sur les points suivants:

8. Dans la première moitié du XXème siècle, le développement du capitalisme a vu, dans le domaine économique, l'apparition de syndicats patronaux regroupant les employeurs dans un but de monopole, et des tentatives de contrôler et de diriger la production et les échanges selon des plans centraux,

allant jusqu'à la gestion de secteurs entiers de la production par l'Etat; dans le domaine politique, le renforcement du potentiel policier et militaire de l'Etat et les formes totalitaires de gouvernement. Il ne s'agit pas là de types nouveaux d'organisation sociale constituant une transition du capitalisme au socialisme, encore moins d'un retour à des régimes politiques pré-bourgeois; il s'agit au contraire de formes précises de gestion encore plus directe et plus exclusive du pouvoir et de l'Etat par les forces les plus développées du capital.

Ce processus exclut des interprétations pacifistes, évolutionnistes et progressistes du développement du régime bourgeois et confirme les prévisions marxistes sur la concentration et l'alignement antagonique des forces de classe. Pour que ses énergies révolutionnaires puissent se renforcer et se concentrer avec un potentiel correspondant, le prolétariat doit repousser la revendication d'un retour illusoire au libéralisme démocratique ainsi que la demande de garanties légales, et ne pas les admettre comme moyen d'agitation; et il doit liquider historiquement la méthode des alliances du parti révolutionnaire de classe pour des buts transitoires, que ce soit avec des partis bourgeois ou petits-bourgeois, ou avec des partis pseudo-ouvriers à programme réformiste.

9. Les guerres impérialistes mondiales démontrent que la crise de désagrégation du capitalisme est inévitable du fait que celui-ci est entré définitivement dans la période où son expansion n'exalte plus historiquement l'accroissement des forces productives, mais lie leur accumulation à des destructions répétées et croissantes. Ces guerres ont provoqué des crises multiples et profondes au sein de l'organisation mondiale des travailleurs, car les classes dominantes sont parvenues à leur imposer la solidarité nationale et militaire dans l'un ou l'autre des deux camps. La seule alternative historique à opposer à cette situation est la reprise de la lutte de classe à l'intérieur de chaque pays jusqu'à la guerre civile des masses laborieuses pour renverser le pouvoir de tous les Etats bourgeois et des coalitions mondiales, avec la reconstitution du parti communiste international comme force autonome face à tous les pouvoirs politiques et militaires organisés.

10. L'Etat prolétarien, dans la mesure même où son appareil est un instrument et une arme de lutte dans une époque historique de transition, ne tire pas sa force organisationnelle de règles constitutionnelles ni de schémas représentatifs quelconques. L'expression historique la plus haute d'une telle organisation a été jusqu'à présent celle des conseils de travailleurs née au cours de la révolution russe d'octobre 1917 dans la période où la classe ouvrière s'organise militairement sous la direction exclusive du parti bolchevik, et où étaient à l'ordre du jour la conquête totalitaire du pouvoir, la dissolution de l'Assemblée constituante, la lutte pour repousser les attaques extérieures des gouvernements bourgeois et pour écraser la rébellion intérieure des classes vaincues, des couches moyennes et petites-bourgeoises et des partis opportunistes qui, dans les phases décisives, sont les alliés inévitables de la contre-révolution.

11. La défense du régime prolétarien contre les dangers de la dégénérescence contenus dans les insuccès et les reculs possibles de l'oeuvre de transformation économique et sociale - dont la réalisation intégrale est inconcevable dans les limites d'un seul pays - ne peut être assurée que par une coordination constante entre la politique de l'Etat ouvrier et la lutte unitaire internationale, incessante en temps de paix comme en temps de guerre, du prolétariat de chaque pays contre sa bourgeoisie et son appareil étatique et militaire. Cette coordination ne peut être assurée qu'au moyen du contrôle politique et programmatique du parti communiste mondial sur l'appareil de l'Etat où la classe ouvrière a conquis le pouvoir.

